



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

L^e Année

Tome II N^o 5 - Novembre 1975

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **La monnaie, le système financier et la politique du crédit.**
- 31 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats d'août 1975.**
- 1 **Statistiques.**
- 135 **Législation économique.**
- 141 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LA MONNAIE, LE SYSTEME FINANCIER ET LA POLITIQUE DU CREDIT

A l'occasion du cent vingt-cinquième anniversaire de la Banque Nationale de Belgique, le Département des Etudes a élaboré une brochure destinée à faire mieux connaître au grand public les mécanismes fondamentaux en matière de monnaie, de fonctionnement du système financier et de politique du crédit.

En faisant de la sorte œuvre de vulgarisation scientifique, cette brochure présente, sous une forme condensée, les conceptions sur lesquelles la Banque Nationale de Belgique appuie son action en matière de politique du crédit. A ce titre, elle peut intéresser un public plus averti des questions monétaires et financières et notamment les lecteurs du Bulletin. C'est pourquoi son texte est reproduit ci-dessous.

Introduction générale.

La monnaie est assurément considérée comme un élément important de la vie courante. Le rôle exact qu'elle exerce dans l'ensemble de la vie économique est cependant peu ou mal connu. A fortiori, le rôle, l'importance et le fonctionnement du système financier dans son ensemble sont souvent très mal perçus : cette brochure, dans ses première et deuxième parties, devrait, sans entrer dans tous les détails d'une réalité souvent complexe, permettre de mieux appréhender l'essentiel des phénomènes monétaires et financiers.

Dans la mesure où ce but est atteint, il sera dès lors plus aisé d'analyser comment, au travers des données monétaires et financières, les autorités peuvent influencer l'ensemble de l'économie dans le sens commandé par l'intérêt général; la troisième partie de la brochure sera consacrée à cette analyse de la politique du crédit.

I. Première partie : la monnaie.

A. DEFINITION DE LA MONNAIE.

1. Dans tous les pays développés, et notamment en Belgique, la monnaie se manifeste dans la plupart des actes de la vie économique.

Il suffit, pour prendre conscience de cette présence constante, de se référer à quelques actes usuels de la vie courante : qu'on achète un pain, un poste de télévision ou un ticket de tram, que l'on perçoive un salaire, que l'on paie ses

impôts, etc., à chacune de ces transactions est associé un règlement effectué au moyen de monnaie.

2. Il va sans dire que de tels exemples, pris dans la vie courante de tout un chacun, ne donnent qu'une vue très limitée de l'usage de la monnaie : en pratique, la monnaie est le moyen de paiement de toutes les transactions effectuées par tous les agents économiques, c'est-à-dire par l'Etat, les entreprises et les ménages (ou particuliers). C'est ainsi que la monnaie est utilisée :

— au paiement de tous les revenus : salaires des ouvriers, appointements des employés, honoraires des titulaires de professions libérales, intérêts et dividendes payés aux apporteurs de capitaux, loyers, etc.

— au paiement des impôts et taxes prélevés par l'Etat, ainsi que des transferts (c'est-à-dire les paiements qui entraînent un déplacement, une redistribution des revenus : il s'agit notamment des prélèvements de sécurité sociale opérés sur les revenus de la plupart des ménages qui aboutissent à payer des allocations diverses — chômage, maladie, ... — et des pensions à d'autres ménages).

— au paiement des achats de biens et de services, que ceux-ci servent à la consommation des particuliers, à l'activité des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles (matières premières), aux investissements des particuliers (maisons d'habitation), des entreprises (machines, usines, ...) ou des pouvoirs publics (écoles, hôpitaux, routes...).

— à l'acquisition d'actifs financiers, par exemple pour souscrire à un emprunt de l'Etat, pour constituer un dépôt d'épargne auprès d'une banque, pour faire un versement à un livret d'épargne.

B. LES DIVERSES FORMES DE MONNAIE.

1. Historique.

Pour jouer ce rôle de moyen de paiement universel, la monnaie doit être acceptée par tout le monde. C'est donc la confiance du public, ou plus généralement ses habitudes, qui déterminent à un moment donné, quelles sont les formes de monnaie effectivement utilisées. Telles qu'elles existent actuellement, les diverses formes de monnaie résultent d'un développement progressif au cours de l'histoire.

A l'origine, lorsque la vie économique était réduite à la production de quelques biens, peu nombreux, et de première nécessité, l'acquisition d'un bien s'effectuait directement par un échange contre un autre bien : il n'y avait donc pas de monnaie et les échanges s'effectuaient par le TROC.

Avec le développement de l'économie, le troc est devenu progressivement impossible à réaliser : le nombre d'opérations d'échange tend à s'accroître en même temps que le nombre de biens et services produits, et il devient de plus

en plus difficile pour un producteur donné de trouver, au moment où il le désire, une contrepartie qui accepte son produit et lui procure en échange le bien exact qu'il désire.

Progressivement, est donc apparu un moyen d'échange intermédiaire qui a permis de scinder l'échange en deux opérations : une vente et un achat. Acheteurs et vendeurs n'échangent, dès lors, plus directement leurs produits; chaque producteur offre le surplus non consommé de sa production contre un seul bien, dont il sait que, désiré et accepté de tous, il pourra servir dans une seconde opération, à acheter auprès d'autres producteurs les marchandises et services qu'il désire obtenir.

Ce rôle de monnaie a été joué par diverses sortes de marchandises ou d'objets (coquillages, fourrures, blé, sel, haches) dont le rôle fut privilégié en fonction des usages et des préférences des diverses sociétés au sein desquelles ils apparurent.

Au fil du temps, toutefois, le caractère de monnaie de certaines marchandises s'est affirmé plus particulièrement. En effet, les métaux, et plus spécialement les métaux précieux (or, argent), ont été, dès l'antiquité, considérés comme particulièrement aptes à servir de monnaie : ils sont, en effet, très résistants, facilement transportables et parfaitement divisibles. A l'origine, ces métaux furent d'abord utilisés sous forme de lingots, qui étaient pesés lors de chaque opération.

Ultérieurement, certains marchands prirent l'habitude d'indiquer sur chaque pièce de métal, par une empreinte, le poids et la contenance de métal précieux : les premières pièces de monnaie étaient nées. Le privilège de frapper les pièces fut ensuite revendiqué, puis exercé exclusivement par les pouvoirs publics.

Avec l'usage des pièces sur lesquelles la valeur est indiquée, l'utilité intrinsèque du bien servant de monnaie (à savoir l'utilité représentée par le poids de métal contenu dans la pièce) va progressivement se perdre au profit de la valeur conventionnelle. Les pièces reçoivent un nom (un franc, une livre, etc.) qui demeure inchangé, même lorsque le poids de la pièce est modifié.

Par la suite apparurent progressivement de nouveaux signes monétaires sans valeur intrinsèque, c'est-à-dire sans aucune valeur autre que celle résultant de leur usage comme moyen de paiement : il s'agit du billet et du compte en banque.

Le billet de banque est né de l'habitude prise de déposer les monnaies de métal (pièces d'or, etc.) auprès de banquiers. Ceux-ci étaient, à l'origine, de simples changeurs, qui, après les avoir pesées, échangeaient les unes contre les autres les diverses pièces en circulation (les pièces de différents Etats, par exemple). La clientèle des banquiers prit aussi rapidement, notamment par mesure de sécurité, l'habitude de déposer sa monnaie auprès d'eux; les banquiers délivraient un reçu contre ce dépôt. Dans le but d'éviter les manipulations

d'espèces (souvent difficiles) les paiements furent effectués de plus en plus au moyen de ces reçus.

A partir du moment où les banquiers prirent en outre l'habitude de rédiger des reçus sous une forme type, avec des montants « ronds » (100 francs, 1.000 francs) et que leur usage se répandit, le billet de banque était né. Il s'agissait donc à l'origine d'une créance sur un banquier, remboursable à vue, contre de l'or (ou de l'argent lorsque ce métal était aussi utilisé comme monnaie). Les billets ainsi émis restaient en circulation tant que la confiance dans le banquier qui les avait émis était assurée, et pour autant que certains paiements ne devaient pas être effectués en pièces. Jusqu'au 19^e siècle, le billet fut quasi uniquement utilisé entre « marchands », le grand public utilisant quant à lui les pièces métalliques. Celles-ci disparaîtront progressivement au 20^e siècle comme instrument de paiement (guerre de 1914-1918, grande dépression); dès lors, la monnaie de billet se répandra dans le grand public. A cette évolution correspondra une modification institutionnelle : d'une part, les billets ne seront plus émis que par des institutions spécialisées (les banques centrales) dont l'activité sera réglementée par les pouvoirs publics, et, d'autre part, les pouvoirs publics, en même temps qu'ils supprimeront la circulation de monnaie métallique, attacheront un caractère légal à la fonction de moyen de paiement de ces billets.

A côté des billets est progressivement apparue une nouvelle forme de monnaie, entièrement immatérielle : la monnaie scripturale ou monnaie en compte à vue. Comme les billets à l'origine, le compte à vue représente un engagement du banquier de rembourser à vue, un client qui lui a confié des fonds en dépôts.

En pratique, lorsque le déposant apporte de l'or (ou plus tard, des billets) le banquier crédite dans ses livres le compte à vue du déposant du montant de son dépôt.

A partir du moment où l'habitude fut prise par le public d'utiliser ses comptes à vue à des paiements, par transfert de son compte au compte d'une autre personne (au moyen de chèques ou d'ordres de virement), les comptes à vue ont aussi pris le caractère de monnaie. En effet, tant que le public conserve sa confiance au banquier, les dépôts à vue dans les banques circulent, servent aux paiements et prennent le caractère de monnaie.

2. Les formes actuelles de monnaie.

A l'heure actuelle, en Belgique, coexistent trois formes de monnaie : les pièces, les billets et les comptes à vue ⁽¹⁾ qui ensemble constituent le stock monétaire.

(¹) Au premier semestre de 1975, les ordres de grandeur étaient les suivants :

STOCK MONETAIRE	
<i>(en milliards de francs)</i>	
Pièces	5
Billets	265
Comptes à vue (monnaie scripturale)	300
Total	600

a) *Les pièces de monnaie* sont frappées par l'Hôtel des Monnaies (qui dépend du Ministère des Finances); les montants en circulation sont peu importants.

La monnaie métallique en circulation est essentiellement constituée de pièces de faible valeur faciale (25 et 50 centimes, 1, 5 et 10 francs) utilisées pour des raisons de facilité (de telles pièces circulent beaucoup puisqu'elles interviennent, du moins à titre d'appoint, dans tous les paiements courants) liées, d'une part, à leur résistance, et, d'autre part, à certains besoins techniques (appareils distributeurs, téléphones).

b) *Les billets* sont fabriqués par la Banque Nationale de Belgique et émis, soit pour compte de la Trésorerie (billets de 20 et de 50 francs), soit par la Banque elle-même (billets de 100, 500, 1.000 et 5.000 francs). En Belgique, les billets sont encore utilisés dans la plupart des transactions effectuées par les particuliers (achats de biens et de services, et, dans une moindre mesure, paiement des revenus). Leur usage tend néanmoins à se réduire progressivement au profit de l'usage de la monnaie de dépôt, notamment en raison de la généralisation du paiement des revenus en comptes à vue. Actuellement, les billets représentent toutefois encore environ 40 p.c. du stock monétaire total, alors que dans d'autres pays (par exemple aux Etats-Unis), où les habitudes sont différentes, cette proportion est beaucoup plus faible.

c) *Les comptes à vue, ou monnaie scripturale* : traditionnellement, la majeure partie de la monnaie scripturale est gérée par les banques, ainsi que par un organisme public : l'Office des Chèques Postaux. Plus récemment, la plupart des autres organismes financiers, et notamment ceux du secteur public (Crédit Communal de Belgique, Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Caisse Nationale de Crédit Professionnel) ainsi que les caisses d'épargne privées ont également ouvert des comptes à vue à leur clientèle.

Les supports matériels utilisés pour effectuer les paiements au moyen de la monnaie de dépôt, c'est-à-dire pour transférer la monnaie d'un compte à un autre, sont :

- le chèque,
- l'ordre de virement.

La plupart des paiements des entreprises sont effectués au moyen de leurs comptes à vue; pour les particuliers, l'usage de la monnaie scripturale, quoique moins répandu, tend cependant aussi à se généraliser, bien que les billets conviennent mieux, par leur facilité, pour régler les dépenses quotidiennes de faible import.

C. LA MONNAIE, INSTRUMENT D'ÉPARGNE.

Jusqu'à présent, l'accent a été mis sur le rôle essentiel joué par la monnaie, à savoir son rôle de moyen de paiement.

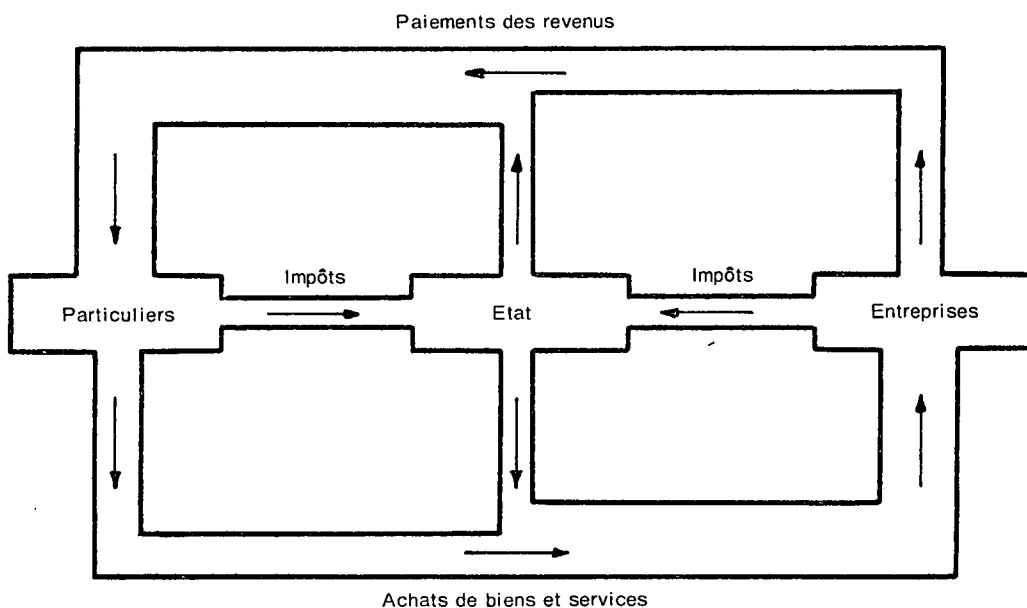
Pour certains, la monnaie détenue n'est cependant pas considérée comme un moyen de paiement à utiliser comme tel dans l'immédiat ou dans un avenir très rapproché, mais comme une épargne. Qu'il s'agisse de billets conservés dans le « bas de laine » (ou dans une lessiveuse... !) ou d'un avoir en compte supérieur aux dépenses courantes à effectuer, la monnaie représente alors une partie du patrimoine. De ce point de vue, le rôle de la monnaie n'est pas unique : elle constitue une catégorie d'actifs financiers parmi de nombreuses autres (livrets d'épargne, comptes à terme, bons de caisse et obligations...).

II. Deuxième partie : le fonctionnement du système financier.

A. LA MONNAIE DANS LE CIRCUIT ECONOMIQUE.

A tout instant, la monnaie circule entre les grandes catégories d'agents économiques, à savoir les particuliers, les entreprises et l'Etat. Les particuliers perçoivent leurs revenus (salaires, honoraires, loyers, ...), les entreprises vendent les biens et les services qu'elles ont produits, l'Etat prélève des impôts

De cette manière, l'ensemble de l'économie peut fonctionner harmonieusement : chacun des agents économiques dispose de ressources qui lui procurent de la monnaie, utilise la monnaie reçue à payer d'autres agents économiques et ainsi de suite; tout se passe donc comme si la monnaie circulait indéfiniment dans un circuit que l'on pourrait schématiser comme ceci :



Ce schéma, qui représente à l'évidence une simplification de la réalité (il néglige notamment les relations à l'intérieur d'un même secteur, par exemple,

les paiements entre particuliers ou interentreprises), illustre le fait que, à chaque transaction économique (achats et ventes, revenus, ...), la monnaie progresse dans le circuit, permettant ainsi le déroulement de nouvelles opérations, selon un processus sans fin.

B. LE SYSTEME FINANCIER.

1. Pour que le système puisse continuer à fonctionner sans interruption, il est nécessaire que chacun des agents économiques réinjecte dans le circuit toute la monnaie qu'il a reçue des autres agents : si tel n'est pas le cas, il existe un risque d'interruption du circuit.

Or, en cette matière, les besoins des divers agents économiques peuvent sensiblement différer. Dans une économie développée telle que celle de la Belgique, il existe, d'une part, certains agents économiques qui désirent « épargner » : c'est ainsi que, généralement, la plupart des particuliers n'affectent pas la totalité de leurs revenus à l'achat de biens et de services. Une partie de ces revenus, et donc, de la monnaie qui y est afférente, pourrait être soustraite du circuit. D'autre part, certains agents économiques désirent dépenser plus que leur revenu; il en va par exemple ainsi lorsqu'une entreprise désire investir (achat de machines, ...), lorsqu'un particulier veut construire une maison ou que l'Etat désire dépenser plus que les recettes obtenues par l'impôt (par exemple en vue de réaliser certains investissements publics : routes, hôpitaux, ...).

Il apparaît donc dans l'économie :

— des agents économiques qui ne dépensent pas la totalité de leurs revenus, et qui sont en « surplus financier »;

— des agents économiques qui désirent dépenser plus que leurs revenus, et qui sont en « déficit financier ».

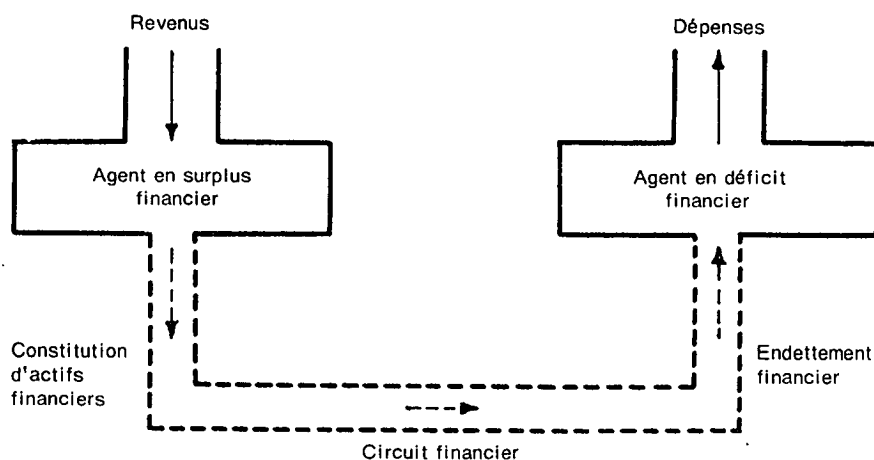
Pour que l'économie puisse continuer à fonctionner convenablement, il faut que la monnaie demeure dans le circuit économique : il est donc nécessaire que les agents économiques en déficit financier puissent obtenir la monnaie nécessaire aux dépenses qu'ils projettent en s'endettant auprès des agents économiques qui n'utilisent pas tout leur revenu. Ce sera le rôle du *système financier* de mettre en contact ces deux catégories d'agents économiques.

2. Le financement direct.

Dès lors que la monnaie ne circule plus uniquement en raison du paiement des revenus et des achats de biens et services, un nouveau circuit, financier cette fois, va se créer pour assurer cette circulation.

D'une part, les agents économiques en surplus financier vont acquérir des créances, des *actifs financiers*, en échange desquels ils cèderont la monnaie qu'ils n'utilisent pas. D'autre part, les agents économiques en déficit financier se procu-

rent cette monnaie en cédant des titres d'engagements, des *dettes*. Ces opérations s'effectueront à un certain prix représenté par l'*intérêt* obtenu par le prêteur et payé par l'emprunteur.



Selon le schéma ci-avant, ce processus se déroule directement : l'emprunteur se procure immédiatement la monnaie auprès du prêteur, et l'actif financier de l'un est le titre d'endettement de l'autre. Il en ira ainsi par exemple lorsque l'Etat ou une entreprise privée, émet un emprunt sous la forme d'obligations qui sont souscrites par les particuliers.

Néanmoins, dans une économie très développée, ce financement direct est relativement peu important; en effet, dans la pratique, il n'est pas toujours facile pour un emprunteur de trouver des prêteurs qui :

- lui fassent confiance (ceci peut être important dans le cas de particuliers qui désirent construire, ou de petites entreprises, ...),
- lui prêtent le volume de fonds désiré selon les modalités qui conviennent (par exemple : durée, ...).

Aussi, un rôle primordial est-il joué dans le circuit financier par des organismes spécialisés : les intermédiaires financiers.

3. Le financement indirect et le rôle des intermédiaires financiers.

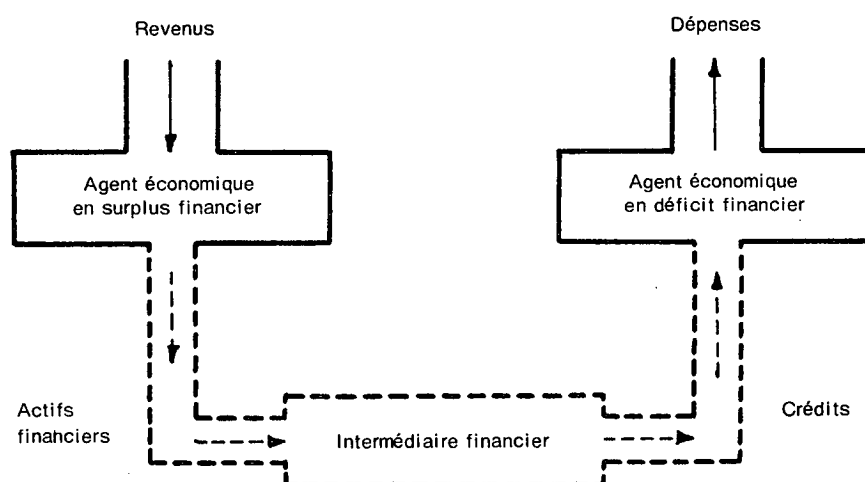
Le rôle de ces intermédiaires financiers consistera d'une part à collecter l'épargne financière des agents économiques en surplus, en émettant toute une gamme de titres d'endettement « standardisés » : carnets ou livrets d'épargne, dépôts à terme ou à préavis, obligations et bons de caisse, etc., auxquels le public est habitué, et parmi lesquels il peut choisir en fonction de ses préférences (durée du placement, taux d'intérêt, ...).

D'autre part, ces intermédiaires financiers assurent le financement des agents en déficit financier en leur octroyant, au moyen des fonds récoltés, des crédits dont les modalités sont adaptées aux besoins de ces emprunteurs : crédits

à court terme à la consommation ou à long terme à l'habitation (crédit hypothécaire) octroyés aux particuliers, crédits à court ou à long terme aux entreprises en vue de financer leurs fonds de roulement ou leurs investissements, crédits à l'Etat, aux provinces et aux communes.

Grâce à cette intervention des intermédiaires financiers, les besoins de sécurité et les préférences des prêteurs peuvent être rencontrés, tout en couvrant de manière adéquate les besoins des emprunteurs.

En pratique, ceci revient à couper l'opération de financement en deux : d'une part, la collecte de l'épargne financière, d'autre part la distribution de crédits.

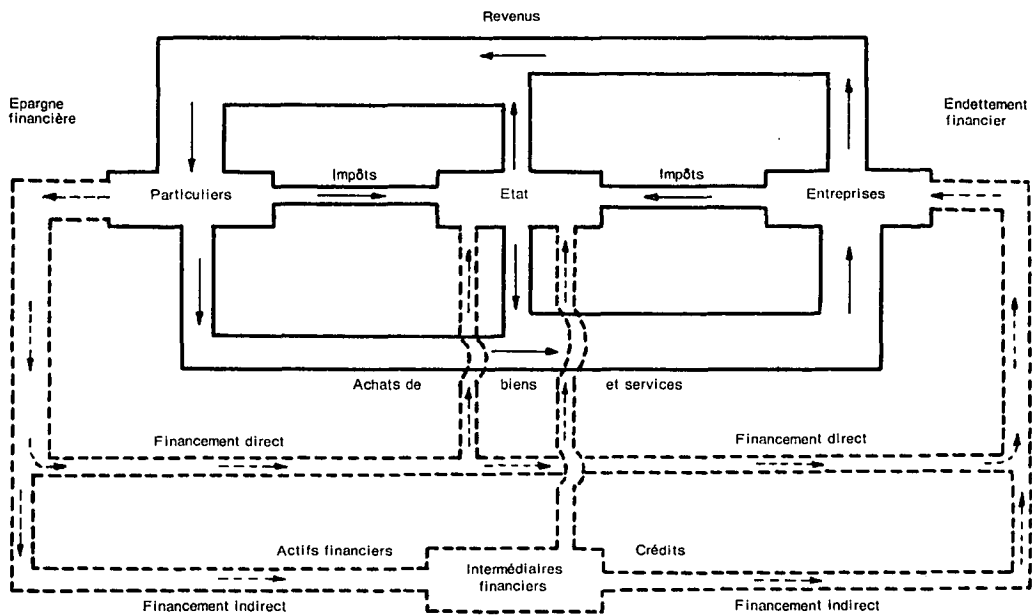


Le processus de financement se produit dès lors de manière indirecte.

Le rôle d'intermédiaire, essentiel dans les circuits financiers est joué en Belgique par un grand nombre d'organismes parmi lesquels on peut citer :

- les banques et l'Office des Chèques Postaux;
- les caisses d'épargne privées;
- les intermédiaires financiers du secteur public : la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, le Crédit Communal de Belgique (spécialisé dans le financement des provinces, communes et autres pouvoirs locaux), la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (spécialisée dans le financement des investissements industriels), la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (financement des petites et moyennes entreprises et des classes moyennes), l'Institut National de Crédit Agricole (financement de l'agriculture) et les organismes spécialisés dans l'octroi de crédits à l'habitation, notamment sociale : Office Central de Crédit Hypothécaire, Société Nationale du Logement et Société Nationale Terrienne;
- les compagnies d'assurances, notamment d'assurances sur la vie.

4. Dès lors, si l'on tient compte du système financier, les circuits de circulation de la monnaie se compliquent.



Il est évident qu'au point de vue financier, ce schéma représente une simplification extrême de la réalité; c'est ainsi que sont négligés l'endettement financier de certains particuliers, les actifs financiers que se constituent bon nombre d'entreprises, de même que les relations entre membres d'un même secteur, par exemple, les prêts et dettes interentreprises. D'un point de vue très global, il correspond cependant assez bien à la réalité belge :

— d'une part, et considérés dans leur ensemble, ce sont les particuliers qui sont en surplus financier et qui constituent des actifs financiers;

— d'autre part, les entreprises et l'Etat sont structurellement emprunteurs, en raison notamment des investissements qu'ils ont à réaliser.

C. LA CREATION DE MONNAIE.

1. Jusqu'à présent, on a examiné la manière dont la monnaie existante circule soit en fonction des revenus et des dépenses, soit en fonction des facteurs financiers.

Or, ces processus n'apprennent rien sur la manière dont cette monnaie en circulation a été créée.

En outre, il convient de remarquer que les économies modernes, et notamment celle de la Belgique, sont généralement en expansion : le Produit National s'accroît d'année en année, ce qui signifie davantage de revenus à payer, de biens

et de services mis en vente, etc. Cette croissance signifie que les besoins de monnaie de l'économie ne sont pas stables : en pratique, ces besoins croîtront avec l'activité économique générale. Bien sûr, ce phénomène peut être rencontré, en partie, par un accroissement de la vitesse avec laquelle la monnaie circule dans les circuits économiques ou financiers : si cette vitesse augmente, c'est-à-dire si la monnaie change de main plus rapidement, il sera possible avec une même quantité de monnaie d'acquérir davantage de biens, de payer plus de revenus, de constituer plus d'actifs financiers, etc. Il y a cependant des limites à une telle accélération, liées notamment aux habitudes du public.

Il convient donc de s'interroger, non seulement sur la manière dont la monnaie existante a été créée, mais aussi sur la manière dont le stock monétaire peut s'adapter aux besoins de l'économie.

2. Les organismes monétaires.

a. A cet égard, un rôle essentiel sera joué par une catégorie particulière d'intermédiaires financiers, à savoir les organismes monétaires.

Ceux-ci, qui sont essentiellement composés de la Banque Nationale de Belgique (qui est la « Banque centrale »), des banques de dépôts (qui seront appelées simplement « banques » dans ce qui suit) et de l'Office des Chèques Postaux, occupent une position privilégiée parce que c'est auprès d'eux qu'est détenue la majeure partie de la monnaie.

De ce fait, ces organismes possèdent la capacité de créer, globalement, de la monnaie. En effet, lorsqu'un agent économique en déficit financier s'adresse à eux, ces organismes peuvent, en échange d'un titre d'endettement, lui procurer de la monnaie non seulement en la récoltant auprès d'agents en surplus financier, mais aussi en la créant. Ce mécanisme est relativement simple. Lorsqu'une entreprise, par exemple, désire emprunter, elle peut s'adresser à son banquier et lui remettre un titre d'endettement (ou une créance sur une autre entreprise); en contrepartie, le banquier crédite le compte à vue de l'entreprise dans ses livres.

Banque A

Crédit à l'entreprise D 100	Compte de l'entreprise D 100
---------------------------------------	--

Cette augmentation du compte à vue correspond à une augmentation du stock monétaire existant. Lorsque l'entreprise utilisera cette monnaie aux dépenses qu'elle désirait effectuer (par exemple, un achat de machines, le paiement de salaires, etc.), cette monnaie sera mise en circulation dans le circuit économique et passera de « mains en mains », tout en restant détenue auprès d'un organisme monétaire, ces organismes étant quasiment les seuls auprès desquels la monnaie peut être détenue.

Y a-t-il une limite au montant de monnaie qu'une banque peut créer de la sorte en accordant des crédits ? La réponse à cette question serait négative

si la banque en cause était le seul organisme monétaire de l'économie. Dans ce cas, en effet, toute la monnaie créée serait à chaque instant détenue auprès de cette banque; tous les paiements, tous les mouvements de monnaie se traduiraient simplement par des écritures en compte passées par elle. Cette situation hypothétique peut être illustrée par l'exemple chiffré suivant : si l'entreprise D achète des machines à l'entreprise E, au moyen de la monnaie qu'elle a obtenue par le crédit bancaire, son compte disparaîtra au profit du compte à vue de E; si par la suite, E paye des salaires à W, X, Y et Z, la monnaie passera du compte de E à ceux des particuliers, ce processus de transmission pouvant se poursuivre ultérieurement en raison des achats des particuliers à des commerçants...

Banque

Crédit 100	Compte de l'entreprise D 100
	Compte de l'entreprise E 100
	Compte des particuliers W 25
	X 25
	Y 25
	Z 25

Les chiffres de ce tableau pourraient être multipliés par 10 ou par 100, sans que l'égalité entre les crédits et les comptes à vue (la monnaie) soit jamais rompue. C'est pourquoi l'on peut dire qu'il n'y aurait pas de limite au montant de monnaie que serait en mesure de créer une banque qui serait le seul organisme monétaire de l'économie.

b. Dans la pratique, les organismes monétaires sont cependant relativement nombreux :

— D'une part, il n'existe pas une seule banque, mais, par exemple, en Belgique, environ quatre-vingts. De ce fait, lorsqu'une banque accorde un crédit, la monnaie scripturale créée par elle ne sera pas intégralement conservée auprès d'elle; au fur et à mesure que les paiements seront effectués, que la monnaie circulera, une partie des dépôts créés par le crédit initial de A, sera finalement détenue auprès d'autres banques, par exemple, B et C (ou auprès de l'Office des Chèques Postaux). Cette perte de dépôts de A, obligera A à son tour, soit à obtenir un crédit de B et C (ou à utiliser les avoirs en compte auprès de ces banques), soit à « payer » ces deux banques : ces moyens de paiement utilisés entre banquiers constituent leur trésorerie, qui est représentée au sens strict par les dépôts (ou les billets) détenus auprès de la Banque centrale (Banque Nationale de Belgique) qui sert en quelque sorte de banque des banques. De ce fait, le processus décrit ci-avant dans le cas d'une seule banque se déroulera plutôt comme suit :

Banque A

Crédit à D + 100	Dépôt de D 100
Trésorerie - 75	Dépôt de E 100
	Dépôt de W + 25

Banque B

Trésorerie	+ 50	Dépôt de X	+ 25
		Dépôt de Y	+ 25

Banque C

Trésorerie	+ 25	Dépôt de Z	+ 25
----------------------	------	----------------------	------

Banque centrale

Compte de A	- 75
Compte de B	+ 50
Compte de C	+ 25

Ainsi, en fin de période, la monnaie créée à concurrence de 100, sera détenue pour 25 auprès de A, pour 50 auprès de B et pour 25 auprès de C. Ce transfert de dépôts aura obligé A à céder de sa trésorerie en prélevant 75 sur son compte à la Banque centrale au profit de B (50) et de C (25). L'existence de plusieurs banques limite donc en pratique la possibilité d'octroyer des crédits (et de créer de la monnaie). Pour l'ensemble des banques, considérées comme un tout, cette limitation n'existe pas, puisque les déplacements de dépôts entraînent uniquement des déplacements de trésoreries sans modifier le volume de celles-ci.

— D'autre part, il existe une autre limitation. En effet, ainsi que cela ressort de la composition du stock monétaire, le public effectue un choix entre la monnaie détenue en compte et la monnaie détenue en billets. De ce fait, un crédit accordé par une banque se traduira non seulement par un certain déplacement de dépôts vers d'autres banques, mais aussi par la conversion d'une partie des dépôts créés en billets. Or, seule la Banque centrale émet des billets : pour satisfaire les besoins de leur clientèle, les banques devront donc se procurer ces billets auprès de la Banque centrale, soit en diminuant leur trésorerie, soit en cédant à la Banque centrale certains actifs que celle-ci accepte. En pratique donc, la possibilité que les banques ont de créer de la monnaie est limitée par la demande de billets du public, par les trésoreries dont elles disposent auprès de la Banque centrale et par la volonté de celle-ci d'accepter ou de refuser certains des actifs des banques : la Banque centrale dispose de ce fait d'un moyen d'influencer l'octroi des crédits en fonction des impératifs de la politique du crédit qui sera analysée ci-après.

3. Origines de la création de monnaie : crédit aux entreprises, aux particuliers et à l'Etat.

A l'origine du processus de création de monnaie, tel qu'il a été rapidement analysé ci-avant, il y a le désir d'un agent économique quelconque de s'endetter en vue de se procurer la monnaie nécessaire à ses dépenses.

En analysant les origines de la création de monnaie, l'on peut donc distinguer la catégorie d'agents économiques qui provoquent l'impulsion initiale qui déclenche le processus.

A cet égard, peuvent être distingués :

a. *Le crédit aux particuliers* : la plupart des banques accordent aux particuliers des crédits à relativement court terme, destinés à financer l'achat de certains biens de consommation particulièrement onéreux (voitures, etc.). Pour des raisons de liquidité, les organismes monétaires n'accordent, par contre, que peu de crédits à long terme aux particuliers (crédits hypothécaires à l'habitation), de tels crédits étant immobilisés pour une longue période et ne pouvant que difficilement être cédés à d'autres banques (ou à la Banque centrale) en cas de nécessité (par exemple si le public retire ses dépôts).

b. *Le crédit aux entreprises* : la plupart des entreprises recourent régulièrement au crédit bancaire à court terme, soit pour financer leurs stocks, soit encore pour couvrir des déficits temporaires entre leurs dépenses (par exemple les traitements et salaires payés une ou deux fois par mois) et leurs recettes (provenant de l'encaissement, après certains délais commerciaux, de la vente de leur production).

Ce recours au crédit bancaire à court terme, peut être réalisé par l'entreprise soit en s'endettant directement auprès de la banque (crédit de caisse), soit en mobilisant auprès de la banque une créance qu'elle détient sur une autre entreprise en raison par exemple de marchandises fournies mais non encore payées (crédit d'escompte et d'acceptation).

Les entreprises peuvent également recourir à des crédits à plus long terme destinés à financer leurs investissements mais, ici aussi, une certaine prudence s'impose aux banques en raison des problèmes de liquidité déjà envisagés.

c. *Le crédit à l'Etat* : en Belgique, l'Etat, au sens strict, et les pouvoirs publics en général (Etat, provinces, communes, organismes de sécurité sociale) recourent régulièrement au crédit et notamment aux crédits octroyés par les organismes monétaires.

C'est ainsi que l'Etat effectue une grande partie de ses paiements (traitements, fournitures) en faisant créditer le compte du bénéficiaire à l'Office des Chèques Postaux. Celui-ci crée donc de la monnaie pour financer des dépenses incombant à l'Etat, ce qui revient à dire qu'il crée de la monnaie en accordant un crédit à ce dernier.

La Banque Nationale de Belgique joue par ailleurs le rôle de caissier de l'Etat, centralisant tous les paiements effectués à charge ou au profit de l'Etat (ou de l'Office des Chèques Postaux) en direction ou en provenance des banques : lorsque les paiements effectués par l'Etat excèdent les recettes, la Banque Nationale peut ainsi être amenée à consentir, provisoirement, des avances à l'Etat.

Enfin, l'Etat peut s'endetter envers les banques, soit à court terme en leur cédant des certificats de trésorerie (effets publics) soit à long terme lorsque les banques acquièrent, pour leur compte, des obligations d'Etat (fonds publics).

4. Les relations avec l'étranger, source de création de monnaie.

a. Tel qu'il a été décrit jusqu'à présent, le système économique (par exemple, l'économie belge) semble fonctionner en circuit fermé : tout s'est déroulé dans le cadre d'un pays, complètement isolé, où tous les biens et services produits et vendus sont fabriqués par l'économie nationale, et où tous les mouvements financiers demeurent à l'intérieur des frontières.

Dans la réalité, il n'en va évidemment pas ainsi et un pays comme la Belgique notamment est en relation constante avec les pays étrangers.

b. *Exportations et importations.*

D'une part, bon nombre de produits consommés en Belgique, ou qui interviennent dans la fabrication de biens consommés en Belgique sont produits à l'étranger et importés en Belgique.

Il s'agit notamment de biens qui sont produits exclusivement à l'étranger, tels le pétrole et de nombreuses matières premières (cuivre, aluminium, cacao, café, ...).

Corrélativement, certaines entreprises belges sont spécialisées dans la production en grande série de certains biens (acier, fabrications métalliques, produits chimiques, ...) et exportent une partie parfois prépondérante de leur production en la vendant à l'étranger.

c. *Mouvements de capitaux.*

En outre, les agents économiques belges, en surplus ou en déficit financier, peuvent se constituer des actifs financiers ou obtenir des crédits, non seulement en Belgique, mais aussi à l'étranger.

C'est ainsi que si les taux d'intérêt sont nettement plus élevés à l'étranger qu'en Belgique, les particuliers auront tendance à effectuer des placements à l'étranger, ce qui se traduit par une sortie de capitaux. Dans le cas inverse, les entreprises par exemple, seront tentées de recourir à des crédits étrangers moins onéreux que ceux obtenus en Belgique (dans ce cas, il y aura entrée de capitaux).

Corrélativement, les étrangers peuvent se constituer des actifs financiers ou obtenir des crédits en Belgique.

d. A partir du moment où une série de transactions sont effectuées avec l'étranger, qu'elles résultent de l'importation ou de l'exportation de biens et services, ou des mouvements de capitaux, le règlement de ces transactions ne pourra plus se faire exclusivement au moyen de la monnaie nationale. En effet, la majeure partie des importations devra être réglée soit dans la monnaie du

pays d'origine, soit dans une monnaie utilisée couramment dans le commerce international (par exemple le dollar) et corrélativement seule une partie des exportations sera réglée en francs belges (que les étrangers devront d'ailleurs se procurer), le solde étant payé aux exportateurs belges en devises acceptées par eux.

Enfin, les mouvements de capitaux entre la Belgique et l'étranger nécessiteront le plus souvent le passage du franc belge aux devises (par exemple si un Belge acquiert un actif financier libellé dans la monnaie d'un pays étranger) ou l'inverse lorsque des fonds provenant de l'étranger entrent en Belgique pour s'y placer en francs belges.

De ce fait, il devient nécessaire, en vue d'entretenir des relations avec l'étranger, de pouvoir échanger la monnaie nationale (le franc belge) contre des devises (et notamment certaines d'entre elles qui jouent parfois un rôle privilégié : le dollar).

C'est sur le *marché des changes* que vont se confronter les demandes et les offres de devises.

D'une part, les importateurs et les agents qui désirent effectuer des placements à l'étranger y achèteront les devises qui leur sont nécessaires, alors que, d'autre part, les exportateurs ou les emprunteurs belges à l'étranger y vendront les devises qu'ils ont obtenues. Le prix auquel ces achats et ces ventes sont effectués, c'est-à-dire la valeur d'une unité de monnaie étrangère exprimée en francs belges (par exemple, un dollar = 45, 40 ou 35 francs belges) est le *cours de change*.

En pratique, tous les acheteurs et vendeurs de devises ne sont pas effectivement présents sur le marché des changes : les opérations s'effectuent par l'intermédiaire des *banques* auxquelles sont donnés les ordres d'achat ou de vente.

e. *Le fonctionnement du marché des changes.*

Lorsque l'on confronte sur le marché des changes l'offre et la demande de devises, celles-ci ne sont en général pas identiques : il se dégage un solde positif ou négatif suivant que l'offre est supérieure ou inférieure à la demande. Même si l'on tient compte que les banques peuvent acheter ou vendre des devises, non seulement pour compte de leur clientèle, mais aussi pour leur compte propre (en vue d'effectuer des placements parce qu'elles devront plus tard livrer des devises à leur clientèle...), ce solde ne sera pas nécessairement nul et il subsistera un problème d'ajustement du marché.

Dès lors, deux cas peuvent se produire :

1° La Banque centrale n'intervient pas : l'on se trouve alors en régime de *cours de change flottants*, c'est-à-dire que l'équilibre du marché se réalisera par

une modification du cours de change. Si l'offre de devises sur le marché est supérieure à la demande, leur cours (leur prix en francs belges) va baisser; cette baisse devra être assez importante pour décourager certains vendeurs qui obtiennent moins de francs belges qu'ils n'espéraient avec leurs devises et encourager certains acheteurs de sorte que la baisse se poursuive jusqu'à ce que l'équilibre soit établi.

Si la demande de devises l'emporte sur l'offre, le phénomène inverse se produira : le cours des devises haussera, jusqu'à ce que certains acheteurs de devises soient découragés, que certains vendeurs de devises accroissent leurs ventes et que l'équilibre soit établi.

2° La Banque centrale intervient, c'est-à-dire qu'elle achète ou vend les devises en surplus ou en déficit et empêche le cours de change de se modifier sensiblement. Il en ira ainsi, par exemple, en régime de *cours de change fixes*, lorsqu'en vertu d'accords internationaux (par exemple, au sein du Fonds Monétaire International, ou dans le cadre de la coopération monétaire européenne) divers pays s'engagent à maintenir les cours de change à un certain niveau, ou plus généralement dans certaines limites.

L'on peut enfin envisager un marché des changes qui fonctionne selon l'un ou l'autre des mécanismes décrits ci-avant :

— suivant la nature des opérations avec l'étranger : en Belgique, par exemple, depuis 1955, toutes les opérations relatives aux importations et exportations de marchandises se traitent sur le *marché réglementé*, où la Banque Nationale intervient pour limiter les fluctuations du cours de change des devises dans la mesure où cette limitation est prévue par des accords internationaux, tandis que les autres transactions, essentiellement celles qui ont trait au mouvement de capitaux, s'opèrent sur le *marché libre*, où la Banque Nationale n'intervient pas et où le cours de change peut donc fluctuer plus fortement;

— suivant les devises : depuis mars 1973, par exemple, le régime, sur le marché réglementé belge des changes est, pour certaines devises, celui des cours flottants, mais pour d'autres devises (notamment des devises de pays de la Communauté Economique Européenne), celui des cours fixes.

f. Achats et ventes de devises et création de monnaie.

Lorsqu'une entreprise qui a exporté des marchandises ou emprunté à l'étranger vend des devises sur le marché des changes, elle verse normalement les francs belges provenant de cette vente à un compte à vue auprès d'une banque.

Inversement, un achat de devises est le plus souvent réglé par un prélèvement sur un compte à vue.

De la sorte, lorsque les ventes de devises l'emportent sur les achats (par exemple, si les exportations sont supérieures aux importations), les comptes à vue auprès des banques et donc le stock monétaire augmentent par solde.

Les devises vendues seront détenues soit par les banques (si celles-ci achètent pour compte propre), soit par la Banque centrale (si celle-ci intervient sur le marché des changes).

Dès lors, à côté de crédits aux entreprises, aux particuliers ou à l'Etat apparaît une quatrième source de création de monnaie : l'acquisition, par les organismes monétaires, de devises. Celles-ci représentent une créance sur un pays étranger (elles peuvent servir, par exemple, à acheter des marchandises) et peuvent donc être assimilées à un crédit à l'étranger.

5. La monnaie créée par les organismes monétaires, selon les processus décrits ci-avant, ne vient cependant pas intégralement gonfler le stock monétaire. Au fur et à mesure que cette monnaie circulera dans le circuit économique, ses détenteurs la convertiront en partie en d'autres actifs financiers (dépôts à terme ou d'épargne, ...) émis par les organismes monétaires. En définitive, du processus initial de création de monnaie résulteront :

— en partie, un accroissement du stock monétaire,

— en partie, un accroissement des autres actifs financiers émis par les organismes monétaires,

qui constitueront ensemble les ressources nécessaires aux organismes monétaires pour financer le crédit initialement à l'origine du processus.

III. Troisième partie : la politique du crédit.

A. LES EFFETS DU CREDIT DANS L'ECONOMIE.

Lorsque les agents économiques obtiennent des crédits, que ce soit directement auprès d'agents économiques en surplus financier, ou auprès d'intermédiaires financiers, monétaires ou non, c'est en vue d'effectuer des dépenses (consommation, construction, investissements, constitution de stocks, ...).

L'effet de ces dépenses pourra être bénéfique ou néfaste selon la situation économique du moment.

1. *Cas d'effets bénéfiques* : lorsqu'il existe du chômage, que les usines ne produisent pas à pleine capacité, les dépenses financées avec les crédits auront pour effet que le chômage sera plus faible et la production plus élevée que si les crédits n'avaient pu être obtenus; l'effet sur le bien-être général sera donc bénéfique.

2. *Cas d'effets néfastes* : si, même sans les dépenses financées avec les crédits, l'économie est en plein emploi, et qu'il est impossible de produire davantage, ces dépenses se traduiront par :

— une hausse des prix (l'inflation) : les dépenses que les agents économiques veulent effectuer sont devenues supérieures à la valeur, aux anciens prix,

des biens produits; comme la quantité de ceux-ci ne peut pas être accrue, l'égalité se rétablit par une hausse des prix;

— des importations accrues (la demande de biens qui ne peut être satisfaite par la production nationale se portant sur les biens produits à l'étranger) ou des exportations réduites (les biens consommés dans le pays ne pouvant plus être exportés).

Il peut alors en résulter un déséquilibre de la balance courante avec l'étranger (c'est-à-dire du solde des exportations et des importations de biens et services) qui peut se marquer soit par une hausse du cours de change des devises (cours de change flottants), soit par une diminution des avoirs en devises détenus par la Banque centrale si celle-ci intervient pour maintenir le cours de change fixe, ou dans certaines limites.

B. ROLE ET MOYENS D'ACTION DE LA POLITIQUE DU CREDIT.

1. Les deux cas envisagés ci-avant représentent évidemment des situations extrêmes, la réalité économique n'étant pas toujours aussi clairement définie. Ils illustrent toutefois le fait que, selon les cas, les autorités monétaires doivent tantôt encourager, tantôt décourager l'octroi de crédits.

2. Pour exercer cette action, les autorités monétaires disposent de divers instruments qui leur permettent soit d'influencer la demande de crédits, soit d'en influencer l'offre. Il convient de remarquer ici que c'est quasi uniquement les crédits aux entreprises et particuliers que les autorités monétaires tenteront d'influencer. En effet, les dépenses de l'Etat, ainsi que la façon dont elles sont financées, sont en principe déterminées par le budget voté par le Parlement : ce n'est donc pas par le biais de la politique du crédit qu'il convient d'influencer ces dépenses, décidées par l'autorité politique supérieure. L'incidence exercée par les opérations de l'Etat sur l'activité économique générale constitue d'ailleurs un autre instrument de la politique économique générale (politique budgétaire et fiscale).

3. Action sur la demande de crédit par les entreprises et particuliers.

Lorsque les entreprises et les particuliers obtiennent des crédits, il a déjà été indiqué qu'ils doivent payer un certain coût, qui dépend du taux d'intérêt qui leur est demandé. Les autorités monétaires peuvent donc inciter les entreprises et particuliers à solliciter des crédits pour des montants plus importants (en abaissant le coût de ces crédits par une baisse des taux d'intérêt), ou, selon le cas, moins importants (en augmentant le coût par une hausse des taux d'intérêt).

Pour influencer les taux d'intérêt, les autorités peuvent notamment modifier les taux d'intérêt officiels, par exemple le taux d'escompte ou le taux des

avances de la Banque Nationale de Belgique; si le taux d'intérêt demandé pour les crédits est fixé en fonction des taux officiels, la modification de ceux-ci aura un effet immédiat sur le coût du crédit. Sinon, les taux officiels influenceront indirectement le coût des crédits.

Les taux officiels représentent en effet le prix demandé par la Banque centrale aux intermédiaires financiers pour leur fournir des ressources, nécessaires notamment en vue de faire face à des demandes de billets de leur clientèle. Les modifications de ce coût seront normalement répercutées par les intermédiaires financiers sur leur clientèle.

4. Action sur l'offre de crédits.

Les autorités monétaires peuvent également agir, soit directement, soit indirectement, sur l'offre de crédits, c'est-à-dire sur le volume des crédits qui peuvent être mis à la disposition des entreprises et particuliers.

Cette action sur l'offre de crédits sera uniquement concentrée sur les intermédiaires financiers, qui octroient d'ailleurs la grande majorité des crédits aux entreprises et particuliers : il serait, en effet, matériellement impossible d'influencer les crédits octroyés directement par tel ou tel particulier ou entreprise à d'autres particuliers ou entreprises.

a. Action directe sur l'offre de crédits par les intermédiaires financiers.

Les autorités monétaires peuvent imposer aux intermédiaires financiers des limites au volume des crédits (ou à leur expansion) octroyés aux entreprises et particuliers. Selon que ces limites seront larges ou étroites, l'offre pourra s'accroître à un rythme plus ou moins rapide.

Cet instrument est essentiellement utilisé en période inflationniste, lorsqu'il s'agit de restreindre rapidement le volume des crédits. Si les intermédiaires financiers ne peuvent dépasser (sous peine de sanctions) les limites fixées, l'on ne voit guère comment le volume global des crédits pourrait dépasser le niveau jugé adéquat par les autorités. Le crédit est donc *encadré*.

Si l'encadrement du crédit est, en principe, un instrument totalement efficace, il présente toutefois certains inconvénients : il peut être injuste, puisqu'il tend à figer, à un moment donné, les situations relatives des divers intermédiaires financiers, quant à leur activité de crédit et, s'il est maintenu trop longtemps, il tend à devenir moins efficace, de nouveaux circuits de financement non encadrés tendant à se substituer aux circuits habituels (augmentation des crédits directs interentreprises, crédits obtenus à l'étranger,...).

Il convient enfin de remarquer que pour être efficace en période de restriction, l'encadrement doit porter sur toutes les catégories de crédits : si tel n'était

pas le cas, le financement des dépenses de certains agents économiques pourrait toujours s'opérer, en substituant des crédits « libres » à des crédits encadrés. Si l'on considère par exemple une entreprise, l'obtention d'un crédit d'investissement (crédit à long terme) ou d'un crédit de caisse (crédit à court terme) augmente de la même manière ses possibilités de dépenses : en tout état de cause, la monnaie ainsi obtenue rentre dans les caisses de l'entreprise et peut être utilisée.

b. *Action indirecte sur l'offre de crédits.*

A côté de l'action directe, les autorités monétaires peuvent aussi influencer indirectement l'offre de crédits des intermédiaires financiers, en modifiant certains éléments qui conditionnent le désir, ou la possibilité qu'ont ces intermédiaires financiers d'octroyer de tels crédits.

Ces instruments, tels les plafonds de réescompte, l'obligation imposée aux intermédiaires financiers de maintenir un certain volume de crédits à l'Etat et les réserves monétaires, influencent en pratique la liquidité des intermédiaires financiers, c'est-à-dire leurs possibilités de se procurer les billets de la Banque centrale.

Lorsque cette liquidité est grande, les intermédiaires financiers peuvent octroyer beaucoup de crédits; ils savent, en effet, qu'ils pourront se procurer facilement des billets lorsque des retraits seront effectués sur les dépôts créés par ces crédits.

A l'inverse, lorsque cette liquidité est faible, les intermédiaires financiers devront être plus prudents dans l'octroi de crédits, sous peine de ne pouvoir faire face aux retraits en cause.

De ce fait, ces moyens d'action indirects sont liés aux relations entre la Banque centrale et les intermédiaires financiers.

5. a. Leur fonctionnement peut donc être illustré en montrant comment ils influencent divers postes de la situation comptable d'une Banque centrale, par exemple, la Banque Nationale de Belgique.

Situation de la B.N.B.

(en milliards de francs)

Créances sur l'étranger :		Dépôts des intermédiaires financiers (trésoreries)	5
— Or	75	Billets en circulation	260
— Devises	155		
Créances sur les entreprises et particuliers .	20		
Créances sur l'Etat	15		
	<hr/>		<hr/>
	265		265

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, c'est la Banque Nationale qui émet la majeure partie des billets en circulation dans l'économie. C'est aussi auprès d'elle que les intermédiaires financiers détiennent, en principe, leur trésorerie.

En contrepartie de ces engagements, la Banque Nationale détient des créances sur les divers groupes d'agents économiques (c'est-à-dire qu'elle leur accorde des crédits).

1) *Créances sur l'étranger* : la Banque Nationale de Belgique détient des devises qu'elle a acquises à l'occasion de ses interventions sur le marché des changes. Ces devises sont disponibles pour faire face à d'éventuelles demandes ultérieures (par exemple si la balance courante se détériore et devient négative, c'est-à-dire que les importations deviennent supérieures aux exportations).

A côté de ces devises, la Banque Nationale (de même d'ailleurs que la plupart des autres Banques centrales) possède un stock d'or. En effet, lorsqu'il a été expliqué que le rôle de l'or (les pièces d'or) en tant que monnaie avait disparu progressivement au XX^e siècle, cette évolution ne visait que l'or en tant que moyen de paiement intérieur (c'est-à-dire les paiements entre les agents économiques d'un même pays). Lorsque l'or fut ainsi mis hors de la circulation intérieure, il s'est concentré dans les coffres des Banques centrales (en échange de billets) qui l'ont conservé en tant que moyen de paiement entre elles : lorsqu'une Banque centrale achetait des devises sur le marché des changes, elle les recédait à la Banque centrale du pays d'origine contre de l'or (en cas de ventes de devises, elle se procurait celles-ci en vendant de l'or).

Ces échanges étaient effectués à la parité officielle, c'est-à-dire le poids en or que les autorités d'un pays annonçaient officiellement comme contenu dans une unité de leur monnaie nationale (par exemple : un dollar contenait 1/35^e d'once d'or).

Progressivement cependant, ce mécanisme n'a plus guère joué : la plupart des pays n'ont plus accepté la conversion de leur monnaie en or, à la parité officielle, même vis-à-vis de Banques centrales étrangères.

Lorsqu'en 1971, le dernier pays à accepter une telle conversion, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, l'ont aussi officiellement supprimée, l'or a perdu, au moins temporairement, sur le plan international le caractère de moyen de paiement qu'il avait déjà perdu sur le plan national. Le nouveau statut international de l'or détenu par les banques centrales est actuellement discuté au sein de diverses institutions internationales.

Enfin, la Banque Nationale comptabilise également parmi ses créances sur l'étranger, certains avoirs sur les organismes internationaux, et notamment le Fonds Monétaire International dont le fonctionnement est expliqué à l'annexe II.

2) *Créances sur les entreprises et particuliers* : en règle générale, ces crédits ne sont pas accordés directement par la Banque Nationale; il s'agit en réalité de

crédits, accordés par d'autres intermédiaires financiers, notamment les banques, et que ceux-ci recèdent, *réescomptent* à la Banque Nationale, pour alimenter leur trésorerie ou se procurer des billets. Le taux d'escompte de la Banque représente le coût payé par ces intermédiaires financiers pour effectuer ces opérations.

3) *Créances sur l'Etat* : comme il a déjà été indiqué, dans le cadre de ses fonctions de banquier du Trésor, la Banque est amenée à faire des avances à l'Etat.

b. Comment, au travers de ces divers postes, la Banque Nationale de Belgique peut-elle influencer l'offre de crédits par les intermédiaires financiers ?

1) *Créances sur les entreprises et particuliers* : lorsque les intermédiaires financiers octroient des crédits, ils sont ensuite amenés à se procurer une certaine quantité de billets à la Banque Nationale. La solution la plus facile consiste pour eux à réescompter à la Banque une partie des crédits qu'ils ont octroyés.

Pour limiter les possibilités de recours à cette solution, la Banque Nationale peut fixer à chaque intermédiaire financier un *plafond de réescompte*, c'est-à-dire un montant maximum de crédits aux entreprises et particuliers qu'un intermédiaire donné a octroyés, et qu'il peut réescompter à la Banque.

Si l'on suppose qu'à un moment donné, les intermédiaires financiers satisfont à une forte demande de crédits, et qu'en conséquence, la circulation de billets augmente de 20 milliards, la nouvelle situation de la Banque Nationale de Belgique se présentera comme suit :

B.N.B.	
(en milliards de francs)	
Créances sur l'étranger	230
Créances sur les entreprises et particuliers →	40
Créances sur l'Etat	15
	285
Dépôts des intermédiaires financiers .	5
Billets	280 ←
	285

Si la Banque fixe des plafonds de réescompte pour un total de 25, les intermédiaires devront limiter les crédits octroyés de manière que la demande de billets n'augmente que de 5. La situation sera alors :

B.N.B.	
(en milliards de francs)	
Créances sur l'étranger	230
Créances sur les entreprises et particuliers →	25
Créances sur l'Etat	15
	270
Dépôts des intermédiaires financiers .	5
Billets	265 ←
	270

En réduisant les plafonds de réescompte, ou en les augmentant, la Banque Nationale peut donc obliger les banques à restreindre leurs crédits, ou au contraire leur permettre d'en accorder davantage.

2) *Créances sur l'étranger* : lorsque la Banque Nationale est amenée à acheter des devises sur le marché des changes (par exemple, parce que les exportations sont supérieures aux importations), il en résulte une création de monnaie. Si la monnaie nouvelle prend la forme de billets, la situation des banques n'est en rien modifiée. Mais si la monnaie nouvelle prend la forme de dépôts, les banques sont mises en mesure d'accorder plus de crédits aux entreprises et particuliers; en effet, la constitution de dépôts auprès d'elles leur fournit des ressources qui leur permettent, soit (1^{er} cas) d'accroître leur trésorerie (qui peut être utilisée à acquérir des billets), soit (2^e cas) de réduire leur réescompte, ce qui leur procure une marge disponible par rapport aux plafonds fixés, marge qui pourra être utilisée ultérieurement.

B.N.B. (1^{er} cas)

(en milliards de francs)

Créances sur l'étranger :		Dépôts des intermédiaires financiers	25 ←
— Or	75	Billets	265
— Devises →	175		
Créances sur les entreprises et particuliers	25		
Créances sur l'Etat	15		
	<hr/>		<hr/>
	290		290

B.N.B. (2^e cas)

(en milliards de francs)

Créances sur l'étranger :		Dépôts des intermédiaires financiers	5
— Or	75	Billets	265
— Devises →	175		
Créances sur les entreprises et particuliers →	5		
Créances sur l'Etat	15		
	<hr/>		<hr/>
	270		270

Pour éviter que cet afflux de devises n'amène un accroissement ultérieur du crédit, la Banque Nationale pourra imposer aux intermédiaires financiers une *réserve monétaire*, c'est-à-dire les forcer à bloquer en compte à la Banque un montant équivalent aux achats de devises effectués.

B.N.B.

(en milliards de francs)

Créances sur l'étranger :		Réserve monétaire	20 ←
— Or	75	Dépôts libres des intermédiaires financiers	5
— Devises →	175	Billets	265
Créances sur les entreprises et particuliers	25		
Créances sur l'Etat	15		
	<hr/>		<hr/>
	290		290

En augmentant, ou en réduisant le montant de la réserve monétaire, la Banque Nationale peut donc aussi restreindre ou accroître les possibilités des intermédiaires financiers d'octroyer des crédits.

3) *Crédits à l'Etat* : face aux effets exercés par les plafonds de réescompte et par la réserve monétaire, les intermédiaires financiers voient leurs possibilités d'octroyer des crédits aux entreprises et particuliers limitées; pour accorder néanmoins ces crédits, ils peuvent réduire les crédits qu'ils octroient par ailleurs à l'Etat. Celui-ci devra alors faire appel à la Banque Nationale, dont l'accroissement des crédits à l'Etat alimentera les trésoreries des intermédiaires financiers.

B.N.B.

(en milliards de francs)

Créances sur l'étranger	250	Réserve monétaire	20
Créances sur les entreprises et particuliers .	25	Dépôts libres des intermédiaires finan-	
Créances sur l'Etat →	25	cier →	15
		Billets	265
	<hr/>		<hr/>
	300		300

Pour empêcher un tel processus, les autorités monétaires peuvent imposer aux intermédiaires financiers de maintenir un volume minimum de crédits à l'Etat. En augmentant ou en réduisant ces obligations, elles réduisent ou permettent l'octroi de crédits aux entreprises et particuliers.

C. LES LIMITES DE LA POLITIQUE DU CREDIT.

Les mécanismes décrits jusqu'à présent, qui indiquent comment la politique du crédit peut atteindre les buts fixés par les autorités monétaires, ne fonctionnent cependant pas avec autant de précision que pourrait le faire croire un exposé nécessairement schématique. La réalité économique est bien plus complexe et, en pratique, la politique de crédit est soumise à bon nombre de limitations.

1. La plupart des instruments de la politique du crédit sont mieux adaptés à une action visant à freiner l'octroi de crédits en période inflationniste qu'à en augmenter le volume en période de récession, de chômage.

En effet, s'il existe divers moyens pour empêcher les intermédiaires financiers d'octroyer trop de crédits, dès lors que l'on veut étendre le volume de ceux-ci, l'action des autorités monétaires sera limitée à :

— supprimer toutes les entraves à l'offre de crédits qui avaient été introduites en période inflationniste;

— abaisser les taux d'intérêt pour réduire le coût du crédit en vue d'encourager les entreprises et particuliers à s'endetter pour effectuer des dépenses supplémentaires.

Ces mesures peuvent s'avérer insuffisantes pour amener ces derniers à agir dans le sens désiré; ils demeurent en effet seuls maîtres de leurs décisions :

« Si l'on peut mener un cheval à l'abreuvoir, on ne peut le forcer à boire ».

2. Une hausse des prix (une inflation) peut avoir d'autres causes qu'un recours excessif des entreprises et particuliers au crédit. Parmi ces autres causes, il faut citer une mauvaise situation des finances de l'Etat, une hausse des coûts de production, une demande étrangère trop forte pour les biens exportés; dans ce dernier cas, comme dans le cas où la hausse des coûts de production est due au renchérissement des matières premières importées, l'inflation dans le pays peut être la conséquence d'une inflation à l'étranger (on parle alors « d'inflation importée »).

Lorsque la cause de l'inflation est l'une de celles qui viennent d'être mentionnées, on s'efforcera de faire disparaître ou au moins d'atténuer dans toute la mesure du possible, cette cause particulière. La politique du crédit jouera, tout au plus, un rôle complémentaire dans la lutte anti-inflationniste.

3. Parmi les instruments de la politique du crédit passés en revue, aucun n'est en pratique totalement efficace : ni la politique des taux d'intérêt, ni l'action directe sur l'offre de crédits (l'encadrement du crédit dont certains inconvénients ont déjà été décrits) ni l'action indirecte exercée sur cette offre, n'ont tant s'en faut, une efficacité absolue. Aussi, lorsque les pressions inflationnistes sont très fortes, le meilleur résultat ne sera obtenu qu'en combinant l'ensemble des moyens d'action disponibles.

Toutefois, même si elles sont ainsi combinées, ces mesures ne pourront totalement empêcher qu'apparaissent certains mouvements compensateurs dans les transactions avec l'étranger, et notamment dans les opérations en capital.

C'est ainsi que :

— en période de restrictions des crédits, lorsque l'offre est limitée et que les taux d'intérêt intérieurs sont élevés, il est toujours loisible aux entreprises et particuliers de faire des opérations avec l'étranger, et notamment d'y obtenir les crédits qui leur sont refusés, ou qui leur coûtent trop cher, en Belgique;

— à l'inverse, lorsqu'on désire encourager la demande de crédits en abaissant les taux d'intérêt, cette baisse peut amener de nombreux agents économiques nationaux à accroître leurs placements à l'étranger où les taux d'intérêt sont devenus plus attractifs. Ceci entraîne notamment une réduction des ressources des intermédiaires financiers belges, ce qui les amène à réduire leur offre de crédits, résultat contraire aux objectifs prévus.

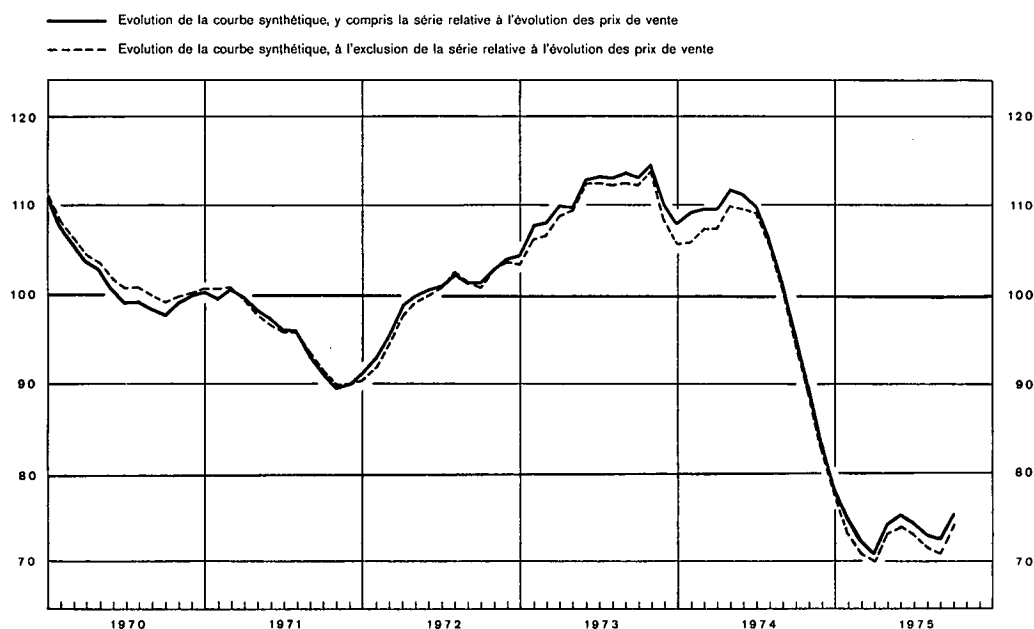
Dans un petit pays comme la Belgique, largement ouvert à l'étranger, en raison notamment de l'importance du commerce extérieur, de tels mouvements sont inévitables. Les effets négatifs de ces mouvements ne pourraient en pratique être évités que grâce à la coopération internationale.

A l'heure actuelle, celle-ci est encore trop peu développée pour empêcher de tels détournements, et il faut espérer que, à l'avenir, elle pourra être substantiellement améliorée, notamment dans le cadre du processus d'intégration européenne.



COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DE SEPTEMBRE 1975



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix a progressé de 72,66 points en août à 75,76 points en septembre.

Cet accroissement résulte d'une amélioration du climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière, l'industrie de la construction et le commerce de gros.

La courbe synthétique dans laquelle l'indicateur sur l'évolution des prix n'est pas inclus (trait interrompu) a un peu plus augmenté (de 70,87 à 74,34 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production manufacturière par secteur	IV - 2	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971	XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1972	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1972 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	V - 4		
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
		4. Stock monétaire	XIII - 4
		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
VII. — Indices de prix.			
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1		
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :			
a) Base 1966 = 100	VII - 4a		
b) Base 1971 = 100	VII - 4b		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ...

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers .

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions—chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dominages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agriculture Organization.
	F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
	O.N.D.	Office National du Ducroire.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1. 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
	(à fin d'année)							
Population totale	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	6.148		
dont : Hommes	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	3.068		
Femmes	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	3.080		
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854	3.866	3.906	
dont : Agriculture	209	201	191	181	168	158	150	
Industries extractives	74	67	60	52	49	47	42	
Industries manufacturières	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267	1.248	1.266	
Bâtiments et construction	304	304	307	311	313	301	298	
Transports	263	268	272	282	290	297	303	
Commerce, banques, assurances et services	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640	1.672	1.700	
Chômeurs complets ²	92	110	88	76	75	92	96	
Ouvriers frontaliers	53	53	53	54	52	51	51	

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,8	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,5	34,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	157,6
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	114,3	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	213,7	258,0
5. Corrections et compléments	18,9	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,8
Ajustement statistique	1,0	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,1	1,4	3,5	- 6,1
Total ...	482,0	512,0	567,5	635,6	722,5	831,7	958,4	1.148,5
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	26,5	30,2	34,6	29,6	32,0	45,1	49,1	38,5
2. Professions libérales ¹	24,0	26,3	28,7	32,3	35,2	39,7	45,4	50,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	114,4	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	158,2	169,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,9	10,1	10,8	10,8	11,6	13,1	14,0
Ajustement statistique	0,4	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 1,9	0,4	0,9	- 1,5
Total ...	173,6	186,7	203,3	210,7	217,7	245,3	266,7	270,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	39,1	43,1	51,4	60,9	67,2	72,9	86,3	114,5
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	38,9	40,8	43,1	44,1	45,1	47,1	48,7	51,4
3. Dividendes, tantièmes, dons	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,8	82,0
Total ...	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	163,1	193,8	247,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	15,7	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,4	40,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	18,8	21,0	25,9	30,9	36,2	41,6	54,6	65,2
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,5	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	4,7	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,3	- 5,0
Total ...	9,2	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,9	5,6
G. Intérêts de la dette publique	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,7	-58,9	-72,3
Revenu national net au coût des facteurs	767,0	824,1	916,5	1.019,0	1.117,2	1.264,4	1.453,9	1.705,8
H. Amortissements	92,4	98,9	108,9	124,6	138,1	149,6	161,5	185,5
Revenu national brut au coût des facteurs	859,4	923,0	1.025,4	1.143,6	1.255,3	1.414,0	1.615,4	1.891,3
I. Impôts indirects	130,6	138,9	153,1	165,2	177,2	185,6	206,3	238,8
J. Subventions	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I · 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ,
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

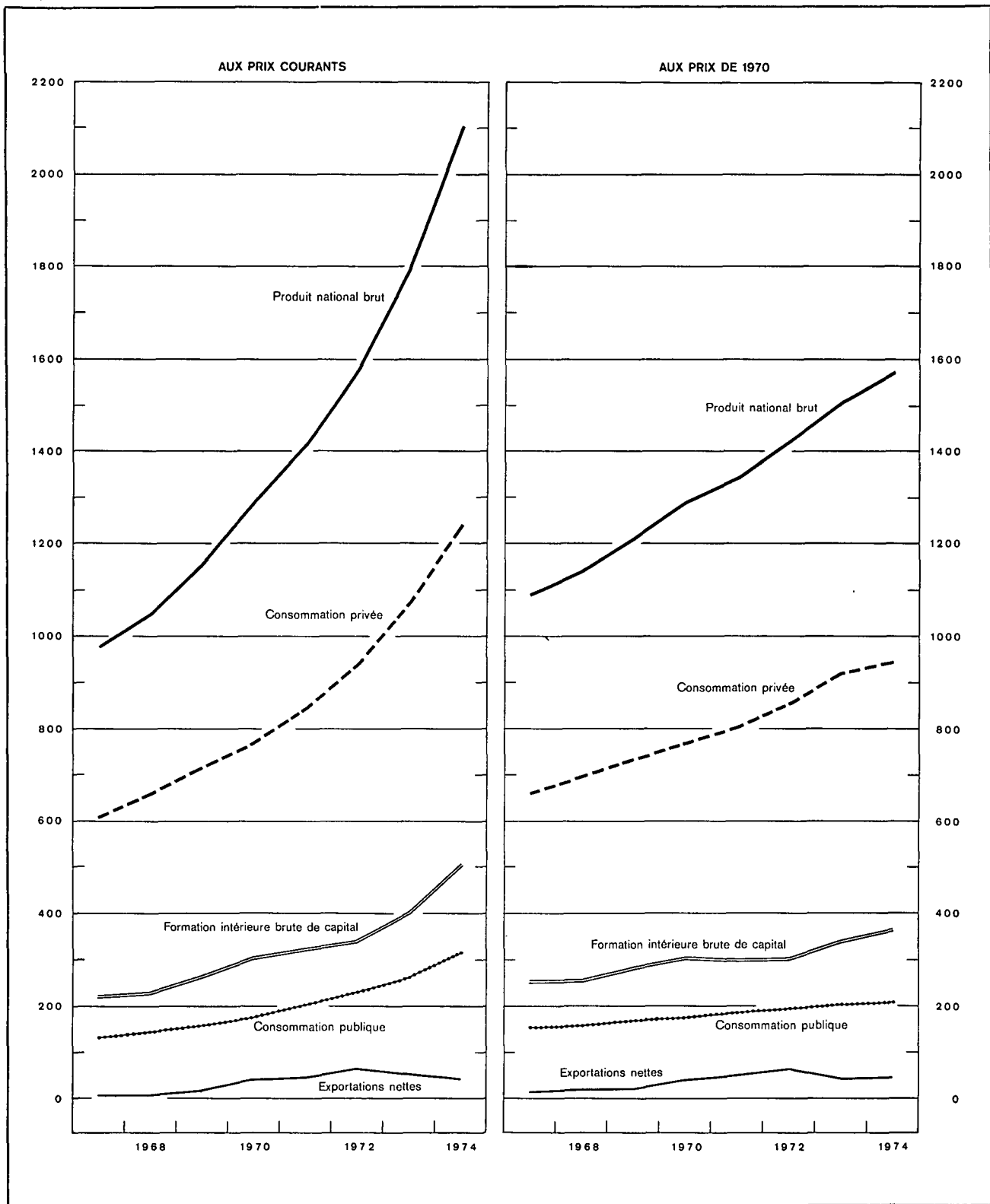
Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Agriculture, sylviculture et pêche	42,5	46,7	51,2	46,0	48,8	63,0	68,6	58,1
2. Industries extractives	12,2	11,2	11,0	12,0	13,4	13,1	12,2	13,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	59,1	64,2	69,8	75,7	79,5	88,6	97,3	111,1
b) Textiles	22,2	23,8	26,0	27,6	29,1	32,1	35,6	38,2
c) Vêtements et chaussures	13,2	14,0	15,4	16,5	17,9	21,8	21,6	24,3
d) Bois et meubles	14,3	15,1	17,2	18,1	19,9	23,4	28,5	33,6
e) Papier, impression, édition	15,9	17,1	19,0	20,6	22,3	24,0	28,0	35,1
f) Industrie chimique et activités con- nexes	23,1	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	55,8	66,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,5	16,6	18,9	21,2	22,0	24,0	27,2	31,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	25,1	26,8	38,6	43,4	35,4	39,1	56,5	75,6
i) Fabrications métalliques et con- structions navales	74,0	81,5	93,6	110,7	115,2	125,4	137,5	161,6
j) Industries non dénommées ailleurs	28,1	31,4	36,3	38,9	39,7	46,5	56,1	65,9
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>291,5</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>423,6</i>	<i>473,2</i>	<i>544,1</i>	<i>643,1</i>
4. Construction	69,0	67,0	71,8	88,6	94,9	102,8	119,6	145,4
5. Electricité, gaz et eau	23,4	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	46,2	58,2
6. Commerce, banques, assurances, im- meubles d'habitation :								
a) Commerce	171,5	181,7	201,5	222,9	265,2	288,3	324,3	375,8
b) Services financiers et assurances .	29,8	33,2	37,6	41,1	43,9	50,0	61,0	73,5
c) Immeubles d'habitation	51,8	54,6	58,0	61,3	64,2	68,8	74,1	82,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>253,1</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,3</i>	<i>407,1</i>	<i>459,4</i>	<i>532,1</i>
7. Transports et communications	67,6	76,1	83,3	92,6	104,9	119,2	137,2	172,7
8. Services	216,9	234,9	256,6	285,0	322,5	369,6	426,1	500,1
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 8,5	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,4	-14,8	-18,0	-22,2
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	-10,4	-14,9	-22,1	-27,8
Ajustement statistique	- 0,2	- 3,2	- 7,7	- 0,7	5,0	0,3	1,4	3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	969,7	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,7	1.561,8	1.778,0	2.081,1
12. Paiements nets de revenus aux fac- teurs de production dus par le reste du monde	7,6	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	154,5	161,5	173,4	185,4	195,0	210,8	233,9	265,6
2. Boissons	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3	56,8	59,2
3. Tabac	13,2	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8
4. Vêtements et effets personnels ...	54,5	59,0	63,0	65,8	74,3	82,3	92,5	106,7
5. Loyers, taxes, eau	64,8	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,1	112,2
6. Chauffage et éclairage	30,3	33,7	35,4	39,5	41,4	46,5	52,5	61,3
7. Articles ménagers durables	52,8	58,7	65,6	72,1	87,2	99,7	122,6	146,4
8. Entretien de la maison	28,1	30,6	33,3	35,5	39,1	42,3	49,7	60,0
9. Soins personnels et hygiène	44,8	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,6	105,3
10. Transports	58,1	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	123,6
11. Communications P.T.T.	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,2	8,9
12. Loisirs	52,0	54,9	59,6	66,0	75,5	85,4	98,2	109,4
13. Enseignement et recherches	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,5
14. Services financiers	14,9	16,4	18,8	20,0	21,2	24,4	30,6	36,0
15. Services divers	4,3	4,5	4,9	5,2	5,9	6,9	8,1	8,7
16. Dépenses personnelles à l'étranger	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7
Ajustement statistique	- 0,8	5,2	7,3	2,0	2,1	- 1,6	- 4,2	2,9
Total ...	611,5	662,8	718,4	769,0	846,9	941,3	1.075,2	1.239,6
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	94,5	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	233,7
2. Achats courants de biens et services	31,6	34,9	39,1	40,3	48,2	52,0	56,1	62,8
3. Loyer imputé des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	4,5	4,8	5,2	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6
4. Loyer payé	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	2,0
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8
6. Amortissement mobilier et matériel	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,2
Total ...	133,4	144,0	159,8	175,3	201,8	232,4	263,7	314,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,8	6,3	6,9	7,5	6,1	8,3	10,9	12,9
2. Industries extractives	1,5	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,7
3. Industries manufacturières	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	105,9
4. Construction	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	9,3
5. Electricité, gaz et eau	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,4	22,2
6. Commerce, banques, assurances ...	18,0	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7
7. Immeubles d'habitation	59,3	58,1	62,4	71,8	61,8	70,6	97,6	129,0
8. Transports et communications ...	23,7	23,8	25,0	27,4	31,9	35,5	42,5	48,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,6	67,6
10. Autres services	5,4	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	17,8
11. Variations de stocks	5,3	8,9	20,1	19,6	18,4	10,4	27,9	42,3
Ajustement statistique	- 0,3	1,8	2,7	0,8	0,8	- 0,6	- 1,6	1,2
Total ...	223,6	229,5	264,0	307,5	324,6	339,9	403,3	508,3
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	24,6	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0
2. Exportations de biens et services ...	352,2	401,6	482,7	561,9	609,3	681,7	846,5	1.132,0
Exportations totales ...	376,8	430,1	520,9	616,0	670,6	749,3	942,8	1.302,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	17,0	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5
4. Importations de biens et services ...	351,0	400,4	473,6	532,8	579,9	633,5	810,7	1.112,9
Importations totales ...	368,0	420,5	503,4	576,0	628,9	683,7	888,7	1.258,4
Exportations nettes ...	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 41,7	+ 65,6	+ 54,1	+ 43,6
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	92	94	96	100	103	104	107	111
2. Boissons	81	85	92	100	106	112	122	120
3. Tabac	94	95	98	100	104	108	112	111
4. Vêtements et effets personnels ...	90	96	99	100	108	114	120	125
5. Loyers, taxes, eau	93	95	98	100	103	106	109	111
6. Chauffage et éclairage	82	90	94	100	100	115	126	121
7. Articles ménagers durables	78	85	94	100	112	124	146	160
8. Entretien de la maison	92	95	98	100	104	107	112	118
9. Soins personnels et hygiène	83	89	94	100	106	114	125	131
10. Transports	83	90	98	100	101	113	118	121
11. Communications P.T.T.	84	90	96	100	105	108	110	115
12. Loisirs	87	88	94	100	105	110	119	121
13. Enseignement et recherches	92	95	97	100	103	105	108	111
14. Services financiers	85	93	98	100	103	114	133	137
15. Services divers	92	94	98	100	109	122	135	132
16. Dépenses personnelles à l'étranger	81	84	96	100	105	109	134	136
17. Moins : dépenses des non-résidents								
en Belgique	75	83	95	100	96	95	113	116
<i>Total ...</i>	86	91	96	100	105	112	120	123
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	100	104	112	119	123
2. Achats courants de biens et services	87	95	103	100	109	112	113	108
3. Intérêt imputé et amortissement des								
bâtiments administratifs et des								
établissements d'enseignement des								
pouvoirs publics; loyer payé; amor-								
tissement sur mobilier et matériel								
du pouvoir central	81	87	92	100	110	116	121	141
<i>Total ...</i>	88	91	97	100	106	112	117	121
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	89	96	99	100	74	95	115	120
2. Industries extractives	81	96	105	100	110	117	93	97
3. Industries manufacturières	85	77	87	100	98	91	97	112
4. Construction	93	86	83	100	68	70	89	88
5. Electricité, gaz et eau	111	98	96	100	116	136	106	105
6. Commerce, banques, assurances ...	80	84	92	100	117	124	139	139
7. Immeubles d'habitation	93	89	92	100	79	85	109	120
8. Transports et communications ...	103	102	101	100	110	118	135	136
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en-								
seignement)	73	87	91	100	115	120	100	93
10. Enseignement	90	97	97	100	100	104	103	108
11. Autres services	71	72	88	100	114	116	127	144
<i>Total ...</i>	84	84	93	100	98	99	111	120
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste								
du monde	51	57	74	100	108	113	149	235
2. Exportations de biens et services ...	70	79	91	100	107	117	134	145
Exportations totales ...	68	77	89	100	107	117	135	153
3. Revenus des facteurs versés au reste								
du monde	44	51	72	100	108	105	151	252
4. Importations de biens et services ...	72	81	93	100	105	114	136	148
Importations totales ...	70	79	92	100	105	114	137	155
Produit national brut aux prix du marché								
(prix de 1970)	84,6	88,2	93,9	100,0	104,1	110,3	117,1	121,8

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1973 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,8	8,5
1973	5,4	38,2	48,1	91,7	8,2	1,9	4,5	14,9	14,2
1974	7,7	47,5	49,5	104,7	8,5	2,0	3,6	13,0	13,5
1973 3 ^e trimestre	3,8	35,7	47,4	86,9	8,8	2,3	4,1	13,6	16,5
4 ^e trimestre	7,0	41,1	48,7	96,8	8,0	2,2	4,9	13,2	15,3
1974 1 ^{er} trimestre	6,9	43,5	49,9	100,3	7,6	1,4	3,3	15,6	14,3
2 ^e trimestre	4,6	38,7	48,6	91,9	8,7	1,0	2,7	14,4	17,6
3 ^e trimestre	5,6	45,1	48,7	99,4	9,0	2,6	3,6	10,9	14,9
4 ^e trimestre	13,7	62,7	50,9	127,3	8,5	3,1	4,7	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre	17,7	80,7	54,0	152,4	8,3	2,2	4,9	11,2	5,0
2 ^e trimestre	16,8	89,1	55,2	161,1	10,5	1,8	4,7	11,9	4,2
3 ^e trimestre	18,0	104,0	55,6	177,6	12,1	4,2	6,1	8,4	3,7
1974 Septembre	7,7	48,3	48,7	104,7	9,0	3,4	4,1	12,5	12,1
Octobre	11,5	55,1	49,7	116,3	8,9	3,1	4,6	14,7	8,9
Novembre	13,3	61,2	50,9	125,4	8,5	2,9	4,8	9,7	7,0
Décembre	16,3	71,7	52,1	140,1	8,0	2,4	4,7	8,7	5,7
1975 Janvier	17,6	76,8	53,4	147,8	8,0	2,4	4,9	12,0	5,3
Février	18,1	81,2	54,0	153,3	8,1	2,3	5,0	10,2	4,8
Mars	17,6	84,0	54,4	156,0	8,8	2,0	4,7	11,5	4,9
Avril	17,4	87,9	55,0	160,3	9,7	1,9	4,9	12,8	4,3
Mai	16,9	88,9	55,3	161,1	10,5	1,8	4,6	11,3	4,2
Juin	16,2	90,6	55,2	162,0	11,3	1,8	4,6	11,6	4,2
Juillet	16,6	100,0	55,7	172,3	11,8	3,2	5,2	6,4	3,4
Août	16,5	102,6	55,3	174,4	12,1	4,2	6,0	8,2	4,0
Septembre	20,8	109,5	55,7	186,0	12,3	5,3	7,0	10,6	3,8

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

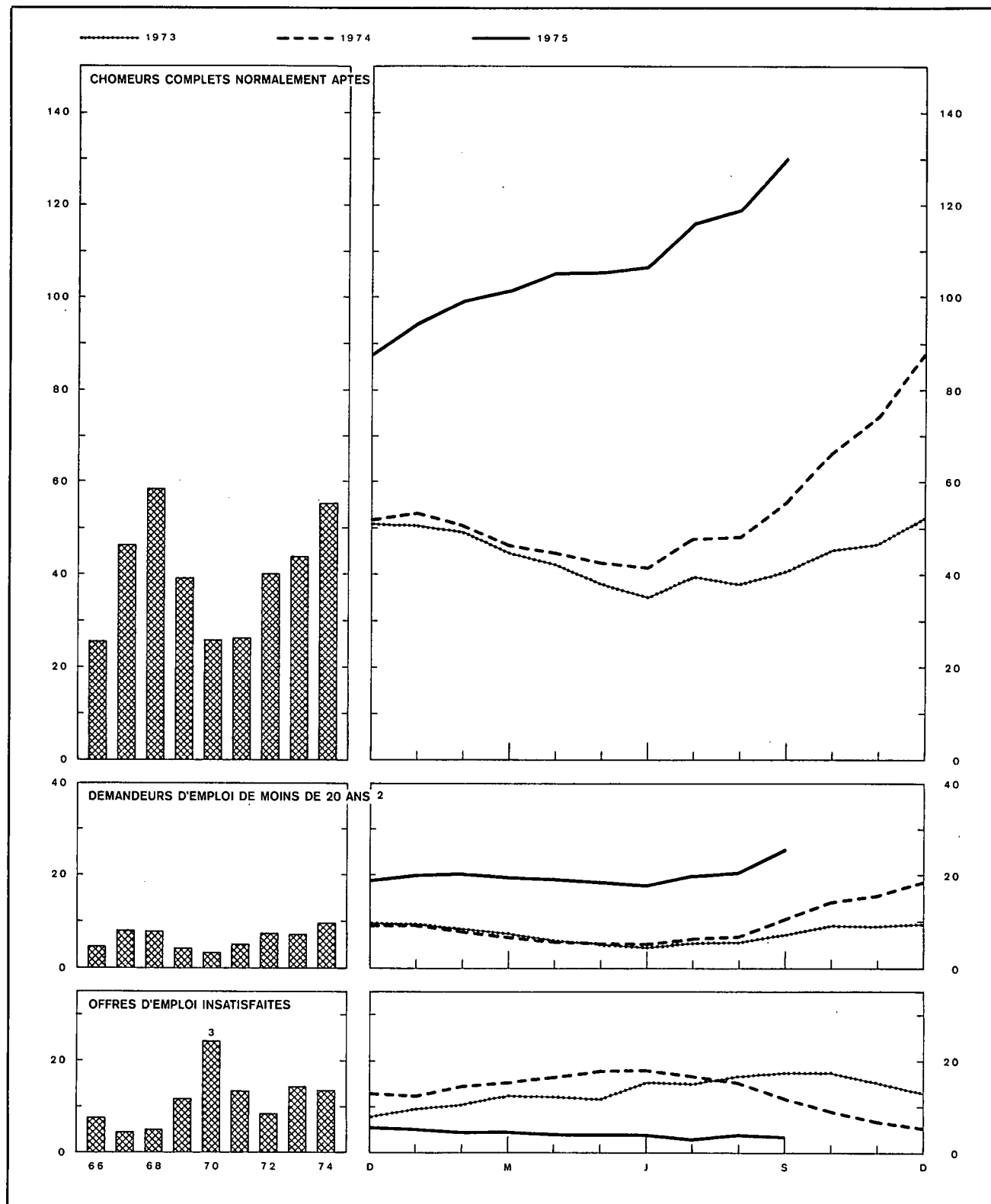
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain.

Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975 p
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	201	197	181	193	204	193	190	178
Autres céréales panifiables	31	27	26	32	30	25	22	19
Céréales non panifiables	249	249	255	229	228	230	224	200
Betteraves sucrières	90	90	90	93	101	104	105	124
Autres plantes industrielles	17	19	11	16	11	11	12	12
Pommes de terre	47	43	46	42	37	43	40	36
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	34	31	28	27	27	22
Prés et prairies	791	788	795	782	768	762	753	740
Cultures maraichères	20	23	25	25	24	27	29	} 148
Cultures fruitières	27	26	20	19	18	17	16	
Divers	57	57	59	64	72	73	79	
Total ...	1.564	1.553	1.542	1.529	1.521	1.512	1.497	1.479
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	839	754	708	878	916	976	1.004	
Avoine	315	281	194	278	244	246	222	
Orge	574	555	525	588	637	716	699	
Autres céréales	144	132	123	168	149	156	142	
Betteraves sucrières	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	
Pommes de terre	1.566	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières			997	967	964	994	1.003	1.003
Autres bovidés	2.799	2.839	1.890	1.873	1.801	1.968	2.041	1.982
Porcs	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026	4.581
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	576	599	695	729	753	798	884	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	30,7	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	p 23,2
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,9	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7
Poissons ronds	28,6	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0
Poissons plats	12,3	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1
Autres	3,8	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5
Crustacés et mollusques	2,0	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9

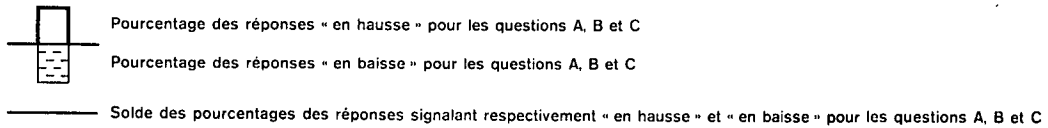
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

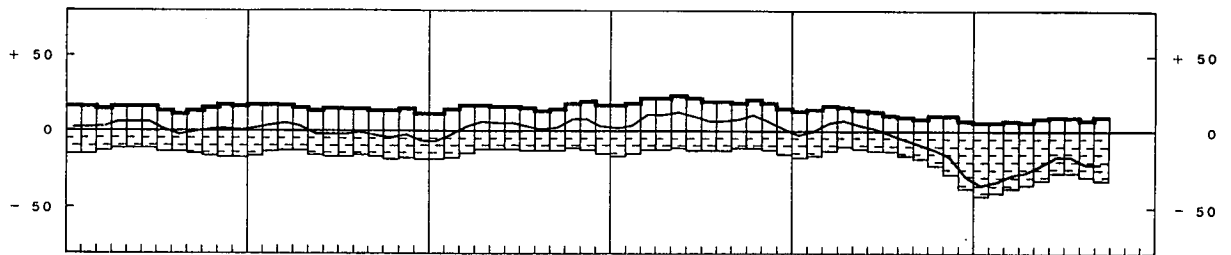
IV. — INDUSTRIE

IV · 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

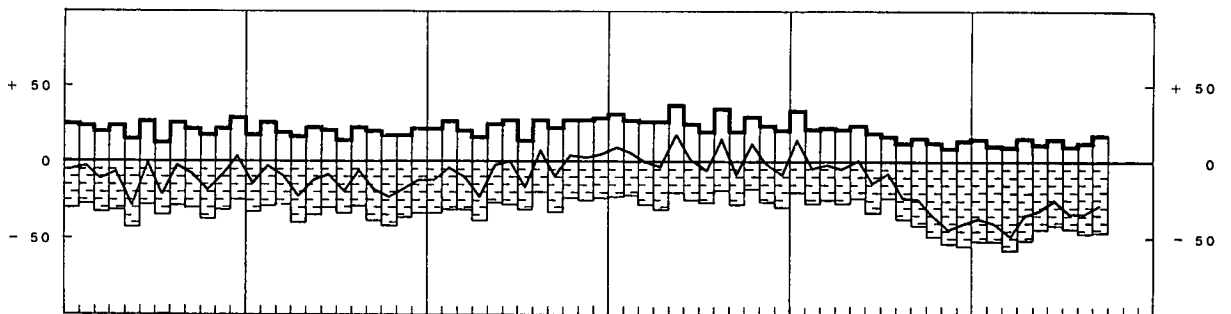
· RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



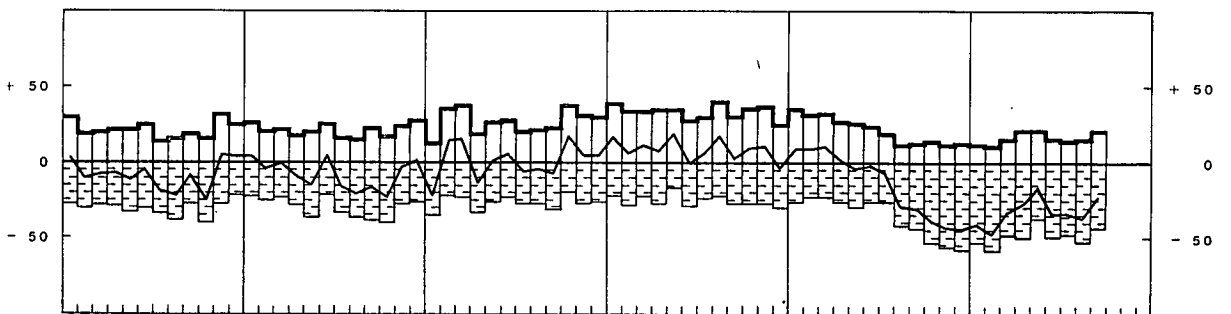
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



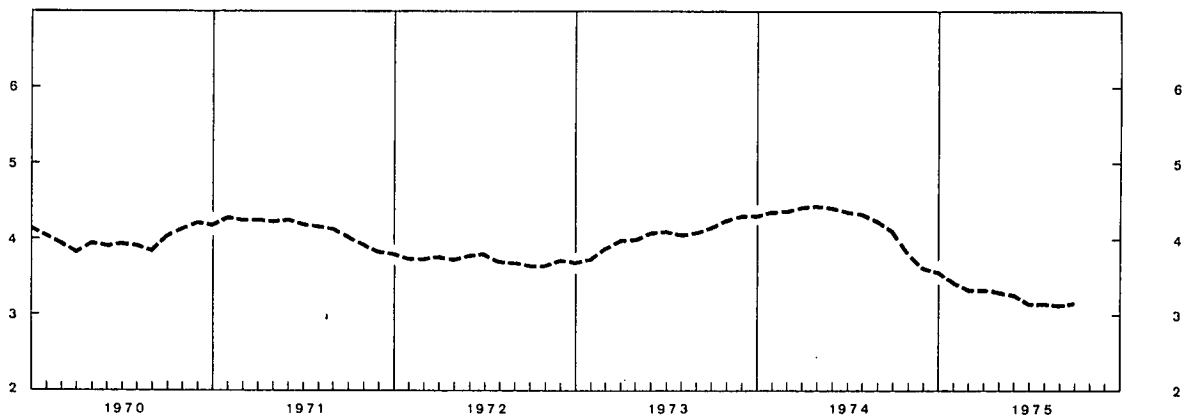
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

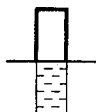


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

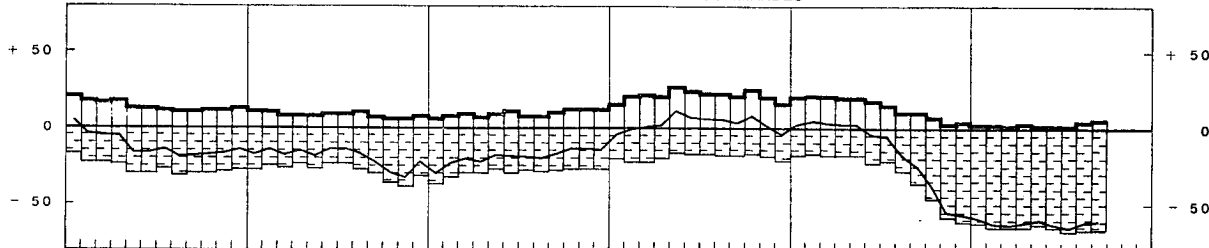
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



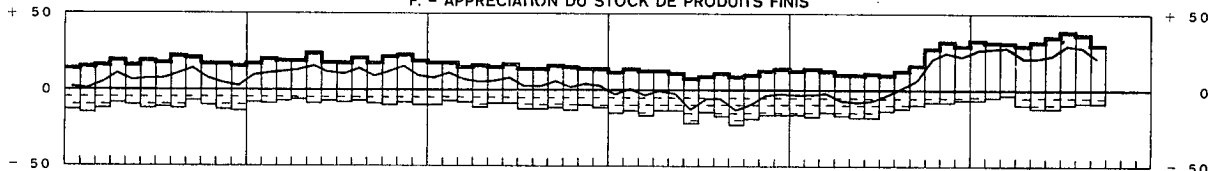
Pourcentage des réponses " en hausse " pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses " supérieur à la normale " pour les questions E, F et I
 Pourcentage des réponses " en baisse " pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses " inférieur à la normale " pour les questions E, F et I

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " en hausse " et " en baisse " pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " supérieur " et " inférieur " à la normale pour les questions E, F et I

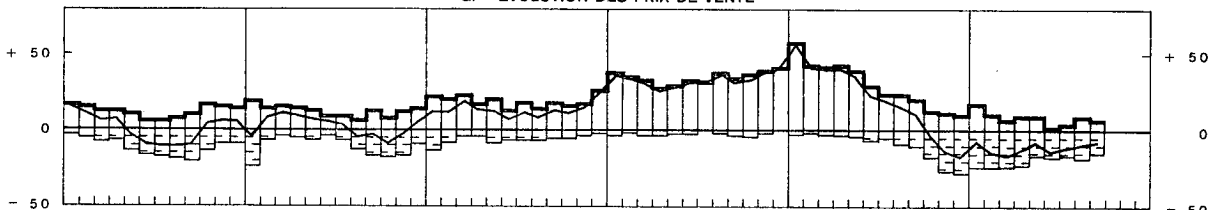
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



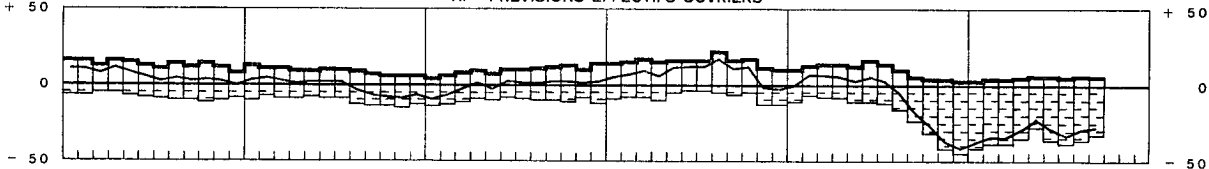
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



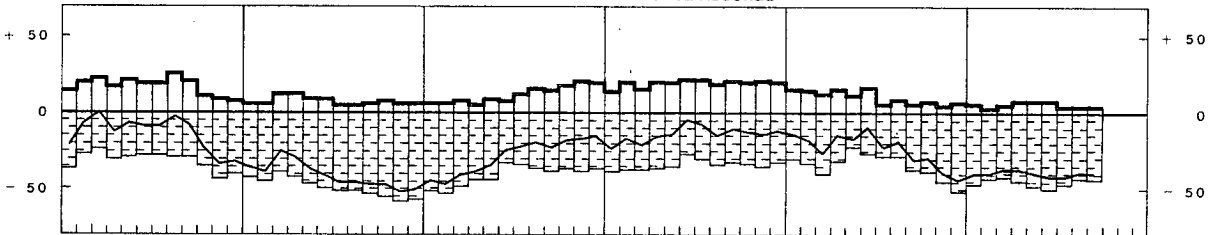
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



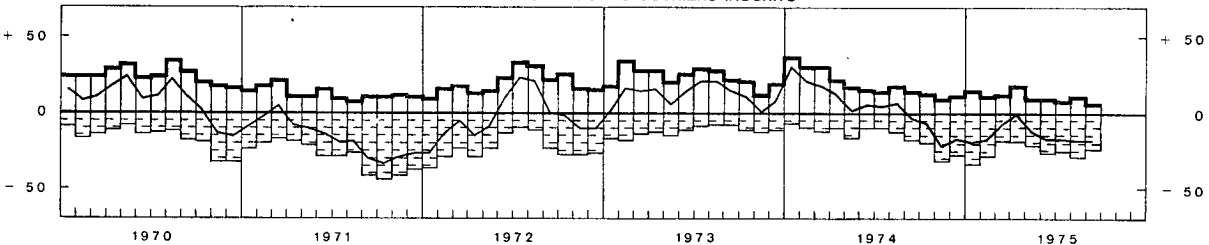
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

urgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi :
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1974 et 1975	100,0	95,9	4,1	59,8	15,2	14,1	11,4	
1967	83	81	132	84	89	82	77	82
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	p 120	p 123	75	p 119	119	p 124	p 123	108
1973 2 ^e trimestre	115	117	85	112	116	121	110	114
3 ^e trimestre	107	110	65	102	114	108	108	108
4 ^e trimestre	123	126	79	120	121	126	124	113
1974 1 ^{er} trimestre	124	127	77	124	120	129	123	108
2 ^e trimestre	124	127	79	123	123	127	121	110
3 ^e trimestre	112	115	67	110	117	112	116	109
4 ^e trimestre	p 122	p 124	76	p 119	118	p 126	p 132	107
1975 1 ^{er} trimestre	p 113	p 116	72	p 109	113	p 123	p 125	96
2 ^e trimestre	p 110	p 112	p 73	p 106	p 110	p 118	p 123	97
1974 Août	113	116	69	111	117	113	120	109
Septembre	126	129	78	122	125	136	132	109
Octobre	p 134	p 136	85	p 130	131	140	p 142	111
Novembre	p 118	p 120	76	p 116	116	117	p 127	107
Décembre	p 113	p 115	67	p 111	107	p 123	p 126	101
1975 Janvier	p 117	p 120	75	p 113	120	p 120	p 131	100
Février	p 110	p 112	68	p 105	108	p 123	p 124	93
Mars	p 113	p 115	73	p 109	110	p 124	p 119	95
Avril	p 115	p 117	82	p 109	p 118	p 130	p 128	95
Mai	p 102	p 105	p 66	p 100	p 100	p 108	p 114	98
Juin	p 113	p 115	p 73	p 109	p 112	p 118	p 126	99
Juillet	p 80	p 82	p 48	p 76	p 97	p 76	p 84	p 87
Août								p 88

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimen- taires et fabrica- tion des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrica- tion d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distri- bution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1974 et 1975 ¹	29,0	10,5	2,9	2,1	11,7	8,7	7,6	6,3	5,9	5,1	3,9	2,7	1,1	1,1
1967	79	80	81	83	71	88	87	86	78	80	89	77	58	89
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	p 119	127	p 106	117	142	121	101	108	141	161	116	122	101	119
1973 2 ^e trimestre	106	124	93	115	137	114	110	112	128	156	114	115	129	116
3 ^e trimestre	103	110	87	111	127	119	91	102	123	131	105	105	123	120
4 ^e trimestre	119	128	103	123	146	128	111	110	149	161	114	121	131	115
1974 1 ^{er} trimestre	120	134	110	127	152	114	114	109	147	169	121	131	84	115
2 ^e trimestre	117	137	107	123	151	125	112	115	134	172	116	127	90	123
3 ^e trimestre	111	117	97	106	131	124	84	102	131	143	110	114	113	121
4 ^e trimestre	p 126	118	p 109	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	p 117	104	p 106	106	127	111	90	96	141	157	124	109	82	119
2 ^e trimestre	p 118	95			123	109	85	100	126	159	114	102	92	120
1974 Juillet	91	117	79	97	118	121	69	90	120	118	74	88	119	122
Août	115	113	100	105	130	125	82	105	131	134	109	116	116	121
Septembre	127	121	112	118	145	126	102	112	142	177	147	137	103	120
Octobre	p 136	130	117	121	151	130	107	116	160	179	144	137	119	123
Novembre	p 122	118	p 109	108	132	121	89	104	149	145	108	115	118	115
Décembre	p 120	105	p 100	102	122	114	86	97	146	160	94	100	119	110
1975 Janvier	p 123	112	p 116	105	131	123	89	97	147	153	111	118	89	126
Février	p 115	99	p 102	104	123	104	90	92	133	158	127	100	87	116
Mars	p 114	100	p 99	110	126	106	91	101	142	161	134	110	71	116
Avril	p 123	87	104	118	130	115	96	97	135	172	135	111	68	119
Mai	p 110	97	94	107	114	97	80	99	119	140	100	90	102	121
Juin	p 121	101			126	115	81	104	123	165	106	106	108	122
Juillet	p 78				106	101	58	72	104	99	73	71	104	117

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,4 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la produc-
tion manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)] — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité			
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importa- tions de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion		Consom- mation intérieure	Produc- tion	
		Total 1	Dont :			(millions de m ³)					(milliers de tonnes)			(millions kWh)
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel										(7)	(8)	(9)	(10)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)				
1967	1.440	1.225	142	448	414	23	571	573	1.370	1.632	1.884			
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	656	1.234	1.661	2.088			
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303			
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413			
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633			
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972			
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260			
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397			
1973 2 ^e trimestre	3.212	1.971	229	760	727	704	636	712	774	1.249	3.086			
3 ^e trimestre	3.066	1.590	210	481	615	652	644	668	581	1.096	2.967			
4 ^e trimestre	3.251	2.075	223	866	735	994	653	728	721	1.347	3.590			
1974 1 ^{er} trimestre	2.079	1.831	198	844	587	1.151	674	770	742	1.415	3.540			
2 ^e trimestre	2.233	1.536	201	649	501	811	686	799	684	1.278	3.223			
3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163			
4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663			
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393			
2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459		521	534	639	1.042	3.035			
1974 Août	2.882	1.398	211	372	601	765	706	705	548	1.202	3.167			
Septembre	2.568	2.054	217	740	710	839	657	665	655	1.527	3.423			
Octobre	2.953	2.079	236	876	745	1.427	669	700	752	1.241	3.866			
Novembre	2.938	1.630	207	560	693	955	637	706	685	1.357	3.600			
Décembre	2.952	2.102	263	878	799	932	631	666	647	1.284	3.522			
1975 Janvier	2.204	2.209	231	1.035	794	992	612	705	726	1.230	3.551			
Février	2.174	2.103	193	702	1.025	903	542	632	664	1.350	3.205			
Mars	1.764	1.227	209	770	73	1.092	599	606	671	1.273	3.423			
Avril	1.688	1.804	262	895	431	1.022	544	521	756	1.111	3.252			
Mai	2.525	1.472	231	586	445	950	521	566	551	980	2.879			
Juin	2.670	1.400	233	471	500	889	497	514	611	1.034	2.974			
Juillet	2.468	1.135	227	375	391		p 357	p 369	467	p 722				
Août							p 333	p 285	491	p 711				

¹ Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1967	810	626	6,7	6,7	13,4	13,7
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1973 3 ^e trimestre	1.178	837	11,4	18,6	30,0	26,7
4 ^e trimestre	1.361	1.012	14,9	23,3	38,2	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	1.426	1.079	14,1	23,4	37,5	33,2
2 ^e trimestre	1.465	1.092	14,6	23,3	37,9	35,9
3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	p 15,6	p 24,5	p 40,1	p 35,9
2 ^e trimestre	1.058	708				
3 ^e trimestre	p 669					
1974 Septembre	1.261	1.029	14,9	22,2	37,1	36,5
Octobre	1.375	1.102	15,9	25,1	41,0	40,5
Novembre	1.298	926	12,8	24,3	37,1	35,7
Décembre	1.133	803	17,2	21,9	39,1	38,7
1975 Janvier	1.287	835	p 16,6	p 23,4	p 40,0	p 34,3
Février	1.147	739	p 16,6	p 22,0	p 38,6	p 36,2
Mars	1.194	693	p 13,4	p 28,3	p 41,7	p 37,2
Avril	998	657	p 15,6	p 24,3	p 39,9	p 39,8
Mai	1.070	723				
Juin	1.106	744				
Juillet	p 698	461				
Août	p 412	375				
Septembre	p 897					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1967 .....	.....	5,8	2.773	.....	.....	.....	0,7	2.154	.....	.....	89
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,6	1.861	1,3	0,7	2.799	0,5	1.949	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.839	0,9	0,4	2.268	0,5	2.225	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,3	2.321	1,0	0,6	2.801	0,5	2.290	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,1	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	3,9	7,4	3.844	5,4	2.890	1,1	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1973 2 ^e trimestre	4,1	7,2	3.822	6,4	3.420	1,2	0,8	3.134	0,6	3.240	—
3 ^e trimestre	3,5	6,9	3.463	4,9	2.587	1,1	0,8	3.666	0,5	1.985	—
4 ^e trimestre	3,4	5,7	3.039	4,4	2.258	1,2	0,7	2.671	0,4	1.962	—
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	7,4	3.881	4,8	2.599	1,1	0,7	3.878	0,4	1.938	—
2 ^e trimestre	4,6	8,9	4.691	7,2	3.807	1,2	0,8	3.330	0,6	3.354	—
3 ^e trimestre	4,0	8,1	4.133	5,6	2.982	1,1	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	3,0	5,0	2.676	4,5	2.171	0,9	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	2,9	5,9	3.251	7,0	3.302	0,8	0,4	2.945	0,6	3.068	—
2 ^e trimestre	3,5					0,9					
1974 Août	3,8	6,9	3.536	6,6	3.556	1,0	0,6	3.083	0,6	2.833	97
Septembre	3,2	7,4	4.093	5,6	2.977	1,0	0,5	2.889	0,5	2.476	97
Octobre	3,4	5,4	2.972	4,6	2.452	1,2	0,5	3.116	0,4	1.794	98
Novembre	2,9	5,0	2.624	4,2	2.251	0,7	0,4	2.918	0,4	3.133	98
Décembre	2,6	4,7	2.433	3,6	1.810	0,8	0,4	4.184	0,3	2.656	99
1975 Janvier	3,0	5,2	3.151	5,0	2.438	0,8	0,4	1.955	0,3	1.010	99
Février	3,0	6,3	3.519	6,8	3.315	0,9	0,4	1.911	0,6	3.255	99
Mars	2,8	6,2	3.082	9,3	4.152	0,8	0,5	4.968	1,0	4.938	99
Avril	3,4	7,2	3.898	9,5	5.102	1,0	0,5	2.858	0,9	3.949	98
Mai	3,3	5,8	3.238	7,7	4.195	0,8	0,5	2.204	0,8	2.753	98
Juin	3,7					1,0					98
Juillet	4,0					1,0					99
Août	2,7					0,9					

¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyennes de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République fédérale d'Allemagne 2		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	112	116	+ 3,6	115	122	+ 6,1	113	114	+ 1,4
2 ^e trimestre	114	117	+ 2,6	114	123	+ 7,9	113	113	+ 0,1
3 ^e trimestre	115	116	+ 0,9	115	122	+ 6,1	113	112	- 1,3
4 ^e trimestre	117	111	- 5,1	118	117	- 0,8	115	109	- 5,8
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	113	- 7,4	114	106	- 7,7
2 ^e trimestre	117	106	- 9,4	123	107 ³	- 14,5 ³	113	103	- 9,2
3 ^e trimestre	116			122			112		
4 ^e trimestre	111			117			109		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	118	125	+ 5,9	110	104	- 5,5	105	123	+ 17,0
2 ^e trimestre	120	126	+ 5,0	110	110	...	114	125	+ 9,6
3 ^e trimestre	122	126	+ 3,3	111	110	- 0,9	118	119	+ 0,9
4 ^e trimestre	122	118	- 3,3	110	107	- 2,7	120	111	- 7,6
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	104	106	+ 1,9	123	109	- 11,0
2 ^e trimestre	126	111	- 11,9	110	102	- 7,3	125	105 ³	- 16,2 ³
3 ^e trimestre	126			110			119		
4 ^e trimestre	118			107			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	115	122	+ 6,1	119	127	+ 6,7	114	124	+ 8,8
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	120	124	+ 3,3	112	119	+ 6,1
3 ^e trimestre	119	124	+ 4,2	119	121	+ 1,7	115	120	+ 4,6
4 ^e trimestre	121	120	- 0,8	120	119	- 0,8	120	114	- 5,4
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	122	116	- 4,9	127	.....	.....	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122	114	- 6,6	124	.....	.....	119	92	- 23,2
3 ^e trimestre	124			121			120		
4 ^e trimestre	120			119			114		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

3 Avril-mai.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain.* — *Agence écono-*

mique et financière. — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*

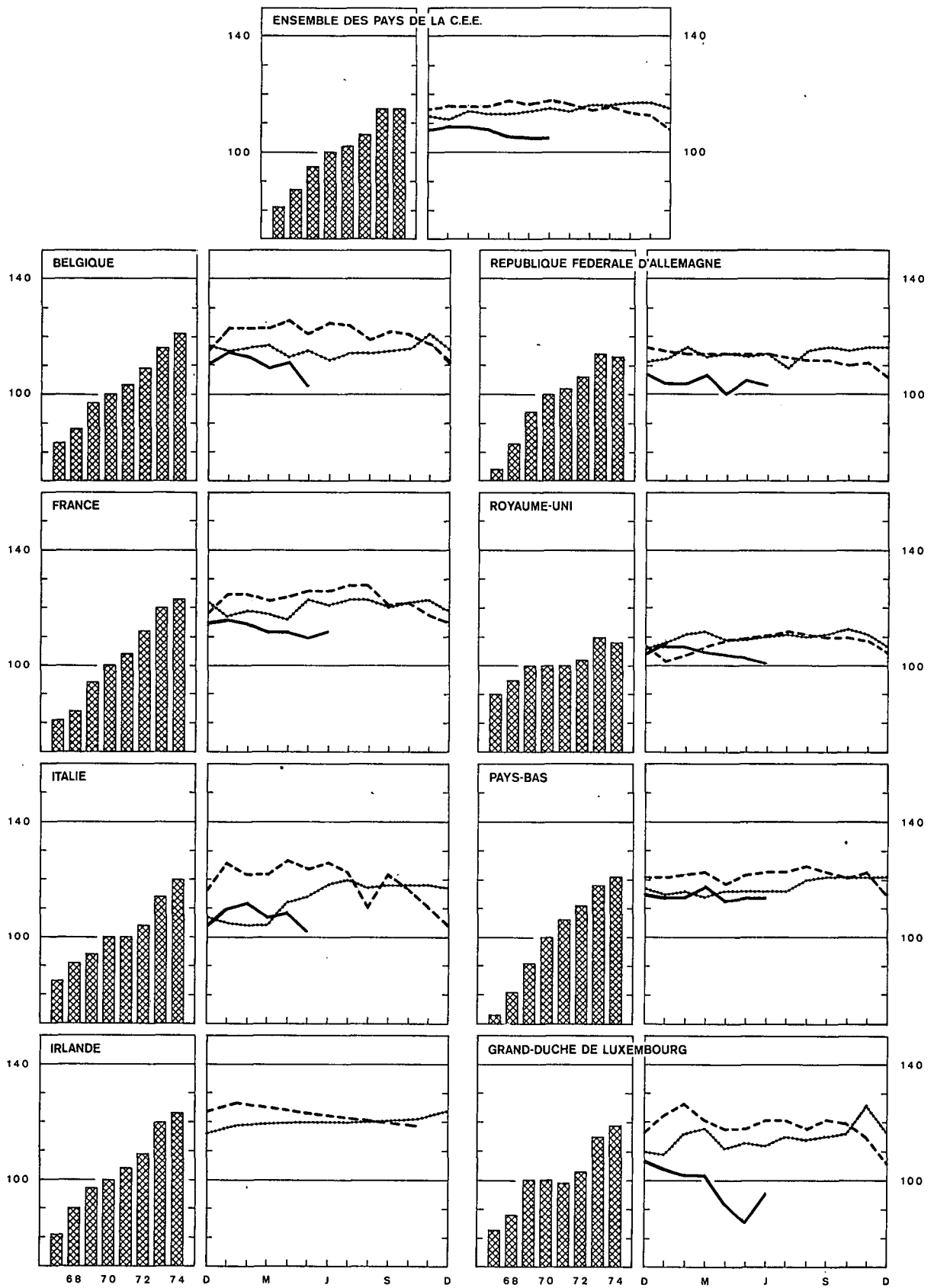
**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indice généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

----- 1973 - - - - - 1974 _____ 1975



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1973 2 ^e trimestre	686	680	6.433	1.603	1.749	313,6	49,4
3 ^e trimestre	645	635	5.822	1.403	1.656	409,2	57,1
4 ^e trimestre	686	704	6.448	1.620	1.666	252,7	42,9
1974 1 ^{er} trimestre	695	729	6.749	1.688	1.795	257,0	46,1
2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
1974 Août	644	744	6.482	1.577	1.830	456,0	65,5
Septembre	698	715	6.469	1.637	1.709	412,7	62,2
Octobre	701	847	7.531	1.858	2.008	320,0	54,9
Novembre	697	718	6.398	1.720	1.671	243,4	47,4
Décembre	675	759	6.695	1.699	1.861	297,4	51,9
1975 Janvier	695	668	5.971	1.678	1.770	291,9	48,7
Février	686	665	5.941	1.617	1.620	223,4	42,1
Mars	705	652	5.639	1.422	1.529	302,5	55,8
Avril	702	654	5.563	1.535	1.433	284,3	49,5
Mai	709	565	4.959	1.359	1.320	290,5	49,6
Juin	713	547	4.912	1.124	1.371	337,0	52,5
Juillet	674	480	4.026	1.053	926	416,8	58,6
Août	634	345	2.813	817	420	416,4	59,7

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130		
1973 1 ^{er} trimestre ..	5.274	2.985	2.593	641	873	360	1.535	442	83	8.475	568
2 ^e trimestre ..	5.313	3.466	2.564	568	682	340	1.709	831	105	7.978	474
3 ^e trimestre ..	5.362	3.528	2.386	773	687	440	1.661	861	108	8.695	563
4 ^e trimestre ..	5.270	3.645	2.566	723	995	517	1.645	796	88	8.780	560
1974 1 ^{er} trimestre ..	5.050	3.534	2.583	671	749	309	1.499	477	130	8.778	568
2 ^e trimestre ..	5.550	3.500	2.726	790	879	537	1.980	717	135		
3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139		
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114		
1975 1 ^{er} trimestre ..	5.254	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118		
1974 Mai	5.754	3.624	2.459	827	989	522	2.167	711	113		
Juin	5.675	3.601	2.949	861	750	656	2.069	592	160		
Juillet	5.377	4.477	3.072	874	867	320	2.025	1.569	165		
Août	5.452	3.606	2.735	894	949	531	1.817	678	145		
Septembre ...	5.265	3.416	3.318	774	958	114	1.818	627	108		
Octobre	5.471	3.746	3.193	720	791	632	1.825	504	151		
Novembre	5.536	3.195	2.519	793	907	390	1.906	603	107		
Décembre	4.961	2.728	2.689	737	874	262	1.945	804	85		
1975 Janvier	5.307	2.528	2.484	874	677	581	1.833	633	143		
Février	5.153	3.517	2.887	678	976	483	1.879	239	106		
Mars	5.301	3.235	2.532	725	968	431	1.653	480	104		
Avril	5.111	3.206	2.761	617	973	329	1.519	277	132		
Mai	5.413	2.437	2.197	554	534	208	1.971	298	130		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1973 1 ^{er} trimestre	427	204	37	22	24	30	24
2 ^e trimestre	2.154	1.500	103	114	126	133	50
3 ^e trimestre	5.874	4.623	182	407	177	219	68
4 ^e trimestre	614	339	42	29	33	39	31
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
1974 Mai	1.848	1.244	95	103	122	84	56
Juin	3.060	2.207	100	212	130	181	69
Juillet	8.122	6.509	144	822	161	223	72
Août	7.361	5.892	247	320	190	411	59
Septembre	1.928	1.281	107	88	114	117	61
Octobre	736	344	55	48	52	55	44
Novembre	611	294	51	31	31	37	29
Décembre	609	373	39	33	24	29	21
1975 Janvier	430	193	48	26	27	28	25
Février	447	200	40	28	30	33	23
Mars	728	367	52	37	72	60	28
Avril	1.536	1.131	57	41	86	62	32
Mai	2.385	1.649	115	154	150	115	48

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	82	79	95	55	60	83	78	74	74	78	85
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	p 147	156	97	191	184	p 139	p 158	p 204	p 164	p 159	p 124
1973 2 ^e trimestre	133	134	98	159	149	122	151	171	143	140	124
3 ^e trimestre	122	128	91	150	156	121	119	164	133	130	114
4 ^e trimestre	145	165	104	189	180	141	162	197	155	157	135
1974 1 ^{er} trimestre	p 129	133	95	169	159	p 126	p 126	p 178	p 146	p 139	p 116
2 ^e trimestre	p 152	152	98	186	180	p 137	p 171	p 206	p 169	p 161	p 128
3 ^e trimestre	p 143	154	94	189	189	p 138	p 146	p 202	p 162	p 155	p 119
4 ^e trimestre	p 164	186	101	222	209	p 155	p 189	p 231	p 180	p 179	p 133
1975 1 ^{er} trimestre	p 147	147	93	201	197	p 142	p 148	p 198	p 176	p 160	p 117
2 ^e trimestre	p 167	164	100	221	213	p 157	p 185	p 222	p 192	p 180	p 129
1974 Juin	p 153	155	95	183	181	p 137	p 165	p 210	p 172	p 162	p 127
Juillet	p 141	160	94	189	190	p 135	p 149	p 200	p 164	p 155	p 119
Août	p 137	151	96	187	198	p 142	p 127	p 193	p 155	p 151	p 115
Septembre	p 150	152	92	191	178	p 137	p 161	p 213	p 168	p 160	p 122
Octobre	p 161	166	103	221	194	p 147	p 200	p 221	p 177	p 174	p 132
Novembre	p 144	178	93	203	204	p 143	p 162	p 198	p 165	p 160	p 119
Décembre	p 187	214	108	242	230	p 177	p 204	p 274	p 199	p 202	p 149
1975 Janvier	p 144	147	94	204	193	p 142	p 145	p 193	p 173	p 159	p 117
Février	p 137	137	88	186	187	p 134	p 125	p 186	p 169	p 149	p 108
Mars	p 160	155	98	212	210	p 151	p 173	p 214	p 186	p 172	p 125
Avril	p 167	156	99	226	206	p 152	p 192	p 220	p 198	p 180	p 129
Mai	p 167	173	103	227	224	p 163	p 189	p 224	p 184	p 182	p 130
Juin	p 167	163	98	211	209	p 156	p 174	p 223	p 194	p 179	p 127

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,3	9,9	11,0	8,4	13,0	4,8	4,2	4,0
2 ^o semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^o semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^o semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1971 2 ^o semestre	53	33	2	18	123	51	12	60
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^o semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^o semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1972 1 ^{er} semestre ...	879	5	1	1	81	23	7	237	84	7	431	2
2 ^o semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^o semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^o semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
Crédits accordés (milliards de francs)												
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^o semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^o semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^o semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^o semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^o semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^o semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1973 2 ^e trimestre	40	3	484	6.682	1.411	6.685	1.895	2.443	253	9.128	2.148
3 ^e trimestre	40	3	522	6.490	1.759	6.493	2.281	2.380	268	8.873	2.549
4 ^e trimestre	40	4	439	7.274	1.939	7.278	2.378	2.825	295	10.103	2.673
1974 1 ^{er} trimestre	39	3	484	7.651	2.246	7.654	2.680	2.890	308	10.544	2.988
2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
1974 Août	37	3	381	7.512	1.727	7.515	2.108	2.775	306	10.290	2.414
Septembre	37	3	380	8.246	1.788	8.249	2.168	2.986	327	11.235	2.495
Octobre	37	4	440	9.465	1.965	9.469	2.405	3.511	370	12.980	2.775
Novembre	37	4	690	8.142	1.655	8.146	2.345	2.966	300	11.112	2.645
Décembre	37	4	769	9.238	1.864	9.242	2.633	3.600	374	12.842	3.007
1975 Janvier	36	4	544	9.422	1.932	9.426	2.476	3.399	360	12.825	2.836
Février	36	3	602	8.233	2.140	8.236	2.742	2.975	325	11.211	3.067
Mars	36	4	711	8.145	1.734	8.149	2.445	3.123	330	11.272	2.775
Avril	35	4	573	9.478	2.038	9.482	2.611	3.544	392	13.026	3.003
Mai	35	4	677	8.480	1.945	8.484	2.622	3.192	339	11.676	2.961
Juin	35	4	628	8.640	1.761	8.644	2.389	3.183	368	11.827	2.757
Juillet	35	4	599	9.070	2.125	9.074	2.724	3.189	375	12.263	3.099
Août	35	4	540	7.598	1.572	7.602	2.112	2.685	309	10.287	2.421

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle*

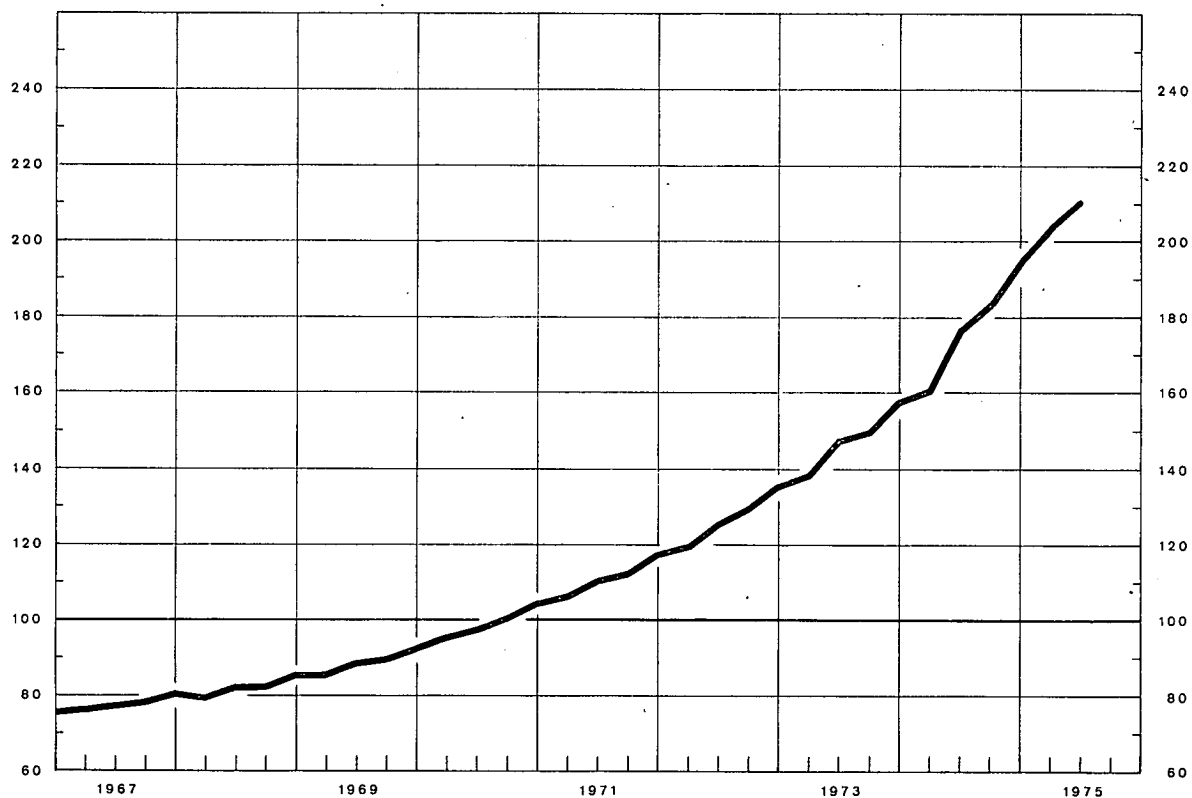
du trafic international des ports (I.N.S.). — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1970 = 100



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ¹		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1967	79	80	78	77	80,0	80,4	83,5	82,3
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	r 166,0	r 158,0
1973 Juin	148	141	143	150	143,5	144,5	136,8	130,1
Septembre	150	145	148	153	147,6	149,4	141,1	133,5
Décembre	158	149	152	160	152,3	153,6	143,7	136,0
1974 Mars	162	157	161	164	160,3	162,1	152,8	147,6
Juin	177	168	175	179	172,1	173,3	160,8	r 151,2
Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,5	161,6
Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	r 178,9	r 171,3
1975 Mars	p 205	p 195	p 204	p 211	r 200,5	200,7	r 187,2	180,9
Juin	p 211	p 201	p 211	p 217	207,5	207,2	192,2	184,6

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,081.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	120,24	132,45	140,51	156,12	169,25
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	89,45	97,80	103,50	115,10	126,29
Total des industries extractives	107,41	114,71	123,23	137,36	149,87
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	108,07	118,41	120,40	137,07	149,34
Raffinage de pétrole	143,02	154,77	158,29	174,09	190,20
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz de vapeur et d'eau chaude	127,41	139,59	149,42	168,15	175,63
Production et première transformation des métaux	113,16	126,91	128,05	146,79	162,63
Industrie des produits minéraux non métalliques	89,95	100,72	103,28	116,79	129,20
Industrie chimique	99,18	109,44	111,32	129,29	139,94
Production de fibres artificielles et synthétiques	100,27	109,80	114,18	130,07	141,15
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et de matériel de transport)	88,99	98,96	102,41	112,58	128,28
Cônnstruction de machines et de matériel mécanique	94,23	104,40	107,99	118,19	133,94
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	78,98	88,76	91,49	100,12	116,92
Construction électrique et électronique	86,96	97,79	100,59	112,12	126,83
Construction d'automobiles et pièces détachées	104,33	114,96	120,08	131,71	146,54
Construction d'autre matériel de transport	102,11	112,95	115,78	128,62	144,76
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	79,03	88,28	91,43	101,77	117,18
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	80,06	84,83	91,23	100,78	114,63
Industrie textile	74,68	81,93	85,20	93,87	107,06
Industrie du cuir	72,66	78,01	82,04	89,51	98,11
Industrie des chaussures et de l'habillement	60,21	65,93	68,32	77,97	85,44
Industrie du bois et du meuble en bois	80,39	84,27	88,45	99,16	115,35
Industrie du papier, imprimerie et édition	88,85	96,85	101,94	112,90	129,86
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	85,05	92,09	97,89	110,87	122,94
Total des industries manufacturières	87,58	96,34	99,83	111,45	125,28
dont : hommes	95,35	104,88	108,51	121,00	136,00
femmes	64,94	71,43	74,54	83,76	94,20
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	89,71	98,26	103,26	114,64	130,07
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :					
Total ²	88,71	97,38	101,33	112,97	127,01

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	26.874	28.544	30.708	34.166	38.503
Total des industries extractives	26.140	27.882	29.759	33.024	37.082
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	27.890	30.765	31.157	34.602	38.817
Raffinage de pétrole	31.068	34.466	35.352	39.894	42.787
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	31.801	34.696	35.757	40.091	44.027
Production et première transformation des métaux	27.561	29.718	31.502	34.226	39.533
Industrie des produits minéraux non métalliques	23.354	25.404	26.645	29.621	32.847
Industrie chimique	26.347	28.280	29.434	32.963	35.982
Production de fibres artificielles et synthétiques	32.918	35.785	36.399	39.970	42.932
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et de matériel de transport)	22.952	24.931	26.085	28.777	32.639
Construction de machines et de matériel mécanique	24.695	26.349	27.431	30.013	33.846
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	18.491	20.255	21.672	24.658	29.143
Construction électrique et électronique	23.959	25.873	26.839	28.736	33.627
Construction d'automobiles et pièces détachées	26.585	28.701	29.853	31.700	35.001
Construction d'autre matériel de transport	25.177	26.999	28.493	31.212	35.205
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	23.206	25.304	26.496	28.284	31.603
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	21.769	23.336	24.906	26.661	29.750
Industrie textile	21.128	22.880	23.792	26.481	28.878
Industrie du cuir	20.875	22.426	23.925	27.046	30.286
Industrie des chaussures et de l'habillement	17.086	18.673	19.728	21.867	23.940
Industrie du bois et du meuble en bois	19.728	21.870	22.551	25.102	27.635
Industrie du papier, imprimerie et édition	22.376	24.198	25.609	27.901	31.626
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	23.482	25.370	26.506	29.206	31.900
Total des industries manufacturières	23.841	25.711	26.953	29.458	33.097
dont : hommes	26.541	28.581	29.972	32.706	36.761
femmes	15.007	16.323	17.078	18.839	21.112
<i>Bâtiment et génie civil</i>	22.796	24.429	25.338	27.766	31.041
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	23.744	25.593	26.802	29.302	32.903

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. —

Statistiques économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
			général		combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement	
1967	78,1	89,5	87,8	86,9	88,1	89,3	102,8	79,6
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	235,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1973 3 ^e trimestre	205,2	156,5	181,5	189,1	178,2	145,2	235,3	178,6
4 ^e trimestre	224,0	162,4	204,2	198,8	206,8	181,4	232,5	215,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,8	180,0	257,0	238,3	265,4	324,2	226,6	231,3
2 ^e trimestre	238,3	173,7 ⁶ 196,8 ⁷	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
3 ^e trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^e trimestre	213,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^e trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
1974 Septembre	221,0	201,4	289,2	290,2	289,0	437,4	181,4	210,0
Octobre	221,8	211,6	293,7	317,9	283,1	437,8	174,5	199,3
Novembre	221,3	216,2	307,4	372,1	279,1	438,2	166,3	193,4
Décembre	213,3	202,6	295,0	327,4	280,9	446,0	167,9	190,0
1975 Janvier	202,1	191,1	287,1	302,7	280,2	447,0	168,0	187,7
Février	195,2	188,7	277,8	282,5	275,9	443,7	170,4	179,0
Mars	192,8	181,9	270,4	257,7	276,0	443,9	176,6	176,1
Avril	194,8	181,5	264,9	246,7	272,8	435,8	183,1	172,4
Mai	191,9	177,7	257,3	215,1	275,9	438,3	188,2	175,1
Juin	189,6	175,0	251,7	198,4	275,1	438,4	186,0	174,3
Juillet	195,3	186,7	252,1	205,4	272,5	436,6	186,2	169,7
Août	210,4	195,8	255,2	219,7	270,9	435,4	188,8	165,5
Septembre	207,0	196,0	250,9	211,7	268,3	435,2	191,8	168,1

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

² Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

³ Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

⁴ Moyenne de janvier à mai 1974

⁵ Moyenne de juin à décembre 1974.

⁶ Moyenne d'avril-mai 1974.

⁷ Mois de juin 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHE WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1967	108,4	70,8	90,0	91,9	95,5	66,0	98,3	110,2	96,6	85,1	81,3	95,6	67,8	83,3
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1973 3 ^e trimestre	216,4	173,7	198,3	185,1	182,4	153,8	142,1	268,4	256,2	128,4	214,4	195,9	189,1	150,9
4 ^e trimestre	243,4	178,2	206,0	189,5	181,4	156,3	191,5	265,1	229,9	138,8	268,3	207,3	234,9	178,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,0	247,9	273,2	183,3	169,2	194,5	375,3	253,7	191,6	159,8	265,1	232,3	257,7	197,0
2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	285,1	168,3
4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	209,5	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
1974 Septembre	247,2	375,8	259,3	172,5	169,4	225,2	519,1	181,6	171,8	191,2	261,1	147,0	273,5	156,7
Octobre	264,3	422,6	278,7	174,1	175,2	226,5	519,1	174,8	141,1	191,2	255,7	143,8	262,3	142,4
Novembre	265,4	549,3	262,2	171,5	179,4	228,0	519,1	164,9	123,7	191,2	260,2	124,5	243,4	142,3
Décembre	265,1	451,7	244,5	171,2	183,0	251,0	521,0	158,2	97,2	228,3	257,1	137,1	239,6	135,9
1975 Janvier	256,1	402,8	221,1	184,2	189,4	254,5	521,0	157,5	80,3	236,0	267,2	132,4	222,9	136,8
Février	231,1	373,9	218,8	185,9	196,7	256,4	515,6	160,1	86,3	236,8	271,2	140,1	183,8	138,1
Mars	227,2	316,2	188,6	208,2	207,3	256,8	515,8	166,1	117,9	236,8	252,2	142,9	183,2	140,8
Avril	224,8	289,7	188,4	221,1	208,9	226,9	516,3	172,4	147,7	236,8	248,8	135,8	181,5	136,3
Mai	212,3	230,3	169,9	212,1	212,6	227,6	519,4	177,3	171,0	236,8	251,6	135,6	199,5	129,7
Juin	199,3	202,8	160,4	212,2	210,0	227,7	519,4	174,0	175,1	236,8	252,4	143,8	199,0	126,1
Juillet	202,1	222,6	166,8	192,9	195,8	224,8	518,1	175,0	175,9	234,0	240,0	159,0	188,9	125,0
Août	219,4	247,7	175,8	177,6	188,8	222,4	517,4	179,9	162,4	234,0	229,0	157,5	177,6	128,2
Septembre	224,8	227,6	168,5	183,4	189,3	221,6	517,4	183,9	165,0	234,0	222,6	146,9	166,6	123,2

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1967	90,7	91,8	97,7	86,7	90,5	90,1	91,5	92,1	82,9	93,7	96,6	91,6	91,4	89,0	90,9
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1973 3 ^e trimestre ..	117,9	124,9	129,4	120,8	116,3	115,0	119,5	108,2	108,1	134,3	105,4	115,1	126,6	119,0	108,7
4 ^e trimestre ...	121,3	124,1	128,1	120,6	120,7	118,6	127,1	112,0	114,6	140,6	108,8	115,7	131,7	126,8	110,6
1974 1 ^{er} trimestre ...	131,8	129,8	128,6	130,9	132,5	129,0	145,2	134,3	125,0	154,6	116,2	118,7	147,7	143,6	117,2
2 ^e trimestre ...	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
3 ^e trimestre .	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ...	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ...	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ...	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
1974 Septembre ...	138,1	128,5	128,2	128,8	140,7	142,0	145,8	162,5	138,2	144,4	123,2	130,7	147,2	148,2	132,1
Octobre	137,9	130,3	124,9	135,6	140,0	141,8	144,1	164,7	136,8	141,5	125,8	130,7	144,9	146,0	133,2
Novembre	137,6	129,9	126,6	133,0	139,8	142,0	142,7	165,1	136,4	140,8	127,3	131,5	142,9	146,5	133,5
Décembre	136,7	127,4	129,8	125,1	139,3	142,0	140,5	164,1	135,8	138,4	128,6	132,2	141,6	145,3	134,1
1975 Janvier	136,3	125,1	134,7	116,9	139,4	142,9	139,1	168,5	134,7	137,0	128,9	133,9	142,6	144,7	134,1
Février	135,3	122,3	135,3	111,3	139,0	141,7	139,2	170,5	131,8	136,1	129,2	133,9	141,9	143,0	134,6
Mars	135,5	124,5	140,6	111,1	138,6	141,6	138,3	170,8	129,6	134,8	130,4	135,3	140,7	141,8	135,1
Avril	135,9	126,1	142,0	112,9	138,6	141,2	138,9	170,2	130,0	135,3	129,5	135,3	141,1	141,1	135,3
Mai	135,5	126,3	143,5	112,3	138,0	141,8	137,2	168,0	129,2	135,4	131,5	135,3	140,6	140,0	135,2
Juin	134,8	125,8	142,4	112,1	137,4	142,0	133,3	167,2	127,8	134,8	131,4	135,3	138,7	139,5	135,1
Juillet	136,7	131,8	141,1	123,7	138,1	142,2	135,9	167,7	127,8	136,8	131,5	135,3	141,1	140,5	134,7
Août	138,1	134,6	143,3	127,0	139,1	142,9	137,9	169,9	128,1	137,2	132,1	138,3	143,5	140,8	135,3
Septembre ...	138,9	138,5	146,6	131,4	139,2	143,4	136,7	169,4	127,2	138,3	132,9	139,7	142,7	140,1	136,4

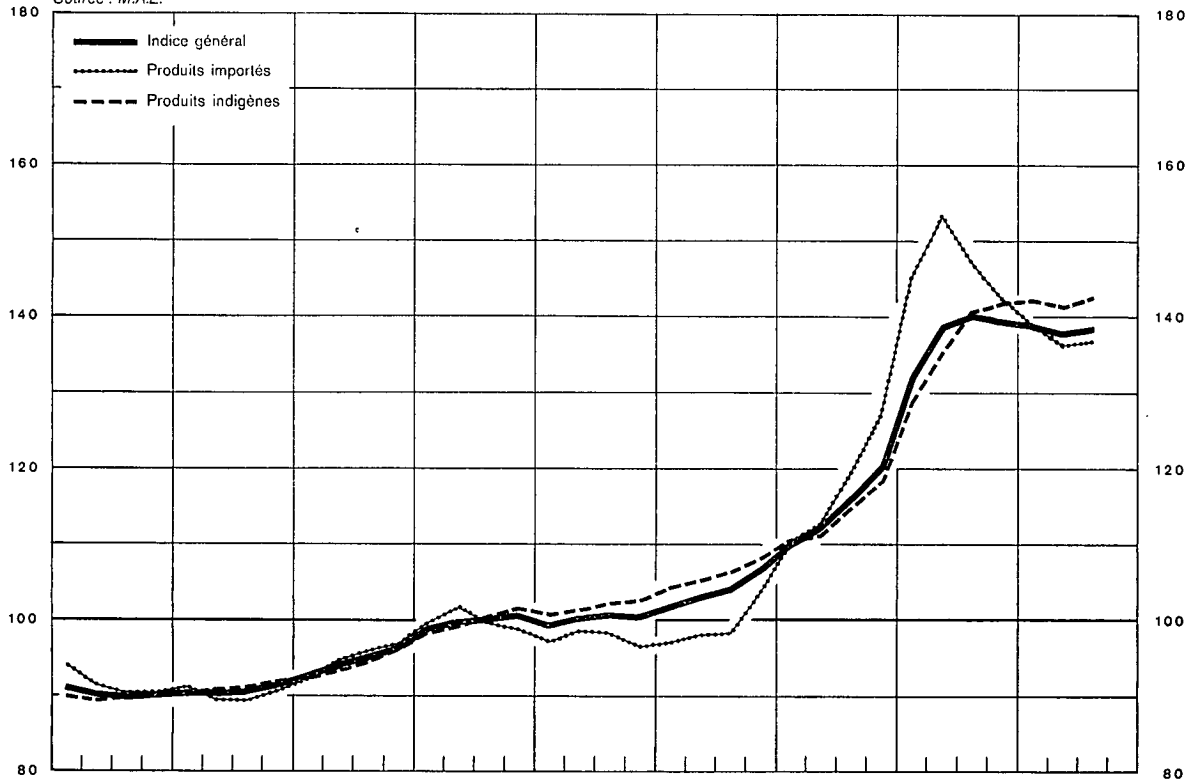
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

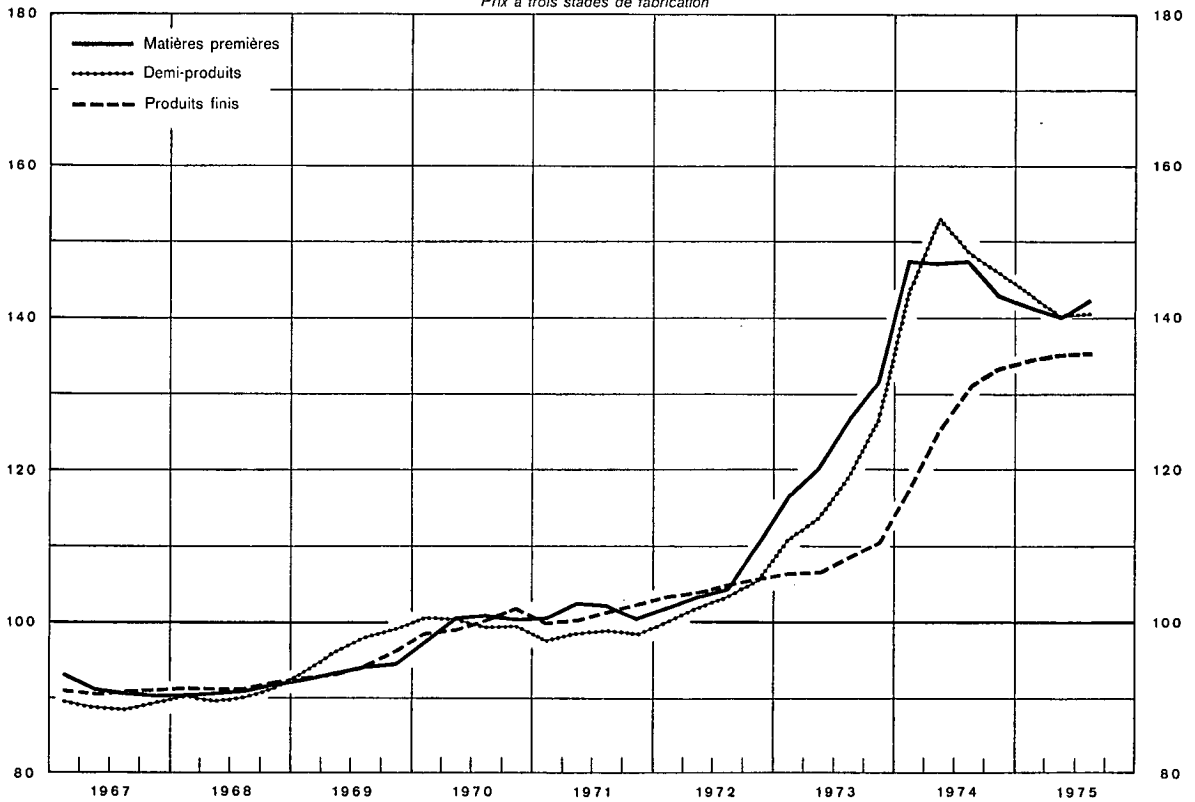
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

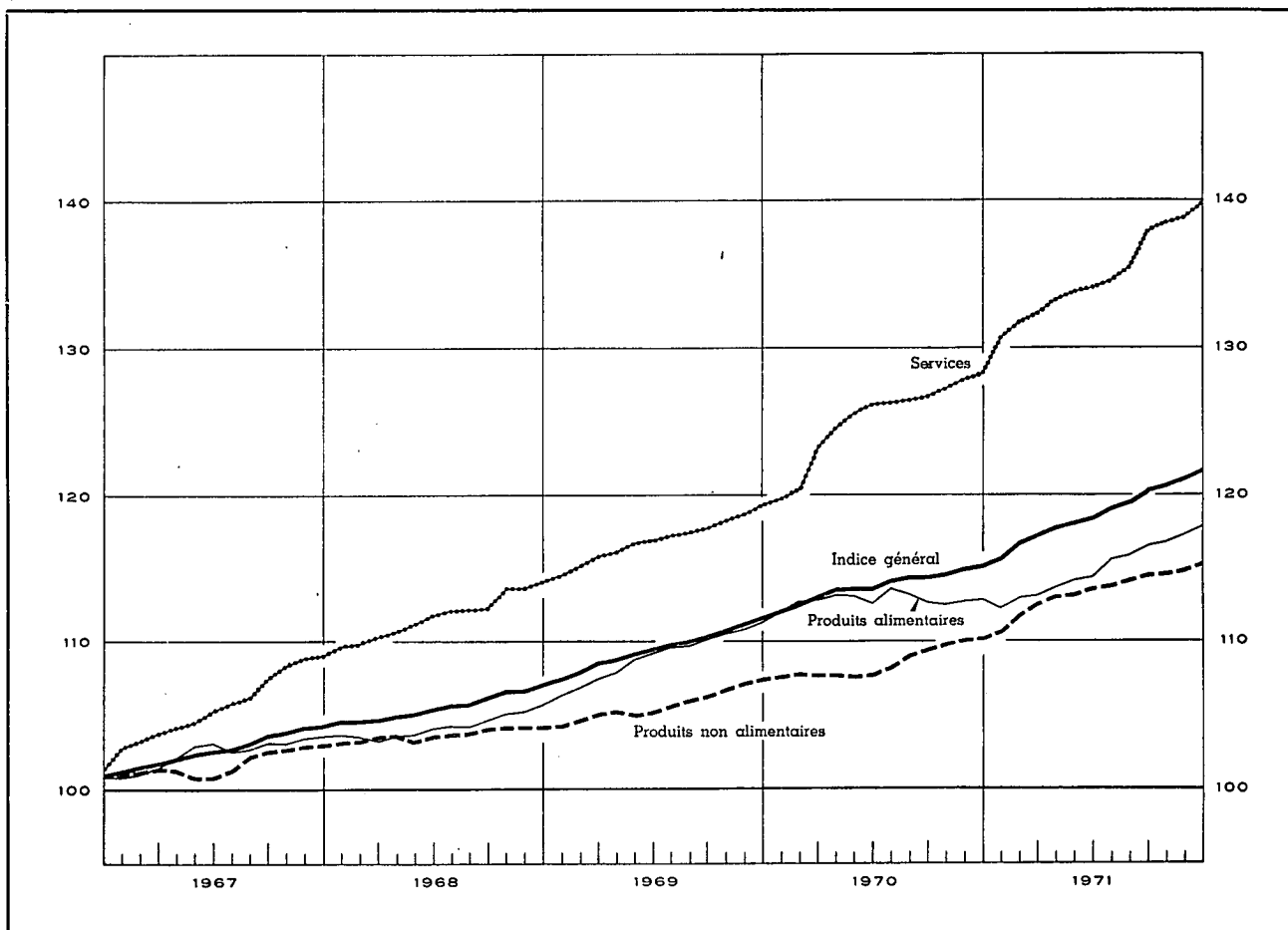
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



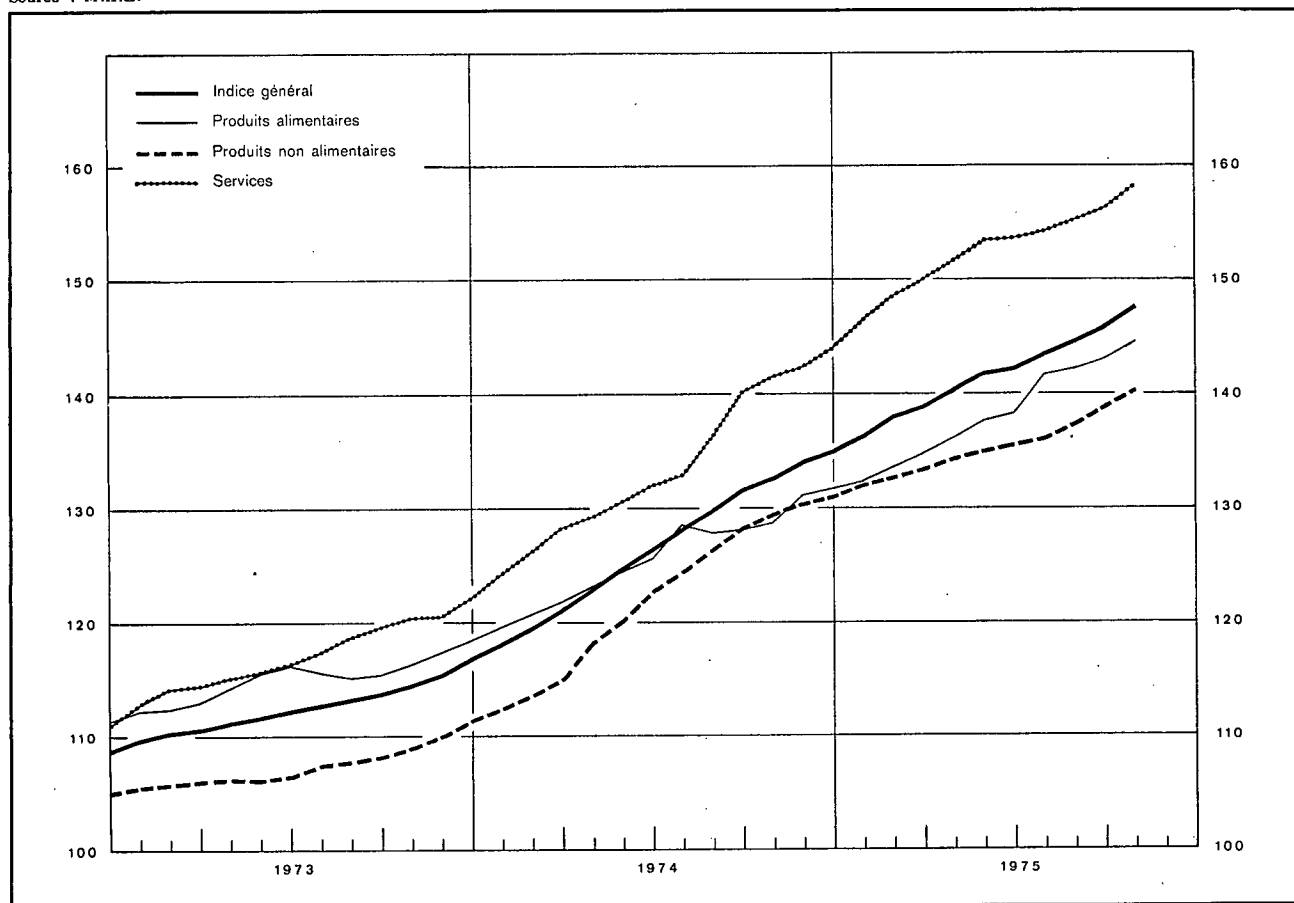
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972 ¹	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1 ^{er} trimestre	119,65	137,92	120,73	133,65	113,72	132,82	126,25	148,49
2 ^e trimestre	124,68	141,55	124,39	137,35	120,41	135,11	130,61	152,76
3 ^e trimestre	129,95	144,79	128,11	142,36	126,36	137,53	136,54	155,26
4 ^e trimestre	134,04		130,55		130,27		142,70	
Janvier	118,13	136,59	119,67	132,31	112,49	132,13	124,17	146,75
Février	119,66	138,13	120,72	133,74	113,65	132,89	126,24	148,72
Mars	121,16	139,04	121,79	134,89	115,02	133,43	128,34	149,99
Avril	122,89	140,59	123,01	136,18	118,31	134,50	129,19	151,63
Mai	124,69	141,77	124,60	137,62	120,10	135,08	130,62	153,27
Juin	126,47	142,28	125,55	138,26	122,81	135,74	132,01	153,38
Juillet	128,27	143,65	128,38	141,82	124,49	136,12	132,95	154,31
Août	129,91	144,74	127,91	142,14	126,49	137,46	136,45	155,27
Septembre	131,67	145,98	128,05	143,13	128,10	139,00	140,22	156,21
Octobre	132,79	147,64	128,67	144,63	129,39	140,34	141,62	158,28
Novembre	134,19		131,23		130,37		142,47	
Décembre	135,13		131,75		131,06		144,00	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.).

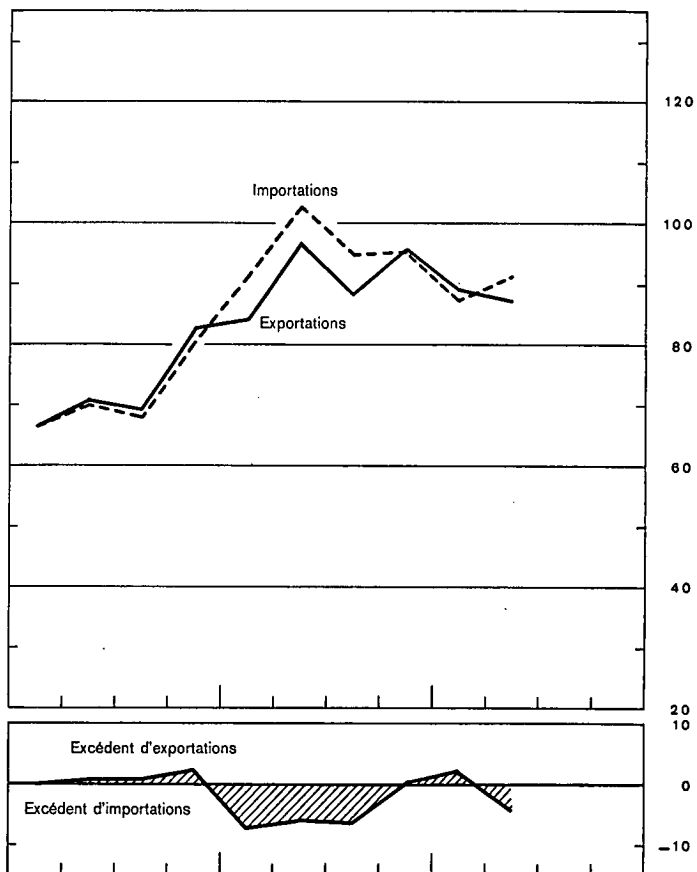
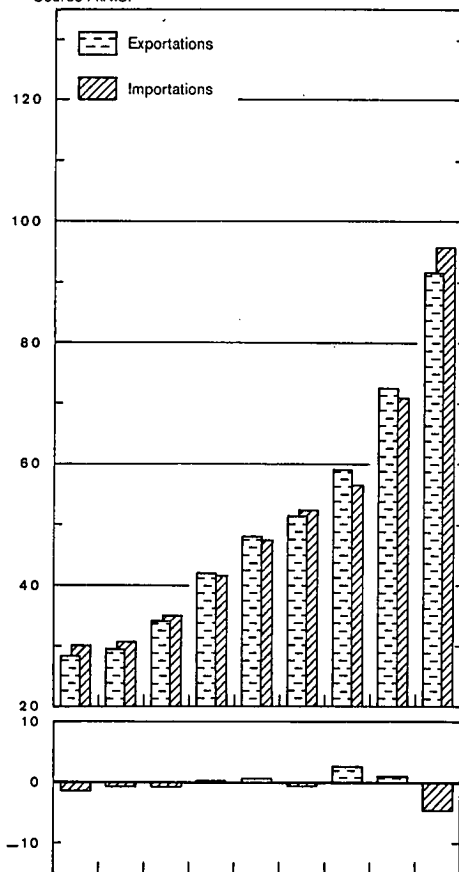
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

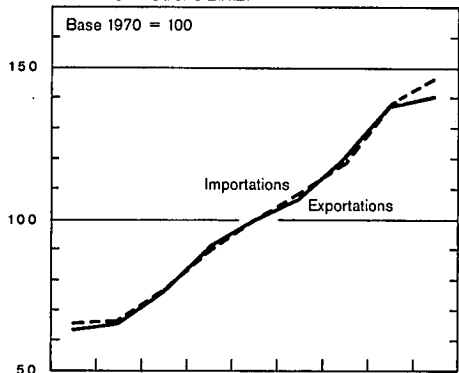
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

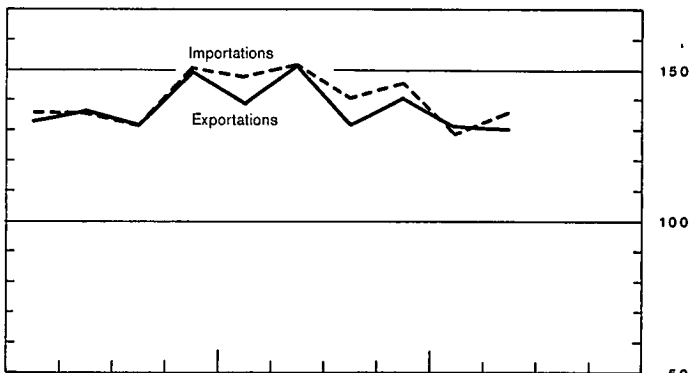
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

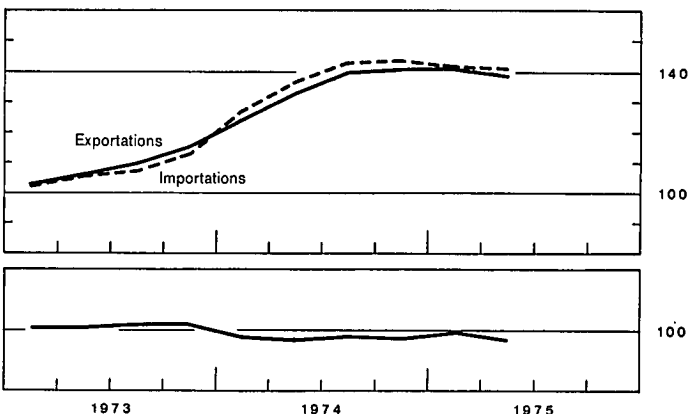
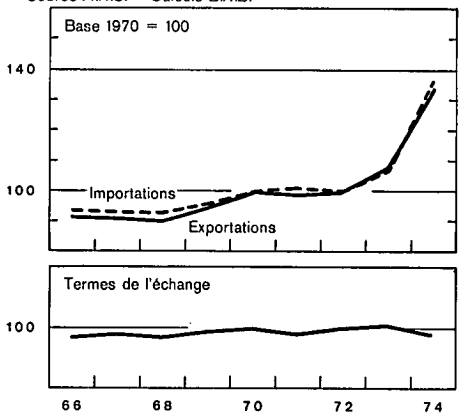


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



66

68

70

72

74

1973

1974

1975

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.D.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100			des termes de l'échange ¹	
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
				importations	importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	66,7	65,8	93,1	91,2	98,0
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1973 2 ^e trimestre	70,2	71,3	+ 1,1	102	135,8	137,0	105,6	106,0	100,4
3 ^e trimestre	68,1	69,2	+ 1,1	102	132,1	131,8	107,4	109,8	102,2
4 ^e trimestre	80,7	83,1	+ 2,4	103	151,0	149,9	113,0	115,6	102,3
1974 1 ^{er} trimestre	91,4	84,3	- 7,1	92	147,8	138,9	127,4	125,0	98,1
2 ^e trimestre	102,9	97,2	- 5,7	94	152,2	151,9	136,9	133,2	97,3
3 ^e trimestre	94,9	88,6	- 6,3	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	95,4	95,7	+ 0,3	100	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	88,1	89,3	+ 1,2	101	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	91,5	87,3	- 4,2	95	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
1974 8 premiers mois	96,3	89,7	- 6,6	93					
9 premiers mois	96,4	90,0	- 6,4	93	147,1	141,0	135,7	132,7	97,8
10 premiers mois	97,4	91,5	- 5,9	94					
11 premiers mois	96,9	91,5	- 5,4	95					
12 mois	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975 1 ^{er} mois	88,7	91,2	+ 2,5	103					
2 premiers mois	87,3	89,4	+ 2,1	102					
3 premiers mois	88,1	89,3	+ 1,2	101	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
4 premiers mois	90,2	89,8	- 0,4	100					
5 premiers mois	89,2	88,4	- 0,8	99					
6 premiers mois	89,8	88,3	- 1,5	98	132,5	131,1	141,7	140,6	99,2
7 premiers mois	89,0	87,0	- 2,0	98					
8 premiers mois	87,4	84,5	- 2,9	97					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1973 2 ^e trimestre	19,34	9,00	8,09	8,31	4,57	4,12	3,23	1,96	2,59	1,82	1,80	1,17	0,58	0,59	0,32	0,37	0,28	0,11	0,20	0,10	2,24	70,79
3 ^e trimestre	18,02	10,13	7,41	8,43	5,06	4,09	2,65	2,13	2,54	1,67	1,58	1,13	0,55	0,51	0,32	0,31	0,28	0,10	0,19	0,12	2,21	69,43
4 ^e trimestre	22,13	11,75	9,11	9,98	6,31	5,37	3,41	2,11	2,95	2,13	2,02	1,28	0,62	0,72	0,34	0,33	0,30	0,14	0,20	0,13	2,37	83,73
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
2 ^e trimestre	24,68	14,85	9,96	14,59	8,09	4,42	3,08	2,23	3,40	2,62	2,12	1,24	0,68	0,87	0,41	0,37	0,31	0,12	0,23	0,13	3,20	97,60
3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,43	10,83	8,42	11,82	3,88	4,61	2,72	3,65	3,56	1,94	1,96	0,95	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,55	87,49
1974 7 premiers mois	22,93	13,65	9,52	13,50	7,28	4,53	3,21	2,15	3,25	2,41	2,01	1,25	0,63	0,77	0,38	0,34	0,32	0,12	0,21	0,14	3,16	91,79
8 premiers mois	21,96	13,50	9,18	13,44	7,01	4,54	3,09	2,48	3,22	2,18	1,91	1,22	0,62	0,76	0,37	0,34	0,32	0,12	0,21	0,14	3,22	89,82
9 premiers mois	22,05	13,64	9,12	13,45	6,85	4,53	3,06	2,67	3,25	2,20	1,91	1,23	0,62	0,76	0,37	0,34	0,33	0,13	0,21	0,14	3,22	90,09
10 premiers mois	22,39	14,02	9,27	13,59	6,84	4,61	3,05	2,91	3,26	2,26	1,93	1,23	0,63	0,79	0,38	0,34	0,33	0,13	0,22	0,14	3,31	91,56
11 premiers mois	22,41	14,20	9,24	13,47	6,69	4,59	3,03	2,88	3,26	2,26	1,91	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,14	0,21	0,14	3,30	91,44
12 mois	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975 1 ^{er} mois	21,52	13,57	8,56	13,14	4,40	5,12	2,88	3,84	3,46	2,11	1,61	1,07	0,52	0,84	0,36	0,30	0,33	0,25	0,19	0,11	4,32	88,43
2 premiers mois	23,01	14,19	8,68	12,27	4,31	5,32	2,63	3,55	3,61	2,08	1,75	1,07	0,53	0,87	0,36	0,31	0,39	0,23	0,19	0,11	3,86	89,31
3 premiers mois	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
4 premiers mois	24,96	13,07	9,00	12,19	4,05	5,07	2,44	3,38	3,65	2,06	1,91	1,05	0,55	0,91	0,37	0,33	0,40	0,22	0,21	0,12	3,60	89,54
5 premiers mois	24,68	12,52	8,69	12,03	4,01	4,98	2,85	3,38	3,49	2,02	1,88	1,02	0,54	0,90	0,37	0,33	0,37	0,21	0,21	0,11	3,54	88,13
6 premiers mois	25,34	12,15	8,67	11,97	3,96	4,89	2,76	3,40	3,56	2,00	1,91	1,01	0,54	0,92	0,38	0,33	0,38	0,21	0,22	0,11	3,57	88,30
7 premiers mois	25,16	11,77	8,52	11,84	3,88	4,76	2,45	3,73	3,53	2,00	1,85	0,99	0,54	0,91	0,38	0,32	0,37	0,20	0,22	0,11	3,51	87,03

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1973 2 ^e trimestre ..	42,85	14,97	3,07	3,68	3,47	0,90	0,46	0,73	0,22	1,40	0,37	2,64	0,84	1,84	3,81	1,32	3,13	15,99	2,52	2,77	1,44	9,26	9,20	0,27	68,31
3 ^e trimestre ..	42,87	14,76	2,43	4,62	3,30	0,94	0,31	0,70	0,19	1,40	0,34	3,21	0,66	1,78	3,95	1,27	3,01	15,70	2,50	2,58	1,35	9,27	8,86	0,27	67,70
4 ^e trimestre ..	51,93	18,56	2,99	4,89	3,53	1,16	0,36	0,76	0,25	1,61	0,47	3,49	1,44	2,40	4,85	1,53	3,64	18,15	2,45	3,13	1,78	10,79	10,91	0,34	81,33
1974 1 ^{er} trimestre ..	58,03	18,02	3,52	5,87	3,18	1,33	0,50	1,04	0,26	1,77	0,53	5,68	1,00	2,74	6,31	1,81	4,47	19,51	2,49	2,98	1,93	12,11	11,41	0,77	89,72
2 ^e trimestre ..	69,34	21,82	3,53	5,51	4,98	1,31	0,48	1,08	0,24	2,17	0,62	6,04	3,45	2,97	8,12	1,98	5,04	19,34	2,50	3,11	1,93	11,80	12,91	0,66	102,25
3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES °

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973			1974				1975	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	93,0	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	104,4	106,4	112,7	135,2	149,2	156,2	157,4	150,9	149,0
Biens de consommation	94,9	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	108,0	109,7	113,7	116,3	118,6	122,0	127,1	127,8	127,9
Biens d'équipement	92,2	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	109,7	110,6	115,3	116,6	116,9	120,3	121,2	125,8	128,6
Ensemble ...	93,1	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	105,6	107,4	113,0	127,4	136,9	142,7	144,0	142,0	141,6
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	76,9	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	104,7	112,9	121,6	132,0	144,9	156,5	165,1	158,3	144,1
Fabrications métalliques	92,0	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	108,2	110,9	114,5	118,8	121,9	126,9	130,5	137,2	136,9
Métaux non ferreux	79,4	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	86,6	97,1	108,4	125,5	144,3	129,0	116,8	97,6	92,8
Textiles	104,2	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	106,8	109,7	112,2	119,8	127,6	129,2	131,2	129,6	125,4
Produits chimiques	100,0	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	101,5	101,5	107,6	129,8	141,5	148,1	144,7	149,8	147,8
Industrie houillère	56,0	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	79,2	72,2	87,3	95,7	111,0	114,0	144,3	163,2	116,3
Industrie pétrolière	106,6	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	113,3	120,5	128,8	158,3	184,8	256,4	244,9	225,1	254,9
Verres et glaces	110,0	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	100,6	102,7	105,8	105,8	108,0	112,3	115,4	137,5	119,6
Produits agricoles	96,0	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	120,2	117,3	127,1	128,5	125,9	121,7	126,9	130,4	132,8
Ciments	103,3	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	127,3	126,1	131,8	140,3	150,5	167,8	166,5	158,3	160,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	96,1	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	104,6	105,2	109,8	111,2	111,0	119,2	125,3	129,6	134,2
Carrières	90,8	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	112,8	111,1	112,6	117,0	121,2	128,1	132,7	131,5	133,9
Céramiques	92,1	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	125,6	131,8	133,1	140,2	148,5	157,5	160,8	171,9	173,4
Bois et meubles	96,8	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	108,0	111,5	117,1	120,8	126,9	131,2	134,0	134,4	134,6
Peaux, cuirs et chaussures ...	97,3	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	114,0	122,5	111,6	107,3	117,8	126,6	116,7	118,1	113,3
Papier et livres	98,2	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	102,8	102,9	110,2	117,0	131,1	147,9	152,7	152,3	150,8
Tabacs manufacturés	89,7	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	148,5	150,0	130,8	133,1	134,4	143,1	138,9	145,1	151,4
Caoutchouc	101,5	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	111,4	112,5	117,5	123,5	133,1	138,4	140,4	144,3	143,4
Industries alimentaires	95,1	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	108,8	117,6	125,2	126,5	133,2	137,5	148,1	150,9	146,5
Divers	69,6	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	125,9	125,1	133,1	161,2	154,4	185,1	178,8	197,3	202,7
Ensemble ...	91,2	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	106,0	109,8	115,6	125,0	133,2	139,9	140,7	141,7	139,5
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	98,0	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	100,4	102,2	102,3	98,1	97,3	98,0	97,7	99,8	98,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973			1974				1975	
									2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
									IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits								
Biens de production	65,6	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	127,8	125,8	145,4	136,2	142,3	132,7	133,9	114,7	121,8
Biens de consommation	71,5	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	157,8	153,6	169,5	179,3	173,1	162,1	166,3	168,8	172,0
Biens d'équipement	63,5	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	136,9	126,7	147,2	153,5	165,5	148,3	168,5	141,1	151,2
Ensemble ...	66,7	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	135,8	132,1	151,0	147,8	152,2	141,4	145,7	128,9	136,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	77,5	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	119,5	124,3	133,8	124,6	143,5	128,6	137,3	119,0	105,1
Fabrications métalliques	62,2	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	137,3	127,9	149,8	134,8	154,9	126,3	146,5	136,5	147,8
Métaux non ferreux	77,6	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	124,5	121,4	136,6	120,5	130,4	108,8	110,2	102,3	103,7
Textiles	67,4	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	138,0	123,6	148,6	141,3	140,9	110,8	128,7	129,6	119,8
Produits chimiques	52,6	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	162,7	170,5	186,7	187,3	208,8	188,1	175,7	164,4	161,0
Industrie houillère	154,2	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	92,4	90,6	108,0	80,3	70,8	80,6	114,7	90,4	111,9
Industrie pétrolière	56,3	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	152,2	155,7	143,9	97,8	105,6	133,4	126,5	121,3	124,9
Verres et glaces	65,9	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	122,9	119,3	136,7	121,7	118,8	111,3	107,8	95,7	86,7
Produits agricoles	62,7	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	134,7	138,6	167,3	146,7	137,8	148,4	150,9	130,4	139,1
Ciments	79,7	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	94,9	118,3	109,1	111,8	107,2	113,0	87,3	89,7	66,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	71,4	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	172,5	141,9	147,5	140,7	158,8	127,2	130,6	129,6	124,1
Carrières	84,9	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	117,6	120,2	126,1	119,9	142,1	125,7	125,6	118,2	126,7
Céramiques	72,5	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	139,7	124,9	131,9	125,2	136,7	121,5	114,4	98,3	120,4
Bois et meubles	60,1	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	182,7	156,4	190,3	173,7	184,4	143,7	163,8	134,4	159,0
Peaux, cuirs et chaussures ...	73,5	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	119,5	107,7	131,9	141,4	139,4	106,3	128,2	118,1	114,8
Papier et livres	55,2	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	143,7	131,7	156,8	147,7	161,9	135,6	143,1	152,3	114,2
Tabacs manufacturés	100,4	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	146,8	154,5	181,5	191,3	183,8	193,0	205,1	145,1	196,5
Caoutchouc	56,1	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	182,0	153,3	197,3	188,5	222,9	181,0	214,2	144,3	226,7
Industries alimentaires	60,7	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	165,5	149,4	160,1	168,6	174,5	160,0	154,0	150,9	163,5
Divers	75,5	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	116,1	100,0	111,9	109,9	128,8	119,7	122,6	197,3	111,6
Ensemble ...	65,8	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	137,0	131,8	149,9	138,9	151,9	132,2	141,2	131,7	130,4

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1973 2 ^e trimestre	17,27	17,59	+ 0,32	13,12	14,81	+ 1,69	11,34	13,17	+ 1,83
3 ^e trimestre	16,63	16,54	- 0,09	12,14	13,72	+ 1,58	10,43	11,98	+ 1,55
4 ^e trimestre	20,60	18,85	- 1,75	15,02	17,80	+ 2,78	12,87	14,44	+ 1,57
1974 1 ^{er} trimestre	21,44	18,24	- 3,20	16,73	17,97	+ 1,24	14,96	14,38	- 0,58
2 ^e trimestre	21,97	21,16	- 0,81	17,26	19,85	+ 2,59	17,57	16,43	- 1,14
3 ^e trimestre	20,51	19,17	- 1,34	15,25	17,14	+ 1,89	15,01	14,89	- 0,12
4 ^e trimestre	21,38	19,93	- 1,45	17,30	18,15	+ 0,85	16,39	17,06	+ 0,67
1975 1 ^{er} trimestre	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
2 ^e trimestre	20,88	19,88	- 1,00	17,15	16,97	- 0,18	13,21	15,39	+ 2,18
1974 7 premiers mois	21,68	19,86	- 1,82	16,88	19,12	+ 2,24	14,98	15,32	+ 0,34
8 premiers mois	21,38	19,52	- 1,86	16,46	18,35	+ 1,89	15,13	15,02	- 0,11
9 premiers mois	21,37	19,55	- 1,82	16,41	18,34	+ 1,93	15,32	15,27	- 0,05
10 premiers mois	21,65	19,76	- 1,89	16,73	18,46	+ 1,73	15,62	15,59	- 0,03
11 premiers mois	21,54	19,73	- 1,81	16,66	18,30	+ 1,64	15,30	15,64	+ 0,34
12 mois	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1975 1 ^{er} mois	19,23	18,21	- 1,02	15,80	15,29	- 0,51	13,59	15,04	+ 1,45
2 premiers mois	19,59	18,84	- 0,75	16,11	15,77	- 0,34	13,10	14,81	+ 1,71
3 premiers mois	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
4 premiers mois	20,76	19,46	- 1,30	16,59	16,21	- 0,38	14,08	15,39	+ 1,31
5 premiers mois	20,33	19,32	- 1,01	16,36	16,05	- 0,31	13,76	15,06	+ 1,30
6 premiers mois	20,51	19,48	- 1,03	16,63	16,50	- 0,13	13,47	15,18	+ 1,71
7 premiers mois	20,07	19,32	- 0,75	16,50	16,47	- 0,03	13,11	14,85	+ 1,74
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,97	20,25	+ 1,28
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1973 2 ^e trimestre	2,60	3,43	+ 0,83	5,09	3,38	- 1,71	49,71	53,35	+ 3,64
3 ^e trimestre	2,70	3,24	+ 0,54	4,26	3,38	- 0,88	46,48	49,76	+ 3,28
4 ^e trimestre	3,06	4,09	+ 1,03	5,05	3,82	- 1,23	56,94	60,25	+ 3,31
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,26	+ 0,88	4,87	4,38	- 0,49	62,09	60,50	- 1,59
2 ^e trimestre	3,91	4,50	+ 0,59	6,79	4,83	- 1,96	68,12	68,08	- 0,04
3 ^e trimestre	3,56	3,87	+ 0,31	5,18	4,80	- 0,38	60,10	61,17	+ 1,07
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,29	5,70	+ 0,41	64,71	65,85	+ 1,14
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
2 ^e trimestre	3,52	3,18	- 0,34	5,89	5,24	- 0,65	61,31	61,88	+ 0,57
1974 7 premiers mois	3,66	4,33	+ 0,67	5,84	4,70	- 1,14	63,68	64,63	+ 0,95
8 premiers mois	3,62	4,23	+ 0,61	5,61	4,69	- 0,92	62,84	63,12	+ 0,29
9 premiers mois	3,60	4,21	+ 0,61	5,64	4,67	- 0,97	62,99	63,33	+ 0,34
10 premiers mois	3,62	4,24	+ 0,62	5,69	4,85	- 0,84	63,96	64,22	+ 0,26
11 premiers mois	3,63	4,16	+ 0,53	5,66	4,88	- 0,78	63,45	64,01	+ 0,56
12 mois	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1975 1 ^{er} mois	3,03	3,07	+ 0,04	5,57	5,95	+ 0,38	57,96	59,03	+ 1,07
2 premiers mois	3,33	3,02	- 0,31	5,62	5,89	+ 0,27	58,51	59,71	+ 1,20
3 premiers mois	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
4 premiers mois	3,54	3,22	- 0,32	5,43	5,53	+ 0,10	61,11	61,13	+ 0,02
5 premiers mois	3,43	3,16	- 0,27	5,55	5,60	+ 0,05	60,11	60,48	+ 0,37
6 premiers mois	3,47	3,18	- 0,29	5,61	5,49	- 0,12	60,38	61,12	+ 0,74
7 premiers mois	3,52	3,20	- 0,32	5,48	5,34	- 0,14	59,38	60,42	+ 1,04

1 Répub'que fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	20,66	22,47	+ 1,81	2,46	2,45	- 0,01	1,82	1,06	- 0,76
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1973 2 ^e trimestre	53,63	58,83	+ 5,20	3,85	3,89	+ 0,04	2,78	1,75	- 1,03
3 ^e trimestre	50,65	55,85	+ 5,20	4,21	3,95	- 0,26	2,63	2,08	- 0,55
4 ^e trimestre	61,85	67,05	+ 5,20	4,47	4,49	+ 0,02	3,10	2,76	- 0,34
1974 1 ^{er} trimestre	67,53	67,95	+ 0,42	6,13	4,45	- 1,68	3,26	2,59	- 0,67
2 ^e trimestre	74,04	76,31	+ 2,27	7,53	5,61	- 1,92	4,67	3,25	- 1,42
3 ^e trimestre	65,36	68,48	+ 3,12	5,87	5,09	- 0,78	4,82	3,07	- 1,75
4 ^e trimestre	71,37	74,24	+ 2,87	5,48	5,31	- 0,17	4,71	3,30	- 1,41
1975 1 ^{er} trimestre	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
2 ^e trimestre	67,59	69,24	+ 1,65	5,42	3,47	- 1,95	3,88	3,05	- 0,83
1974 7 premiers mois	69,33	72,49	+ 3,16	6,72	5,15	- 1,57	4,13	3,00	- 1,13
8 premiers mois	68,36	70,85	+ 2,49	6,64	5,05	- 1,59	4,23	2,96	- 1,27
9 premiers mois	68,52	71,00	+ 2,48	6,51	5,06	- 1,45	4,21	2,99	- 1,22
10 premiers mois	69,66	72,09	+ 2,43	6,39	5,19	- 1,20	4,28	3,01	- 1,27
11 premiers mois	69,24	71,84	+ 2,60	6,30	5,19	- 1,11	4,25	3,03	- 1,22
12 mois	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1975 1 ^{er} mois	64,35	67,71	+ 3,36	5,49	4,74	- 0,75	3,10	4,41	+ 1,31
2 premiers mois	64,57	68,07	+ 3,50	5,81	3,68	- 2,13	3,14	4,09	+ 0,95
3 premiers mois	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
4 premiers mois	67,39	69,26	+ 1,87	6,08	3,51	- 2,57	3,21	3,81	+ 0,60
5 premiers mois	66,29	68,29	+ 2,00	5,84	3,58	- 2,26	3,46	3,68	+ 0,22
6 premiers mois	66,61	68,84	+ 2,23	5,74	3,52	- 2,22	3,46	3,51	+ 0,05
7 premiers mois	65,51	68,01	+ 2,50	5,62	3,37	- 2,25	3,49	3,39	- 0,10
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1973 2 ^e trimestre	1,55	1,01	- 0,54	1,58	0,41	- 1,17	1,12	1,47	+ 0,35
3 ^e trimestre	1,86	1,29	- 0,57	2,24	0,42	- 1,82	1,16	1,72	+ 0,56
4 ^e trimestre	1,52	1,71	+ 0,19	2,22	0,51	- 1,71	1,54	1,93	+ 0,39
1974 1 ^{er} trimestre	1,73	1,87	+ 0,14	1,92	0,54	- 1,38	1,77	2,14	+ 0,37
2 ^e trimestre	1,66	2,61	+ 0,95	3,72	0,57	- 3,15	1,71	2,82	+ 1,11
3 ^e trimestre	2,11	2,37	+ 0,26	2,46	0,67	- 1,79	1,81	2,74	+ 0,93
4 ^e trimestre	2,02	1,32	- 0,70	1,76	0,79	- 0,97	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,64	1,76	+ 0,12	1,51	0,46	- 1,05	1,90	2,70	+ 0,80
1974 7 premiers mois	1,77	2,37	+ 0,60	2,80	0,57	- 2,23	1,78	2,51	+ 0,73
8 premiers mois	1,79	2,30	+ 0,51	2,91	0,58	- 2,33	1,76	2,51	+ 0,75
9 premiers mois	1,83	2,29	+ 0,46	2,72	0,59	- 2,13	1,76	2,57	+ 0,81
10 premiers mois	1,89	2,38	+ 0,49	2,61	0,62	- 1,99	1,79	2,64	+ 0,85
11 premiers mois	1,90	2,43	+ 0,53	2,47	0,63	- 1,84	1,80	2,66	+ 0,86
12 mois	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1975 1 ^{er} mois	1,73	3,02	+ 1,29	1,02	0,96	- 0,06	2,36	3,07	+ 0,71
2 premiers mois	1,38	3,25	+ 1,87	0,74	0,78	+ 0,04	2,02	3,09	+ 1,07
3 premiers mois	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,33	1,99	3,25	+ 1,26
4 premiers mois	1,38	2,77	+ 1,39	1,21	0,70	- 0,51	1,99	3,30	+ 1,31
5 premiers mois	1,48	2,56	+ 1,08	1,44	0,67	- 0,77	1,92	3,17	+ 1,25
6 premiers mois	1,51	2,38	+ 0,87	1,30	0,61	- 0,69	1,95	2,98	+ 1,03
7 premiers mois	1,52	2,32	+ 0,80	1,41	0,57	- 0,84	1,91	2,90	+ 0,99

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du*

Commerce extérieur. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	933,0	921,7	+ 11,3
1.12 Travail à façon	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	25,8	8,9	+ 16,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	13,9	—	+ 13,9
1.2 Or non monétaire	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	10,6	17,9	- 7,3
1.3 Frets ²	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	52,8	49,1	+ 3,7
1.4 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	1,1	1,6	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	15,3	15,8	- 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	27,8	45,7	- 17,9
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	150,4	138,3	+ 12,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	22,9	9,7	+ 13,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	11,6	6,5	+ 5,1
1.92 Autres	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,5	62,5	62,1	+ 0,4
Total 1 ...	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	1.327,7	1.277,3	+ 50,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	21,9	15,1	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	2,8	24,2	- 21,4
Total 2 ...	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	24,7	39,3	- 14,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	...	0,9	- 0,9
3.12 Avoirs	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	0,1	1,6	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	0,1	4,0	- 3,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	1,5	0,4	+ 1,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	0,5	2,6	- 2,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	—	15,4	- 15,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	6,1	20,6	- 14,5
4.313 Immeubles	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	1,8	5,6	- 3,8
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	—	12,6	- 12,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	—	2,9	- 2,9
4.322 Investissements directs	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	44,2	2,4	+ 41,8
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	3,1	1,0	+ 2,1
4.324 Autres (chiffres nets) .....	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	1,2	—	+ 1,2
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	58,4	63,5	- 5,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	3,7	—	+ 3,7
Total 1 à 5 ...	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	1.414,6	1.384,1	+ 30,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	—	—	+ 5,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	—	—	+ 2,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	—	—	+ 13,9
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	—	—	+ 0,6
6.23 B.N.B. ⁶	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	—	—	+ 7,5
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1973			1974				1975 p	
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 7,9	+ 5,9	+ 5,3	+ 1,3	- 2,6	+ 0,7	+11,9	+ 9,8	- 5,5
1.12 Travail à façon	+ 4,1	+ 4,1	+ 4,8	+ 4,7	+ 3,2	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,4	+ 3,1	+ 0,6	+ 5,0	+ 0,4	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7
1.2 Or non monétaire .....	...	- 0,4	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 0,4	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4
1.3 Frets ²	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,3
1.5 Autres frais de transport	+ 0,1	...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,9	- 8,0	- 1,5	- 2,9	- 5,0	- 7,9	- 2,1	- 3,6	- 4,8
1.7 Revenus d'investissements .....	...	+ 2,3	+ 2,2	+ 4,0	- 0,7	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,4	+ 2,9	+ 3,0	+ 3,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 5,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,6	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,9
1.92 Autres .....	...	+ 0,6	+ 1,0	- 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	+ 0,8	+ 0,9
Total 1 ...	+13,0	+11,3	+14,2	+16,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+26,2	+11,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,4	+ 2,6	+ 2,6	+ 3,2	+ 1,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	+ 0,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,3	- 5,9	- 4,2	- 5,6	- 5,3	- 4,7	- 5,8	- 5,8	- 7,0
Total 2 ...	- 3,9	- 3,3	- 1,6	- 2,4	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6	+ 0,9
3.12 Avoirs .....	...	- 0,4	- 1,1	- 0,4	...	- 0,4	- 0,7	...	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,5	- 0,6	- 1,3	- 1,5	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	- 0,8	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,2	...	+ 0,2	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 2,3	+ 0,4	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,5	- 0,2	+ 1,0	- 1,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 7,4	- 5,1	- 6,3	- 4,2	- 3,7	- 0,2	- 7,3	- 8,4	-11,3
4.312 Investissements directs	- 1,1	- 3,8	- 1,0	- 0,9	- 2,0	- 4,4	- 7,2	- 2,0	- 2,9
4.313 Immeubles	- 0,5	- 0,7	- 1,7	- 0,8	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,7	- 0,9
4.314 Autres	- 1,8	- 0,8	- 0,6	- 2,5	- 3,4	- 4,5	- 2,2	- 1,4	+ 0,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	- 1,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,9	- 0,1
4.322 Investissements directs	+ 7,9	+ 4,8	+ 8,6	+ 9,4	+11,8	+10,4	+10,2	+ 7,0	+ 6,8
4.323 Immeubles	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3
4.324 Autres	+ 2,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 2,6	- 3,8	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,9	- 9,3
5. Erreurs et omissions	- 8,9	+ 6,9	+ 5,0	- 3,9	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 1,0	+ 5,1
Total 1 à 5 ...	- 2,9	+10,5	+17,9	+10,1	+ 6,0	+22,9	- 8,5	+20,7	- 0,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 2,0	+ 1,3	- 2,4	+ 3,1	- 0,3	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 0,3	- 8,8	+ 1,5	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,2	- 6,3	+ 4,1	+ 0,8
6.212 Monnaies étrangères ⁵	- 7,0	+ 9,5	+17,3	+20,7	+ 4,8	+ 2,0	-13,6	+ 2,6	- 1,5
6.22 Organismes monétaires divers	- 2,2	+ 2,4	- 2,4	...	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4
6.23 B.N.B. ⁵	+ 8,6	+ 6,1	+ 3,9	-16,6	- 1,3	+16,3	+ 9,1	+10,1	+ 0,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1975			1975			1974	1975 p
	1er trimestre p			2e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	8 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	227,6	217,8	+ 9,8	218,0	223,5	- 5,5	+ 3,7 ⁶	+ 4,4 ⁷
1.12 Travail à façon	6,9	2,5	+ 4,4	6,9	2,7	+ 4,2	+10,7	+10,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	2,6	—	+ 2,6	6,7	—	+ 6,7	+12,2	+10,7
1.2 Or non monétaire	7,4	7,2	+ 0,2	4,0	3,6	+ 0,4	- 0,7	+ 0,2
1.3 Frets ²	13,2	11,5	+ 1,7	12,3	10,7	+ 1,6	+ 2,0	+ 4,6
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,6	- 0,3	- 0,1	- 0,4
1.5 Autres frais de transport	3,8	3,9	- 0,1	4,7	4,1	+ 0,6	- 0,7	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	6,4	10,0	- 3,6	7,8	12,6	- 4,8	-14,3	-15,9
1.7 Revenus d'investissements	40,8	36,5	+ 4,3	37,1	36,3	+ 0,8	+ 5,4	+ 9,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,1	2,3	+ 4,8	7,4	2,3	+ 5,1	+ 8,0	+13,0
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	3,3	1,9	+ 1,4	3,9	2,0	+ 1,9	+ 3,5	+ 4,5
1.92 Autres	17,2	16,4	+ 0,8	19,0	18,1	+ 0,9	+ 0,8	+ 2,0
Total 1 ...	336,6	310,4	+26,2	328,1	316,5	+11,6	+30,5	+43,9
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,4	4,1	+ 1,3	5,0	4,9	+ 0,1	+ 5,6	+ 2,9
2.2 Transferts de l'Etat	0,7	6,5	- 5,8	0,9	7,9	- 7,0	-13,5	-16,8
Total 2 ...	6,1	10,6	- 4,5	5,9	12,8	- 6,9	- 7,9	-13,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,5	- 0,5	- 1,2	- 1,1
3.112 Autres opérations	0,1	0,7	- 0,6	1,1	0,2	+ 0,9	- 0,4	+ 0,1
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	1,3	- 1,3	- 0,4	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,1	1,2	- 1,1	1,1	2,0	- 0,9	- 2,0	- 2,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,2	...	+ 0,2	...	0,2	- 0,2	+ 0,9	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	1,0	...	+ 1,0	...	1,7	- 1,7	- 1,7	- 1,2
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	8,4	- 8,4	—	11,3	-11,3	- 9,1	-22,9
4.312 Investissements directs	2,2	4,2	- 2,0	0,9	3,8	- 2,9	- 7,3	- 6,2
4.313 Immeubles	0,3	1,0	- 0,7	0,4	1,3	- 0,9	- 2,5	- 1,9
4.314 Autres (chiffres nets)	—	1,4	- 1,4	0,5	—	+ 0,5	- 9,3	- 0,7
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,9	—	+ 0,9	—	0,1	- 0,1	- 2,3	+ 1,2
4.322 Investissements directs	7,4	0,4	+ 7,0	7,6	0,8	+ 6,8	+28,7	+17,8
4.323 Immeubles	0,6	0,3	+ 0,3	0,5	0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 0,9
4.324 Autres (chiffres nets)	2,2	—	+ 2,2	0,2	—	+ 0,2	+ 4,8	+ 2,8
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	14,8	15,7	- 0,9	10,1	19,4	- 9,3	+ 3,2	-10,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	1,0	—	+ 1,0	5,1	—	+ 5,1	+ 3,4	- 2,5
Total 1 à 5 ...	358,6	337,9	+20,7	350,3	350,7	- 0,4	+27,2	+15,0
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 2,8	—	—	+ 1,0	+ 5,3	...
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises	—	—	+ 4,1	—	—	+ 0,8	+ 5,4	+ 6,7
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+ 2,6	—	—	- 1,5	+22,1	- 5,9
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	+ 1,1	—	—	- 1,4	+ 0,2	- 0,4
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+10,1	—	—	+ 0,7	- 5,8	+14,6
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	—	—	—	—	—	—
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ A savoir que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 607,7; importations = 604,0.

⁷ Exportations = 580,7; importations = 576,8.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1971	1972	1973	1974	1974			1975 p	
					2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+49,3	+60,0	+ 57,1	+50,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+26,2	+11,6
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,0	- 8,8	- 12,1	-14,6	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-11,0	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	-18,1	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	- 0,1	...	...	...	- 1,0
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+18,3	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 9,3	-20,2	- 13,1	- 5,1	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,9	- 9,3
4.2 Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères.....	...	- 2,7	- 10,8	-21,7	-10,4	- 2,9	+ 0,3	- 5,2	-30,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-15,4	-14,9	- 53,2	-13,9	-19,7	+18,4	+ 3,3	- 4,8	+15,6
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 9,1	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	+ 4,6	+ 3,3	+ 6,2	+ 3,3	+34,5
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,9	+23,5	+ 46,7	+12,5	+14,6	-11,0	- 3,0	- 2,6	-16,1
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 3,9	- 7,6	- 5,7	-10,7	- 1,9	+ 2,8	- 6,4	- 0,4	+ 2,5
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 7,7	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	- 2,8	- 2,2	+10,6	- 0,2	+ 1,0
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 5,7	- 8,2	- 0,3	-10,0	+11,9	- 8,8	- 5,4	+ 8,7	+ 0,7
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 0,3	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	+ 0,9	+ 0,7	+ 3,6	- 2,6	+ 1,7
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 3,2	- 0,4	+ 5,4	+12,4	- 6,2	+ 1,6	+ 5,1	- 1,0	- 0,1
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 1,0	+ 5,1
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 1,5	...	- 2,7	+ 1,5	+ 0,2	- 3,1	+ 3,5	+ 1,9	- 3,2
Total 1 à 7 ...	+31,7	+23,6	+ 34,4	+13,4	- 2,9	+21,7	+ 9,3	+17,8	+ 4,7
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+17,0	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	- 4,0	+ 3,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,5
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	+ 3,5	- 3,5	+ 3,2	+ 3,3	- 3,7	+ 7,2	- 3,6
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 4,4	+17,4	+ 30,8	+17,7	- 2,7	+15,6	+12,7	+ 9,2	+ 6,5
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 2,8	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 3,7	+ 4,1	...	- 0,2	+ 0,7
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 2,7	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	...	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 0,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+15,3	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 3,1	- 3,9	...	+ 0,5	- 0,6

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires »; XLIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

« Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, n^o 1. : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : L^e année, vol. II, n^o 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1974 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar E.-U.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 liras ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zaïre	100 yens
1967	49,64	10,10	{ 138,65 ¹ 119,68 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ¹ 6,65 ²	46,06	172,87	192,30	{ 82,89 ¹ 71,35 ²	—	—	—
1968	19,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	{ 10,12 ³ 8,98 ⁴	119,85	13,84	11,63	{ 12,56 ⁵ 13,47 ⁶	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁷	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁸	—
1971 ¹⁰	49,65	9,00	120,00	{ 13,80 ⁹ 13,99 ¹¹	11,54 ⁹ 12,15 ¹¹	13,66 ⁹ 14,21 ¹¹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	{ 191,99 ⁹ 199,07 ¹¹	71,38	11,89	100,01	—
1971 ¹²	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
1971 ¹³	15,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
1972	44,01	8,73	{ 114,62 ¹⁴ 105,88 ¹⁵	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
1973 ¹⁷	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1973 ¹⁶	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1973 ²²	38,05	8,76	93,72	{ 13,75 ²³ 14,48 ²¹	12,37	{ 14,23 ²⁵ 15,17 ²³	6,53	8,87	{ 6,74 ²⁷ 7,11 ²¹	6,46	38,03	160,66	{ 194,99 ²⁸ 205,99 ²⁹	66,36	10,15	76,10	—
1974	38,95	{ 8,68 ³⁰ 8,07 ³²	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,39
1973 3 ^e trim.	36,46	8,71	90,38	{ 13,87 ¹⁹ 14,40 ¹⁸	12,43	15,24	6,37	8,83	6,71	6,46	36,35	160,22	206,77	63,96	9,95	72,92	—
4 ^e trim.	38,45	8,75	91,56	14,49	12,30	15,12	6,55	8,56	{ 6,70 ²⁰ 7,11 ²¹	6,49	38,48	159,23	205,18	67,57	10,25	76,91	—
1974 1 ^{er} trim.	41,26	{ 8,68 ³⁰ 8,29 ³¹	94,07	14,54	12,88	15,20	6,40	8,82	7,12	6,41	42,10	159,41	206,55	70,43	10,56	82,52	14,26
2 ^e trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,69
3 ^e trim.	38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	14,82	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,03
4 ^e trim.	37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	14,97	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,60
1975 1 ^{er} trim.	34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	14,93	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,78	11,92
2 ^e trim.	35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	14,87	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,99
3 ^e trim.	38,09	8,75	81,05	14,52	14,29	14,93	5,73	8,88	7,04	6,45	36,97	145,61	211,83	65,44	10,12	76,18	12,79
1974 Oct.	38,57	8,15	89,98	14,52	13,31	14,88	5,79	8,78	7,01	6,40	39,24	152,02	209,04	67,24	10,16	77,14	12,90
Nov.	37,68	8,07	87,74	14,50	13,74	15,03	5,66	8,75	6,94	6,42	38,18	151,24	210,36	66,10	10,11	75,36	12,57
Déc.	36,86	8,15	85,90	14,49	14,15	15,02	5,60	8,81	6,95	6,39	37,33	150,05	211,67	65,42	10,14	73,73	12,29
1975 Janv.	35,45	8,12	83,78	14,44	14,05	14,99	5,50	8,78	6,95	6,32	35,66	145,55	211,52	63,16	10,00	70,89	11,85
Févr.	34,80	8,13	83,32	14,45	14,06	14,94	5,46	8,75	6,95	6,30	34,78	143,94	210,94	62,01	9,95	69,60	11,94
Mars	34,34	8,18	83,10	14,49	13,88	14,83	5,45	8,77	7,00	6,33	34,36	143,41 ³³	209,26	61,62	9,81	68,68	11,99
Avril	35,15	8,38	83,32	14,51	13,75	14,80	5,55	8,85	7,05	6,37	34,82	144,24	208,98	62,50	9,86	70,30	12,05
Mai	34,89	8,63	81,01	14,53	13,95	14,87	5,57	8,89	7,07	6,41	33,94	143,87	210,12	62,52	9,84	69,79	12,00
Juin	34,94	8,73	79,71	14,51	14,02	14,94	5,59	8,93	7,13	6,43	34,06	145,23	211,30	62,68	9,90	69,88	11,93
Juill.	36,80	8,72	80,39	14,44	14,11	14,93	5,67	8,94	7,10	6,45	35,72	145,59	211,95	64,28	10,05	73,60	12,43
Août	38,28	8,75	80,96	14,49	14,27	14,86	5,73	8,87	7,01	6,43	37,00	145,19	211,02	65,67	10,12	76,56	12,86
Sept.	39,21	8,77	81,78	14,61	14,48	14,99	5,79	8,83	7,00	6,46	38,21	146,00	212,44	66,39	10,17	78,42	13,09
Oct.	38,94	8,84	80,11	14,66	14,63	15,09	5,74	8,87	7,05	6,47	38,02	146,47	213,22	65,83	10,07	77,89	12,90

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

² Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

³ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁴ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁵ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 21 octobre.

⁶ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁷ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 10 novembre au 31 décembre 1970.

⁹ Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

¹⁰ Moyenne du 1^{er} janvier au 18 août 1971.

¹¹ Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

¹² Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

¹³ Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.

¹⁵ Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.

¹⁶ Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février

pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1^{er} mars pour les moyennes trimestrielles.

¹⁷ Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

¹⁸ Moyenne du 17 au 30 septembre 1973.

¹⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 14 septembre 1973.

²⁰ Moyenne du 1^{er} octobre au 14 novembre 1973.

²¹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

²² Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

²³ Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

²⁴ Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

²⁵ Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

²⁶ Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

²⁷ Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

²⁸ Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

²⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.

³⁰ Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.

³¹ Moyenne du 22 janvier au 31 mars 1974.

³² Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.

³³ La cotation a été suspendue du 14 au 17 mars 1975.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 octobre 1975

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,61865	1,6931	1,68665	1,76425	0,7166	0,7496	0,9872	1,03265	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	0,590625	0,6178	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,5668	0,5929	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	0,9684	1,01295	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	1,2701	1,32855	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1973 3 ^e trimestre	36,46	36,83	36,82	- 3,92	- 3,36
4 ^e trimestre	38,45	38,66	38,44	- 2,49	- 1,96
1974 1 ^{er} trimestre	41,26	41,66	41,78	+ 3,41	+ 2,36
2 ^e trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
3 ^e trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
1974 Octobre	38,57	38,69	38,74	+ 0,93	+ 0,80
Novembre	37,68	37,88	37,98	+ 2,13	+ 1,43
Décembre	36,86	37,37	37,42	+ 2,22	+ 1,39
1975 Janvier	35,45	35,77	35,94	+ 2,63	+ 2,07
Février	34,80	35,22	35,43	+ 3,37	+ 2,45
Mars	34,34	34,76	34,89	+ 2,47	+ 1,29
Avril	35,15	36,08	36,19	+ 1,49	+ 0,59
Mai	34,89	36,03	36,18	+ 1,17	+ 0,71
Juin	34,94	36,26	36,38	+ 0,58	+ 0,22
Juillet	36,80	38,61	38,75	+ 0,72	- 0,70
Août	38,28	39,57	39,66	- 0,13	- 1,14
Septembre	39,21	40,53	40,55	- 1,40	- 1,63
Octobre	38,94	40,13	40,20	- 1,01	- 1,04

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	36,3	- 36,1	- 38,2
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974 1 ^{er} mois	42,5	51,9	- 9,4	0,1	6,0	- 5,9	- 15,3
2 premiers mois	69,0	94,7	- 25,7	0,1	13,4	- 13,3	- 39,0
3 premiers mois	103,5	140,8	- 37,3	0,2	21,2	- 21,0	- 58,3
4 premiers mois	140,1	191,9	- 51,8	0,2	27,0	- 26,8	- 78,6
5 premiers mois	178,3	233,1	- 54,8	0,2	32,2	- 32,0	- 86,8
6 premiers mois	210,1	271,7	- 61,6	0,3	38,5	- 38,2	- 99,8
7 premiers mois	300,8	314,7	- 13,9	0,3	45,3	- 45,0	- 58,9
8 premiers mois	335,4	349,6	- 14,2	0,4	51,6	- 51,2	- 65,4
9 premiers mois	359,5	392,5	- 33,0	0,4	57,0	- 56,6	- 89,6
10 premiers mois	409,8	433,2	- 23,4	0,4	65,6	- 65,2	- 88,6
11 premiers mois	450,3	466,4	- 16,1	0,4	70,6	- 70,2	- 86,3
12 mois	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974 1 ^{er} mois	42,1	48,8	- 6,7	0,4	4,5	- 4,1	- 10,8
2 premiers mois	68,2	91,6	- 23,4	0,9	9,7	- 8,8	- 32,2
3 premiers mois	102,4	136,6	- 34,2	1,2	15,4	- 14,2	- 48,4
4 premiers mois	138,7	185,4	- 46,7	1,6	19,9	- 18,3	- 65,0
5 premiers mois	176,4	223,7	- 47,3	2,1	24,2	- 22,1	- 69,4
6 premiers mois	207,8	261,1	- 53,3	2,6	29,2	- 26,6	- 79,9
7 premiers mois	298,1	301,9	- 3,8	3,0	35,9	- 32,9	- 36,7
8 premiers mois	332,3	336,5	- 4,2	3,5	39,7	- 36,2	- 40,4
1975 1 ^{er} mois	49,0	54,4	- 5,4	0,8	8,5	- 7,7	- 13,1
2 premiers mois	91,4	112,5	- 21,1	1,3	13,7	- 12,4	- 33,5
3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
4 premiers mois	176,2	229,9	- 53,7	2,4	26,3	- 23,9	- 77,6
5 premiers mois	210,5	273,8	- 63,3	2,9	30,6	- 27,7	- 91,0
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	- 106,7
7 premiers mois	323,2	380,4	- 57,2	4,2	46,0	- 41,8	- 99,0
8 premiers mois	361,3	415,9	- 54,6	4,8	51,1	- 46,3	- 100,9

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.
² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortisse- ments de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total
								Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,1	- 4,5	- 23,4	...	- 23,4	...	+ 9,5	+ 4,2	+ 9,7	...	...	+ 23,4
2 premiers mois	- 32,2	- 11,3	- 6,8	- 50,3	...	- 50,3	+ 23,4	+ 13,2	- 1,1	+ 9,8	...	...	+ 21,9
3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
4 premiers mois	- 65,0	- 4,1	- 13,6	- 82,7	...	- 82,7	+ 27,4	+ 13,4	+ 30,9	+ 10,7	...	+ 0,3	+ 55,3
5 premiers mois	- 69,4	- 7,5	- 17,4	- 94,3	...	- 94,3	+ 27,7	+ 15,4	+ 48,1	+ 2,9	...	+ 0,2	+ 66,6
6 premiers mois	- 79,9	+ 1,6	- 19,9	- 98,2	...	- 98,2	+ 62,4	+ 15,4	+ 17,2	+ 3,2	...	...	+ 35,8
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	+ 0,5	- 3,3	- 15,9	- 20,1	- 36,0	+ 41,0	- 5,1	- 1,3	+ 10,5	...	- 9,1	- 5,0
2 premiers mois	- 33,5	- 1,3	- 5,9	- 40,7	- 9,4	- 50,1	+ 37,8	- 5,1	+ 25,6	+ 0,9	...	- 9,1	+ 12,3
3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
4 premiers mois	- 77,6	- 1,0	- 11,1	- 89,7	- 13,0	- 102,7	+ 68,4	- 5,1	+ 33,7	+ 14,8	...	- 9,1	+ 34,3
5 premiers mois	- 91,0	+ 0,6	- 13,4	- 103,8	...	- 103,8	+ 67,0	- 1,5	+ 35,8	+ 5,4	...	- 3,0	+ 36,8
6 premiers mois	- 106,7	+ 7,9	- 16,3	- 115,1	...	- 115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I., qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentés.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3 (3) = (1) + (2)	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4 (5) = (3) + (4)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 7 (10)
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés (6)	des engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme 6 (8)			
1967	- 38,2	- 0,3	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1	
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4	
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7	
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9	
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0	
1974 1 ^{er} mois	- 15,2	- 8,4	- 23,6	+ 4,5	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6	
2 prem. mois	- 39,1	- 11,6	- 50,7	+ 6,8	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8	
3 prem. mois	- 58,4	- 4,6	- 63,0	+ 10,0	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9	
4 prem. mois	- 78,6	- 4,3	- 82,9	+ 13,6	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2	
5 prem. mois	- 86,7	- 8,8	- 95,5	+ 17,4	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4	
6 prem. mois	- 99,8	- 0,6	- 100,4	+ 19,9	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4	
7 prem. mois	- 58,9	- 3,3	- 62,2	+ 22,2	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7	
8 prem. mois	- 65,4	+ 0,1	- 65,3	+ 25,0	- 40,3	+ 39,4	+ 3,9	- 1,3	+ 42,0	- 1,7	
9 prem. mois	- 89,6	+ 1,2	- 88,4	+ 28,6	- 59,8	+ 63,6	+ 3,8	- 5,9	+ 61,5	- 1,7	
10 prem. mois	- 88,6	+ 0,6	- 88,0	+ 32,9	- 55,1	+ 59,2	+ 3,8	- 5,9	+ 57,1	- 2,0	
11 prem. mois	- 86,3	- 6,6	- 92,9	+ 35,6	- 57,3	+ 54,3	+ 3,8	+ 1,3	+ 59,4	- 2,1	
12 mois	- 97,1	- 1,5	- 98,6	+ 39,3	- 59,3	+ 50,9	+ 3,8	+ 7,1	+ 61,8	- 2,5	

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paratitiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4 (3) = (1) + (2)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 7 (8)
				Recours au marché belge				Total (7) = (4) à (6)	
				Variations			Total		
				de l'encours des emprunts consolidés (4)	des engagements à moyen terme (5)	des engagements à court terme 6 (6)			
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,3	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6	
2 premiers mois	- 32,2	- 11,7	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8	
3 premiers mois	- 48,4	- 4,6	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9	
4 premiers mois	- 65,0	- 4,3	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2	
5 premiers mois	- 69,4	- 8,7	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4	
6 premiers mois	- 79,9	- 0,6	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4	
7 premiers mois	- 36,7	- 3,3	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7	
8 premiers mois	- 40,4	+ 0,1	- 40,3	+ 39,4	+ 3,9	- 1,3	+ 42,0	- 1,7	
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	- 0,5	- 13,6	+ 39,0	...	- 24,3	+ 14,7	- 1,1	
2 premiers mois	- 33,5	- 2,2	- 35,7	+ 33,3	...	+ 3,1	+ 36,4	- 0,7	
3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,4	+ 65,9	- 0,8	
4 premiers mois	- 77,6	- 2,8	- 80,4	+ 29,2	...	+ 51,9	+ 81,1	- 0,7	
5 premiers mois	- 91,0	- 1,7	- 92,7	+ 56,6	- 0,2	+ 37,7	+ 94,1	- 1,4	
6 premiers mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 60,0	+ 102,8	- 1,7	
7 premiers mois	- 99,0	+ 0,4	- 98,6	+ 68,2	- 1,5	+ 33,7	+ 100,4	- 1,8	
8 premiers mois	- 100,9	- 0,4	- 101,3	+ 65,9	- 1,9	+ 38,9	+ 102,9	- 1,6	

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

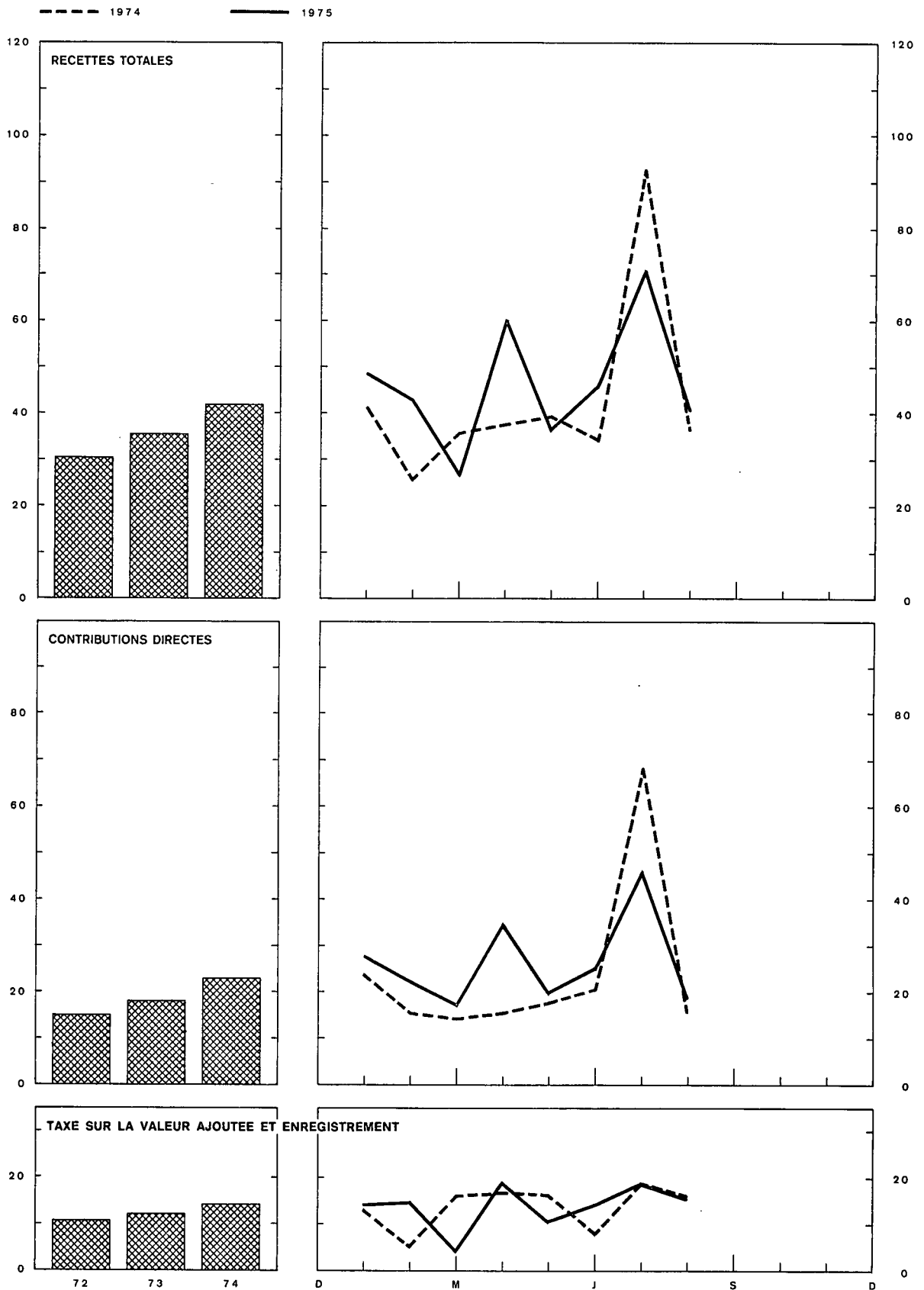
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. - RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	n.d.	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,5	168,3	496,1	62,1	5,1	501,2
1973 2 ^e trimestre	42,8	13,7	36,2	92,7	3,4	1,4	94,1
3 ^e trimestre	80,5	12,5	35,8	128,8	43,1	1,3	130,1
4 ^e trimestre	52,1	15,2	43,1	110,4	5,1	1,3	111,7
1974 1 ^{er} trimestre	54,2	12,7	35,6	102,5	4,5	1,0	103,5
2 ^e trimestre	55,0	12,8	42,4	110,2	3,3	1,3	111,5
3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,3	48,8	129,8	5,4	1,5	131,3
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
1974 Août	15,7	4,2	16,3	36,2	0,5	0,4	36,6
1975 Août	18,8	5,1	16,0	39,9	0,1	0,5	40,4

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1974				1974 : août				1975 : août			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	275,3	8,1	267,2	252,5	15,7	0,5	15,2	13,7	18,8	0,7	18,1	15,8
précompte immobilier	1,4	...	1,4	1,3	0,2	...	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1
précompte mobilier	24,8	...	24,8	23,9	1,2	...	1,2	1,2	2,3	...	2,3	1,6
versements anticipés	62,1	1,1	61,0	65,3	0,5	...	0,5	0,2	0,1	...	0,1	0,3
impôts de sociétés (rôles) ...	9,5	...	9,5	6,9	...	...	...	...	-1,5	...	-1,5	-1,3
impôts des personnes physiques (rôles)	31,1	1,0	30,1	26,7	1,8	0,1	1,7	1,4	2,1	0,1	2,0	1,7
précompte professionnel	139,2	1,3	137,9	126,1	11,7	0,1	11,6	10,8	15,2	0,1	15,1	13,4
divers	7,2	4,7	2,5	2,3	0,3	0,3	...	...	0,5	0,5	...	...
II. Douanes et accises	52,5	7,3	45,2	49,7	4,2	0,6	3,6	4,1	5,1	0,5	4,6	4,9
III. T.V.A. et enregistrement	168,3	13,6	154,7	153,7	16,3	1,2	15,1	14,2	16,0	1,1	14,9	15,1
B. Recettes en capital	5,1	...	5,1	5,2	0,4	...	0,4	0,4	0,5	...	0,5	0,4

¹ Non compris les additionnelles provinciales et communales.
² Prévisions pour le budget proprement dit.

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. XLVII^e année vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la pers-

pective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, no 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, no 4, avril 1975 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	0,1	112,4	—	8,9	—	5,6	0,2	127,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	11,8	—	—	—	—	—	140,9	—	0,4	—	1,9	—	155,0	
		Obligations ...	31,6	—	—	—	—	—	1,3	—	4,8	23,5	—	—	61,2	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	0,8	—	—	—	208,5	56,1	219,1	—	484,7	
		Divers ...	—	3,9	3,6	0,1	35,6	—	—	—	2,0	20,8	1,9	—	67,9	
		(Actions et parts) ...	(354,9)	(2,5)	(0,5)	—	(...)	—	(1,9)	(—)	(0,8)	(5,5)	(...)	(...)	(366,1)	
		Total ...	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	0,2	896,0	
		Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	1,5	—	0,5	—	0,8	—	2,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	—	—	—	—	—	—	0,8	—	0,2	—	—	—	2,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	23,4	0,2	—	—	0,1	2,3	9,3	0,9	7,1	7,1	1,9	—	52,4		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	0,2	—	0,7	6,1	—	4,2	5,7	3,1	3,2	23,4		
	Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	—	1,6	—	—	0,3	0,3	25,3	—	27,6		
	Divers ...	11,8	0,1	6,7	0,6	—	3,1	—	—	—	—	—	2,3	24,7		
	(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(18,8)	(11,0)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(33,3)		
		Total ...	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	5,5	132,9	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	5,8	—	—	4,3	—	2,1	55,9	—	—	—	9,8	78,0	
	Certificats à un an au plus ...	—	1,6	—	0,2	—	9,9	—	31,6	6,7	18,0	—	10,1	—	78,1	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	173,6	3,0	—	2,3	3,6	5,7	112,3	5,2	46,4	53,8	19,7	2,8	—	428,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	—	—	6,3	63,7	—	5,1	1,5	2,6	—	—	79,6	
Divers ...	—	1,1	—	—	—	1,3	—	—	3,3	1,6	0,2	—	—	8,9		
	Total ...	179,5	6,0	—	6,8	5,0	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	12,6	673,0		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0	—	—	—	—	16,0		
Obligations accessibles à tout placeur ...	35,5	0,3	—	0,3	—	0,4	13,2	1,6	9,6	11,9	4,2	—	—	76,9		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	2,6	—	17,9	1,4	1,9	0,2	—	24,0		
Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,9	—	—	—	—	—	—	8,4	—	114,0	—	—	130,3		
Divers ...	2,7	1,0	2,1	—	0,1	—	—	—	—	—	0,4	8,0	—	14,4		
	Total ...	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	8,2	261,6		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,2		
Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	0,2		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,5	24,3	0,2	—	—	25,5		
Divers ...	30,9	—	0,7	—	0,1	—	0,4	—	1,0	1,0	0,7	10,1	—	44,8		
	Total ...	52,1	—	0,7	—	0,1	0,2	0,8	—	1,5	25,3	0,9	10,2	91,7		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	3,8		
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	36,6	5,6	—	4,5	0,3	47,4		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	58,4	—	—	—	—	58,4		
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Obligations ...	9,0	—	—	—	—	—	—	312,8	—	—	—	—	—	312,8		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	—	—	—	—	—	24,8	0,9	1,1	4,8	0,2	0,2	41,0		
Divers ...	—	—	8,9	—	—	—	—	—	30,0	—	—	—	—	38,9		
(Actions et parts) ...	—	2,9	9,0	—	0,6	—	—	—	1,5	0,2	0,6	0,2	—	15,0		
	Total ...	(354,9)	(2,5)	(0,5)	(...)	(...)	(...)	(1,9)	(...)	(0,8)	(5,5)	(...)	(...)	(366,1)		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires													
		(7)													
		Fonds des Rentés													
		(8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
		(9)													
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension													
		(10)													
		Organismes publics de crédit non monétaires													
		(11)													
		Secteurs indéterminés et ajustements													
		(12)													
		(13) = (1) à (12)													
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	9,0	5,1	...	0,2	...	0,1	...	14,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	326,3	—	—	—	—	—	—	326,3	
	Dépôts en devises des résidents	9,7	...	—	...	...	—	—	...	—	...	...	...	9,7
	Dépôts sur livrets des résidents	98,2	...	—	...	...	—	—	...	—	...	...	...	98,2
	Dépôts à terme des résidents	97,5	...	—	...	...	—	—	2,8	...	1,3	...	...	101,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	55,6	...	—	...	...	...	55,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	29,8	...	...	...	...	—	—	0,1	0,5	...	...	...	30,4
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	41,0	41,4
	(Actions et parts)	(19,5)	...	(0,2)	...	...	...	(1,5)	...	(0,4)	(0,5)	...	...	(22,1)
	Total ...	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	41,0	1.142,7	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,7	...	—	1,3	...	0,8	0,1	2,9
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	4,4	—	5,1	—	...	—	9,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9	
	Total ...	—	...	2,8	...	...	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	0,2	15,3
	Dépôts à vue	10,0	...	...	1,0	3,2	...	—	...	2,8	1,8	...	...	18,9
	Dépôts sur livrets	286,7	...	—	0,4	...	...	—	...	...	...	...	...	287,2
	Dépôts à terme	3,7	1,4	0,1	1,4	3,9	2,9	...	—	0,1	5,7	0,3	0,2	19,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	59,0	...	...	...	...	...	—	—	0,4	2,2	...	...	61,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
	Divers	4,9	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	8,2	13,4
	(Actions et parts)	(3,3)	...	...	...	...	...	...	...	(0,8)	(0,1)	...	...	(4,2)
	Total ...	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	8,5	401,8	
	Réserves de sécurité sociale	42,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,3	
	Réserves mathématiques	238,6	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	260,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,0	...	0,8	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...	1,2	23,4
	(Actions et parts)	—	...	...	...	...	...	...	...	(0,1)	...	...	...	(0,1)
	Total ...	301,9	...	0,8	...	0,2	21,9	...	...	...	...	...	1,2	326,0
	Dépôts à vue	6,0	...	...	0,1	...	...	0,1	—	...	...	...	...	6,3
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,1	0,3	...	1,1	...	0,2	...	1,7
	Dépôts sur livrets	16,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	16,6
	Dépôts à terme	5,9	2,2	...	6,4	4,4	1,0	2,4	—	...	1,2	...	0,7	24,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,6	—	3,7	...	0,3	...	4,7
	Obligations accessibles à tout placeur	185,2	0,3	...	0,2	4,4	...	32,7	0,4	22,1	27,8	4,5	...	277,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	2,1	12,4	6,0	...	12,4	23,8	1,3	4,8	62,8
	Divers	8,1	...	17,4	...	...	...	...	...	0,1	...	0,4	13,2	39,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
	Total ...	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	18,7	433,0	
		...	5,8	...	...	2,4	...	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	—	67,5
	Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	106,7	4.958,7	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	0,3	131,4	—	8,3	—	4,9	3,0	148,2	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	12,4	—	—	—	—	173,6	—	0,3	—	2,4	—	188,7	
			Obligations ...	32,9	—	—	—	—	5,5	—	12,2	24,5	—	—	75,1	
			Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	0,8	—	—	232,3	59,5	231,3	—	524,2	
			Divers ...	—	5,1	5,9	—	40,7	—	—	—	23,7	1,1	—	78,7	
			(Actions et parts) ...	(385,4)	(3,1)	(0,5)	—	(...)	—	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,5)	(...)	(...)	(398,6)
			Total ...	45,3	5,5	5,9	—	41,6	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	3,0	1.014,9
		Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	0,1	1,3	—	0,4	—	0,6	—	2,4	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,5	—	—	—	0,4	0,4	—	—	—	—	—	1,2	
			Obligations accessibles à tout placeur ...	22,2	—	—	—	2,2	12,4	1,7	9,8	7,4	2,3	—	60,3	
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	0,2	0,7	6,3	—	6,9	6,3	3,4	3,1	26,9	
			Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	1,4	0,1	—	—	0,3	29,1	—	31,0	
			Divers ...	12,7	0,1	6,8	0,7	4,4	0,1	—	—	—	—	2,9	27,7	
			(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(19,9)	(13,9)	(...)	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(37,4)	
			Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	5,9	149,5
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	8,9	—	—	2,3	2,3	64,4	—	—	—	0,1	15,5	93,4	
			Certificats à un an au plus ...	—	1,0	—	0,2	8,5	20,1	8,3	14,7	—	6,6	—	59,4	
			Obligations accessibles à tout placeur ...	180,9	3,6	—	2,5	3,8	4,3	146,8	8,9	61,3	61,4	2,8	502,8	
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	—	—	4,3	66,5	—	6,6	1,4	3,0	82,1	
		Divers ...	—	1,2	—	—	1,0	1,3	—	—	4,0	2,3	0,9	10,7		
		Total ...	189,8	6,0	—	5,0	4,8	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	18,3	748,3	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	23,2	—	—	—	—	—	23,2		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	48,7	0,2	—	0,1	0,4	16,9	3,7	13,4	13,7	4,7	—	101,7		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	3,0	—	16,6	0,9	2,5	0,3	23,2		
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,6	—	—	—	—	—	11,2	—	125,9	—	144,7		
		Divers ...	2,9	1,0	4,3	—	—	0,2	—	—	—	0,4	6,5	15,3		
		Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	6,8	308,1		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	24,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,1		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30,0		
		Divers ...	34,0	—	2,3	—	—	—	1,2	—	0,4	27,8	0,6	50,2		
		Total ...	58,1	—	2,3	—	—	—	0,4	—	1,0	2,6	0,4	9,5		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	6,3	—	—	—	—	6,3		
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,7	44,0	—	3,1	—	5,8	54,1		
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	61,0	—	—	—	—	61,0		
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	390,6	—	—	—	—	390,6		
		Obligations ...	2,0	—	—	—	—	—	31,6	—	1,1	4,8	—	39,5		
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	14,0	—	—	—	25,9	—	—	—	—	39,9		
		Divers ...	—	2,9	9,0	—	—	—	4,3	—	0,4	0,6	0,2	18,2		
		(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(4,3)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(6,6)		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires													
		Fonds des Rentes													
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension													
		Organismes publics de crédit non monétaires													
		Secteurs imputés et ajustements													
		(1) à (12)													
		(13) = (1) à (12)													
	(7)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	14,5	3,8	2,5	...	—	—	—	20,8
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	—	400,9
		Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2
		Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9
		Dépôts à terme des résidents	105,2	—	—	...	—	—	—	3,2	...	2,3	...	110,8	
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	70,1	...	—	...	...	70,1	
		Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	...	...	35,7	
		Divers	0,2	...	0,3	...	...	7,7	...	2,8	...	1,3	45,3	57,6	
		(Actions et parts)	(20,5)	...	(0,2)	...	...	(1,6)	...	(0,4)	(0,5)	...	...	(23,2)	
		Total ...	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	45,3	1.369,3
	(8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	2,4	3,5	—	2,2	...	0,8	0,1	9,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,1	—	5,3	—	0,5	—	10,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	2,8	—	—	—	2,5	—	...	...	...	...	2,5
		Divers	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	0,1	2,9	
		Total ...	—	...	2,8	...	...	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	0,2	25,3
	(9)	Dépôts à vue	12,6	...	...	1,7	2,5	...	...	—	...	2,7	0,5	0,1	20,2
		Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	...	...	...	—	...	...	...	...	336,8
		Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,4	4,8	...	—	...	7,8	0,1	0,2	26,4
		Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	...	...	...	...	...	0,6	—	0,1	0,8	...	...	70,9
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	1,2	
		Divers	6,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	17,0	
		(Actions et parts)	(3,4)	...	...	...	...	...	...	...	(1,0)	(0,4)	...	(4,8)	
		Total ...	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	10,9	472,5
	(10)	Réserves de sécurité sociale	50,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50,6
		Réserves mathématiques	255,0	—	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	—	278,7
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	0,8	...	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...
		Divers	21,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	24,3	
		(Actions et parts)	—	...	...	...	...	...	...	...	(0,1)	...	...	(0,1)	
		Total ...	327,2	...	0,8	...	0,2	24,0	...	...	...	...	1,4	353,6	
	(11)	Dépôts à vue	7,6	...	...	0,2	...	...	0,1	—	...	...	...	...	7,9
		Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	0,6	...	0,3	...	0,3	...	1,1
		Dépôts sur livrets	22,4	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	22,4
		Dépôts à terme	7,2	1,7	...	5,1	5,9	0,7	2,5	—	...	0,7	0,5	1,0	25,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,5	—	4,0	...	0,2	...	4,6
		Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	...	0,1	5,0	...	33,2	0,9	25,3	25,9	5,1	...	300,5
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	2,1	10,4	5,2	...	17,9	22,9	3,3	4,7	66,6
		Divers	8,9	...	17,7	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	15,0	41,9
		(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)
		Total ...	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	20,7	470,3
	(12)		—	5,8	...	...	3,0	...	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	—	76,8
	(13) = (1) à (12)	Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	122,4	5.702,5

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 5,5	-1,3	+ 2,5	- 0,3	—	- 0,1	...	+ 6,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+74,6	—	—	—	—	—	—	+ 74,6
	Dépôts en devises des résidents	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,5
	Dépôts sur livrets des résidents	+35,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 35,7
	Dépôts à terme des résidents	+ 7,8	—	—	...	—	—	—	—	+ 0,5	...	+ 1,0	...	+ 9,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+14,5	...	—	...	...	...	+ 14,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 5,5	—	...	—	—	—	—	—	+ 0,1	- 0,3	...	...	+ 5,4
	Divers	—	—	—	—	—	—	+7,7	...	+ 2,8	...	+ 1,3	+ 0,9	+ 12,7
	(Actions et parts)	(+ 1,0)	—	(...)	—	—	—	(+0,1)	—	(...)	(...)	—	—	(+ 1,1)
	Total ...	+106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+80,1	+20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,9	+223,2
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,7	+3,5	—	+ 0,9	...	...	...	+ 6,1
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	+0,6	—	+ 0,3	—	+ 0,5	—	+ 1,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+2,5	—	—	—	—	—	+ 2,5
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Total ...	—	...	...	...	...	+ 1,7	+6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	...	+ 10,1
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,6	...	...	+ 0,7	- 0,7	...	...	—	...	- 0,1	- 1,2	+ 0,1	+ 1,4
	Dépôts sur livrets	+49,6	+ 0,2	—	- 0,1	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 49,6
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 1,9	...	—	- 0,1	+ 2,2	- 0,2	- 0,1	+ 6,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+10,4	...	...	...	...	...	+0,6	—	- 0,3	- 1,5	...	...	+ 9,3
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
	(Actions et parts)	+ 1,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,4	+ 3,6
	Total ...	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)	(+ 0,3)	...	...	(+ 0,5)
	Total ...	+64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,9	+0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	+ 2,4	+ 70,6
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,3
	Réserves mathématiques	+16,3	—	—	—	—	+ 2,0 ⁵	—	—	—	—	—	—	+ 18,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	+ 0,7	...	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,9
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	—	(...)
	Total ...	+25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,6	...	...	+ 0,1	...	—	-0,1	—	...	...	...	...	+ 1,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 0,1	+0,3	...	- 0,8	...	+ 0,1	...	- 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 5,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 5,8
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,5	...	- 1,3	+ 1,5	- 0,3	...	—	...	- 0,5	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	...	...	...	-0,1	—	+ 0,3	...	- 0,1	...	...
	Obligations accessibles à tout placeur	+19,6	...	...	- 0,1	+ 0,6	...	+0,5	+ 0,5	+ 3,2	- 1,9	+ 0,6	...	+ 22,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	- 2,0	-0,7	...	+ 5,5	- 0,9	+ 2,0	- 0,1	+ 3,8
	Divers	+ 0,8	...	+ 0,3	...	...	...	...	—	...	...	- 0,1	+ 1,8	+ 2,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,3)
	Total ...	+29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	- 2,4	-0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 2,0	+ 37,3
Secteurs imités et ajustements (12)		—	...	...	...	+ 0,6	...	-2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	—	+ 9,2
(13) = (1) à (12)	Total des créances	+259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+99,0	+223,0	+10,5	+72,7	+24,0	+38,6	+12,3	+762,0

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

5 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises et particu- liers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	87,7	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	808,1	0,2	896,0
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	43,5	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	75,2	5,5	132,9
3. Etat (Trésor)	179,5	6,0	—	6,8	5,0	197,3	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	437,9	12,6	673,0
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	49,9	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	203,1	8,2	261,6
5. Sécurité sociale	52,1	...	0,7	...	0,1	52,9	0,2	0,8	...	1,5	25,3	0,9	28,5	10,2	91,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	348,6	19,8	13,1	8,1	41,7	431,3	34,4	568,6	14,4	347,1	209,0	413,7	1.552,8	36,7	2.055,2
7. Etranger	9,0	2,9	17,9	...	0,6	30,4	0,4	467,9	0,9	6,9	5,4	4,9	486,0	0,5	517,2
8. Organismes monétaires	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	693,0	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	73,3	41,0	1.142,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	11,6	0,2	15,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	376,8	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	13,6	8,5	401,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	301,9	...	0,8	...	0,2	302,9	21,9	...	...	...	...	...	...	1,2	326,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	259,4	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	141,4	18,7	433,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.541,9	7,0	22,1	44,4	19,5	1.634,9	374,3	107,3	0,4	54,8	65,7	11,7	239,9	69,6	2.318,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	2,4	8,2	.....	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	59,4	—	67,5
15. Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	2.104,6	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	2.337,9	106,7	4.958,7
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.003,4	— 97,5	— 619,9	— 209,1	— 27,5	+ 49,4	— 107,9	+ 33,6	+ 1,4	+ 20,3	— 39,5	+ 3,4	+ 19,1	+ 39,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	45,3	5,5	5,9	...	41,6	98,3	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	913,2	3,0	1014,9
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	45,7	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	88,8	5,9	149,5
3. Etat (Trésor)	189,8	6,0	—	5,0	4,8	205,6	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	503,9	18,3	748,3
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	...	64,8	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	236,0	6,8	303,1
5. Sécurité sociale	58,1	...	2,3	...	...	60,4	0,1	1,6	...	1,4	30,4	1,0	34,4	9,5	104,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	380,2	22,7	19,3	6,1	46,5	474,8	30,5	673,6	22,6	401,6	231,7	446,8	1.776,3	43,5	2.325,1
7. Etranger	2,0	2,9	23,1	...	0,7	28,7	0,7	563,8	...	4,6	5,4	6,0	579,8	0,4	609,6
8. Organismes monétaires	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	804,6	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	104,1	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	19,9	0,2	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	443,7	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	13,0	10,9	472,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	327,2	...	0,8	...	0,2	328,2	24,0	...	...	...	...	...	...	1,4	353,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	289,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	149,5	20,7	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.767,1	8,0	22,3	48,4	22,5	1.868,3	457,6	135,5	3,4	68,0	63,5	16,1	286,5	78,5	2.691,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,0	8,8	.....	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	68,0	—	76,8
15. Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	2.380,8	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	2.710,5	122,4	5.702,5
16. Solde des créances et des dettes ..	+1.134,5	- 110,1	- 683,6	- 253,5	- 31,6	+ 55,7	- 120,8	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 43,0	+ 4,7	+ 19,5	+ 45,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+ 10,7	+ 23,6	+ 55,9	—	+ 30,7	+ 7,2	+ 11,3	+105,1	+ 2,8	+142,3
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 11,2	+ 0,4	+ 14,2
3. Etat (Trésor)	+ 10,3	...	—	- 1,8	- 0,2	+ 8,3	- 8,5	+ 34,2	+ 5,2	+ 13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 65,9	+ 5,7	+ 71,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	+ 6,9	...	+ 11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+ 12,7	+ 33,4	- 1,4	+ 38,9
5. Sécurité sociale	+ 6,1	...	+ 1,6	...	- 0,1	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	+ 5,9	- 0,7	+ 12,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 23,5	+ 3,0	+ 6,2	- 1,9	+ 4,8	+ 35,6	+ 15,4	+104,8	+ 7,5	+ 54,3	+ 22,0	+ 32,9	+221,5	+ 6,8	+279,4
7. Etranger	+ 10,7	...	+ 1,2	...	...	+ 11,9	+ 0,3	+ 92,8	- 0,2	- 2,1	+ 0,6	+ 1,3	+ 92,4	- 0,1	+104,6
8. Organismes monétaires	+106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+111,6	+ 80,1	+ 20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 30,6	+ 0,9	+223,2
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,7	+ 6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	+ 8,4	...	+ 10,1
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 66,9	+ 1,9	+ 0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 70,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 25,3	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	+ 29,7	- 2,4	- 0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 8,1	+ 2,0	+ 37,3
13. Total des intermédiaires financiers	+225,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 4,0	+ 2,9	+233,5	+ 83,3	+ 28,0	+ 3,0	+ 13,2	- 2,2	+ 4,5	+ 46,5	+ 5,5	+368,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	...	...	...	+ 0,6	+ 0,6	...	- 2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	+ 8,6	—	+ 9,2
15. Total des créances	+259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+281,8	+ 99,0	+223,0	+ 10,5	+ 72,7	+ 24,0	+ 38,6	+368,8	+ 12,3	+762,0
16. Solde des créances et des dettes ..	+117,2	- 10,2	- 63,7	- 36,7	- 4,2	+ 2,4	- 5,6	- 0,2	+ 0,4	+ 2,1	- 3,6	+ 1,3	...	+ 3,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-

septembre 1962 et XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
				(1)			(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)			(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
(Nouvelle série) 5	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	44,3	307,4	320,6	8,5	34,4	- 35,8	- 23,3
1973 Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,6	345,3	52,6	333,9	343,0	12,9	32,4	- 38,1	- 27,1
Septembre	559,2	285,4	11,6	...	856,2	149,9	326,1	55,4	350,6	359,2	5,0	31,4	- 40,1	- 23,0
Décembre	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	60,1	371,5	378,3	9,6	26,5	- 41,8	- 20,9
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	131,8	370,8	59,8	382,2	391,4	10,7	31,0	- 43,6	- 15,0
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	64,6	386,7	397,7	22,6	38,4	- 45,5	- 11,8
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	65,5	391,3	400,5	17,5	42,8	- 46,5	- 6,7
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,5	80,3	404,3	421,5	10,1	42,2	- 48,7	- 2,2
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	p 144,6	p 366,8	p 81,1	399,4	424,8	6,0	p 54,2	- 50,8	p- 0,9
Juin	700,1	336,9	19,9	...	1.056,9	p 153,1	p 393,9	p 84,1	425,2	440,9	5,0	p 56,2	- 53,3	p- 7,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

5 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75
A Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4
— Prêts ¹	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	29,9	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4
4. Obligations	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	11,0	16,9	15,2	17,4	12,2	12,0	4,6	0,7	1,2
6. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6	...
b) CEE : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,6	6,5
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	80,8	75,9	67,8	65,2	81,6	88,6	99,2	106,8	106,4
b) en francs belges	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	232,7	222,6	207,9	204,0	222,1	232,2	243,3	245,0	244,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	...	0,5	13,4	16,0	0,2	5,1	2,5	20,5	11,5
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,0	3,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	4,6	7,9	7,6	5,9	5,1	5,2	1,6	0,1	0,9
b) effets commerciaux	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	8,1	15,2	9,3	6,6	10,9	14,9	3,5	3,4	1,6
c) avances .....	...	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,5	...	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	0,3	...	...	...	...	...	2,5	...	...	4,5	17,0	3,7	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à moins d'un an .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	...	...	...	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	44,4	37,8	30,2	27,0	24,8	24,2	23,6	25,9	26,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968).

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,1	2,3	1,8	1,8	2,8	3,0	2,4	2,2	3,5
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	6,5	3,5	5,4	2,2	3,2	3,4	2,8	2,3	3,6
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	5,7	7,0	6,4	6,7	6,9	7,2	7,0	8,3	7,3
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	224,6	231,5	226,4	243,9	236,8	248,9	248,3	274,0	267,7
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires																
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	3,1	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,9	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—
D. Autres	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	63,7	54,3	47,2	45,5	44,0	44,2	44,1	47,8	49,3
TOTAL DU PASSIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-9-74	31-10-74	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75	30-9-75
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	24,9	25,4	25,2	24,9	24,4	24,9	25,5	25,4	25,3	25,6	26,6	26,4	26,4
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	27,9	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,8	28,9	29,9	29,9	30,0	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4
4. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	12,2	12,7	12,6	12,0	3,6	4,4	4,6	5,5	5,4	0,7	4,3	5,1	1,2
6. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	3,7	0,4	...	...	1,7	6,2	7,3	7,5	7,9	3,6	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,6	6,6	6,5	6,5	6,5
7. Autres :													
a) en monnaies étrangères	81,6	88,3	92,7	88,6	92,8	98,0	99,2	100,6	104,9	106,8	107,9	110,0	106,4
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	222,1	227,0	230,7	232,2	229,2	240,2	243,3	246,1	250,8	245,0	247,0	249,8	244,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,7	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,5	4,1	1,9	0,2	7,2	...	0,1	...	0,2	2,2	...	0,1	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à moins d'un an	0,2	0,2	0,2	5,1	...	...	2,5	...	3,7	20,5	5,1	...	11,5
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	3,0
— autres	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	5,1	3,8	4,4	5,2	1,8	1,4	1,6	1,8	0,9	0,1	1,3	2,1	0,9
b) effets commerciaux	10,9	8,1	10,4	14,9	7,0	5,0	3,5	8,2	7,9	3,4	3,8	5,8	1,6
c) avances	0,1	0,2	0,4	0,5	0,3	0,3	...	...	...	...	...	0,1	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	3,7	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les para-étatiques de crédit :													
a) à moins d'un an	0,5	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	24,8	24,9	26,2	24,2	25,3	24,2	23,6	23,8	24,2	25,9	24,2	25,1	26,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	313,6	313,3	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,6	328,6

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismesmonétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-9-74	31-10-74	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75	30-9-75
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	2,8	2,7	3,2	3,0	3,0	2,7	2,4	2,4	2,5	2,2	2,2	3,0	3,5
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,2	3,1	3,6	3,4	3,4	3,1	2,8	2,8	2,9	2,3	2,3	3,1	3,6
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,9	6,3	6,3	7,2	6,7	6,3	7,0	7,2	6,9	8,3	6,9	6,3	7,3
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	16,1	15,1	15,9	14,7	14,1	11,5	11,6	11,6	8,8	5,8	—	—	—
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	...	...	0,9	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	236,8	236,8	239,8	248,9	242,0	245,3	248,3	254,4	264,1	274,0	268,4	267,8	267,7
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,4	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	4,1	4,2	4,2	4,1	4,2	2,7	2,7	2,7	2,0	1,3	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	2,6	2,5	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,1	1,1	1,1	0,9	0,6	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	...	...	...	—	—	—
D. Autres	44,0	42,9	45,5	44,2	43,4	44,1	44,1	43,2	45,4	47,8	47,2	48,8	49,3
TOTAL DU PASSIF ...	313,6	313,3	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,6	328,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,6	0,4	
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,7	2,7	0,9	...	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat :																
a) à moins d'un an	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	64,8	74,0	65,0	68,3	74,1	67,5	57,5	65,1	70,7	72,0	
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,1	7,6	8,2	8,1	8,0	8,5	8,7	8,3	8,4	8,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	16,0	23,2	24,9	26,7	20,1	24,0	29,9	36,6	30,4	35,2	
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,1	0,1	0,6	...	...	...	0,1	0,7	0,5	...
b) effets commerciaux	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	3,6	2,8	5,7	5,5	2,8	2,4	5,8	1,7	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	0,3	0,5	...	...	...	...	...	2,4	1,7	1,4	3,5	5,7	0,6	1,5	2,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	...	2,9	...	0,5	0,5	0,5	...	...	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à moins d'un an .....	...	...	...	0,1	0,3	0,3	0,6	...	...	0,8	0,2	...	...	0,7	1,1
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	0,9	2,3	0,7	0,7	0,7	
D. Autres	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	8,2 ²	6,7	9,3	10,4	12,8	12,2	16,5	13,1	16,1	17,8	
TOTAL DE L'ACTIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9 ²	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...
Total des engagements envers l'étranger	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	1,1	0,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
— autres	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,4	1,9
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	8,9	9,1	8,8	9,0	9,2	9,5	9,5	9,8
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	60,4	65,5	63,9	68,6	65,6	66,9	70,0	77,0
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,9	11,8	10,9	11,1	13,6	14,1	14,6	17,0	20,1	19,4
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	235,3	297,0	337,6	391,4	454,7	478,1	488,4	489,5	520,8	536,1
b) en francs belges	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6
Total des créances sur l'étranger ...	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	296,3	367,8	421,9	486,0	561,3	592,7	598,0	598,8	621,2	640,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,3	5,7	5,6	6,9	6,3	6,6	6,8	7,1	6,9	8,2
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,5	1,9
c) sur les banques de dépôts	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,7	99,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à moins d'un an	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	17,8	9,4	11,4	10,0	25,3	22,6	p 11,5	p 8,3	p 11,1	p 10,3
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	103,3	137,2	173,4	170,0	177,7	185,6	p 190,7	p 188,0	p 200,0	p 208,8
— autres	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	29,7	32,6	32,1	31,1	29,7	29,7	p 33,6	p 32,6	p 32,6	p 32,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à moins d'un an	—	—	0,3	0,6	1,9	0,4	1,1	2,1	2,6	3,6	4,0	p 4,4	p 5,9	p 6,5	p 4,4
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	12,6	15,5	22,7	24,7	28,9	28,9	p 28,9	p 30,1	p 37,1	p 35,2
— autres	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	5,3	5,7	p 6,5	p 6,3	p 6,0	p 8,3
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	8,6	9,1	7,3	5,9	9,3	9,5	8,6	7,9	10,1	17,2
b) effets commerciaux	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	93,7	106,3	113,4	116,5	126,0	126,4	118,8	117,0	119,7	123,9
c) avances	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	141,6	174,3	212,9	222,8	224,3	232,8	244,9	255,6	258,1	279,7
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	p 4,2	p 4,1	p 5,1	p 3,4
e) autres créances à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	8,9	11,5	10,6	12,1	11,9	11,8	p 11,6	p 14,4	p 15,9	p 16,4
— autres	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	7,1	12,0	12,3	12,6	13,1	14,3	p 15,0	p 16,8	p 17,3	p 17,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	4,4	5,6	5,9	9,1	5,8	5,1	13,8	10,8	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à moins d'un an	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	3,2	2,8	3,7	2,3	3,1	2,7	p 4,2	p 3,5	p 4,9	p 6,5
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur ² ...	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	31,8	31,6	31,6	31,2	31,9	32,3	p 34,1	p 37,3	p 41,8	p 41,5
— autres	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	8,5	8,5	p 8,5	p 8,9	p 8,9	p 10,2
1). Autres	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	86,8	90,6	98,1	103,4	105,7	121,6	p 115,8	p 136,3	p 134,0	p 141,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

² A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	78,3	89,8	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0
b) en francs belges ¹	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	115,6	118,6	141,2	156,0	164,2	169,6	167,2	163,7
Total des engagements envers l'étranger	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	500,3	552,9	631,9	670,1	687,4	695,5	718,5	730,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	...	2,2
b) envers les organismes publics .....	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,6	2,8	0,9	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,8	99,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	223,2	227,1	244,5	255,2	254,9	254,5	267,1	287,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	137,0	145,2	144,4	159,0	156,7	166,9	163,4	179,9
TOTAL DU PASSIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	
— Prêts ¹	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	29,9	
3. Obligations	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	22,9	28,3	24,9	28,0	28,9	31,6	27,1	29,4	26,5	20,2	
5. a) Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6	
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,6	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	270,3	349,4	418,4	467,3	522,5	543,3	570,1	578,1	620,0	642,9	
b) en francs belges	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	
Total des créances sur l'étranger ...	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	467,8	564,1	657,6	708,6	769,3	796,8	820,5	831,4	866,3	885,2	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	
b) sur les organismes publics	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	8,8	7,0	5,5	1,8	3,9	5,1	4,3	5,2	7,1	2,3	
c) sur les banques de dépôts	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	47,0	61,3	79,9	95,5	111,3	114,0	104,8	107,6	104,8	101,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	87,5	84,5	76,4	78,8	112,8	106,1	p 74,4	p 78,5	p 84,3	p102,8	(7)
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	112,3	146,8	183,8	180,3	188,2	196,6	p 201,9	p 199,0	p 211,5	p220,2	(7)
— autres	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	63,7	66,6	66,0	71,3	69,9	69,9	p 73,8	p 70,9	p 70,9	p 70,9	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	16,4	24,3	27,0	29,3	23,7	28,0	p 29,1	p 42,5	p 36,9	p 39,6	(8)
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	13,3	16,6	23,8	25,8	30,0	30,0	p 30,0	p 31,2	p 38,2	p 36,3	(8)
— autres	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	6,0	6,6	p 6,5	p 6,3	p 6,0	p 8,3	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	13,1	15,5	12,5	13,8	16,9	15,5	13,8	13,8	12,2	17,3	(9)
b) effets commerciaux	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	100,8	117,3	125,1	134,5	141,0	138,4	132,4	134,3	129,0	129,0	(9)
c) avances	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	141,9	174,5	212,9	223,1	224,3	232,8	245,0	256,1	258,1	279,7	(9)
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	p 4,2	p 4,1	p 5,1	p 3,4	(14)
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	9,4	12,4	11,5	13,0	12,8	12,7	p 12,5	p 15,3	p 16,8	p 17,3	(14)
— autres	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	7,4	12,0	14,8	14,3	14,5	17,8	p 20,7	p 17,4	p 18,8	p 19,9	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an ³	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	4,4	11,0	5,9	9,6	10,7	22,6	17,5	10,8	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à moins d'un an	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	3,5	3,4	3,7	2,3	3,9	4,6	p 4,7	p 3,5	p 5,6	p 7,6	(12)
b) à un an et plus :																
— oblig. accessibles à tout placeur ⁵	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	32,1	31,9	31,9	31,5	32,2	32,6	p 34,4	p 37,6	p 42,1	p 41,8	(12)
— autres	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	4,7	5,3	8,6	8,6	9,4	9,4	p 10,8	p 9,6	p 9,6	p 10,9	(12)
D. Autres	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	136,9 ⁴	125,6	151,8	151,6	148,8	160,8	p 157,1	p 173,6	p 173,7	p184,8	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6⁴	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	

Colonne du tableau XIII « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁴ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

⁵ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

	81-12-66	81-12-67	81-12-68	81-12-69	81-12-70	81-12-71	81-12-72	80-9-73	81-12-73	81-9-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	
b) en francs belges ¹	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	118,6	121,1	143,3	158,1	167,2	172,6	169,9	165,9	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	507,7	556,6	637,6	672,6	690,8	693,9	721,6	733,0	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	1,2	0,2	...	2,2	
b) envers les organismes publics	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	0,1	1,0	3,4	3,2	1,0	1,2	1,1	0,4	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	85,3	94,8	108,8	114,2	107,1	112,3	111,3	101,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	233,5	240,6	235,2	252,9	246,0	258,4	257,8	283,8	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	284,0	293,1	309,0	324,3	320,8	321,7	337,7	365,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	(2)
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	0,2	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	3,1	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	(12)
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,9	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	(12)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	(14)
D. Autres	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	200,7	199,5	191,6	204,5	200,7	211,1	207,5	227,7	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁶	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

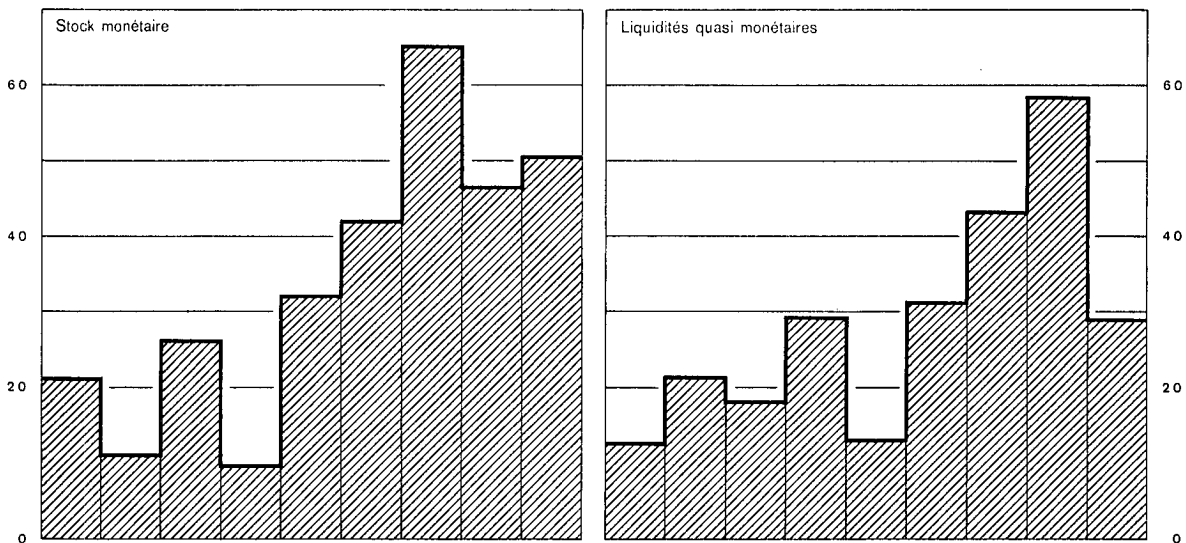
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

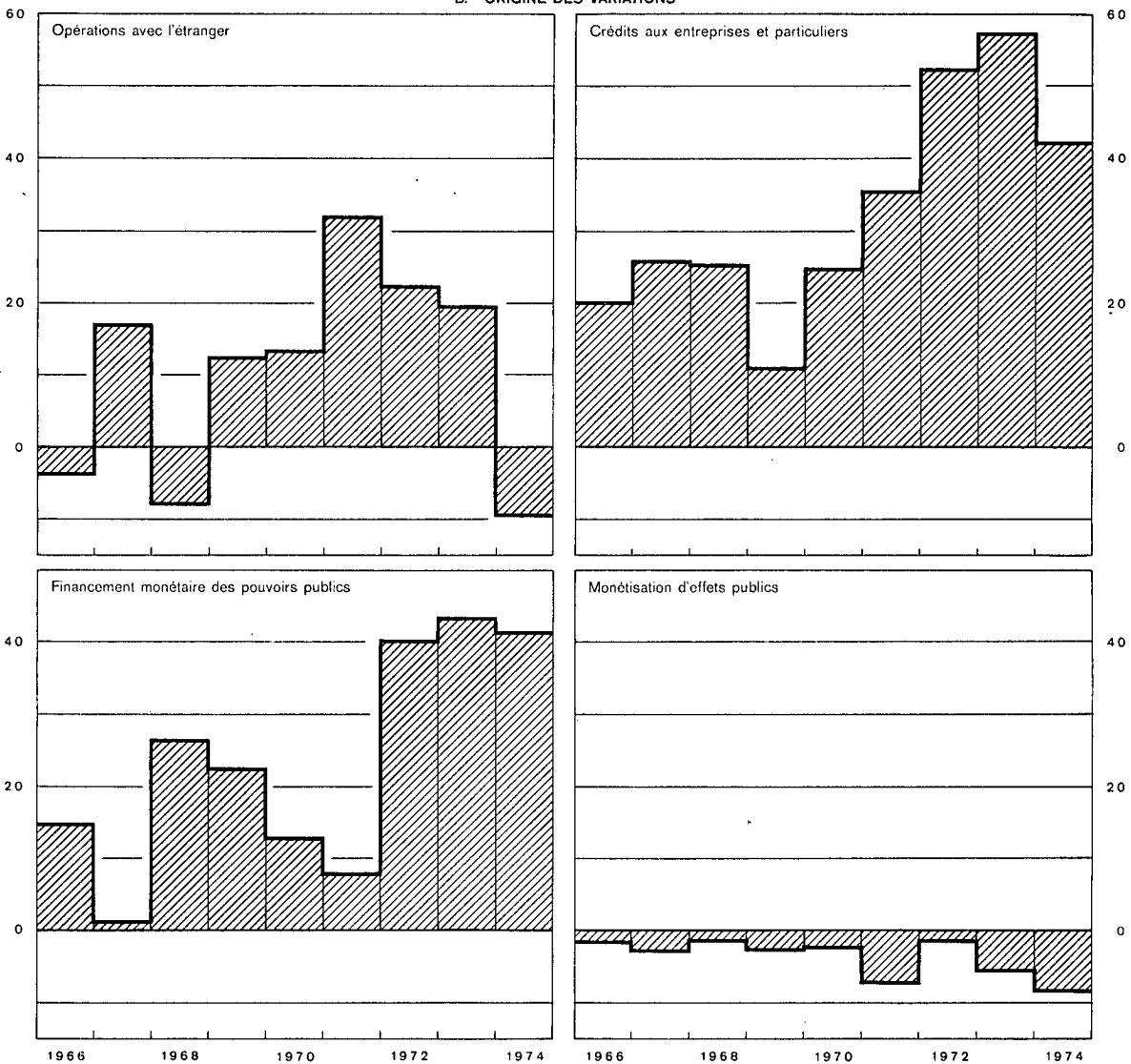
Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise.

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	+ 22,6	+ 52,6	+ 0,7	- 0,9	+ 23,6	+ 11,7	- 1,7	+ 0,3	- 3,9	- 5,3	+ 4,0 ⁵
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 ⁶	+ 57,6	- 1,0	+ 6,5	+ 23,6 ⁷	+ 14,9	- 4,0	- 1,7	- 7,6	- 6,0	- 1,9 ⁸
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	p- 6,4 ⁹	+ 42,3	- 5,9	- 10,4	+ 21,2	+ 20,3	- 6,3	- 1,1	+ 16,2	- 6,9	+ 16,7 ¹⁰
1973 2 ^e trimestre	+ 37,9	+ 13,8	+ 51,7	+ 2,0	+ 15,8	+ 2,0	+ 2,0	+ 26,5	+ 8,8	+ 0,5	- 2,7	+ 2,3	- 1,6	- 3,9
3 ^e trimestre	- 23,1	+ 17,7	- 5,4	+ 2,3	+ 16,1	- 1,4	+ 0,5	- 26,4	+ 2,5	- 1,4	+ 2,1	- 2,0	- 1,9	+ 4,2
4 ^e trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 31,1	+ 11,5 ⁶	+ 19,1	+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8 ⁷	+ 5,0	- 3,4	- 4,7	- 4,8	- 1,7	- 2,0 ⁸
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	- 13,6 ⁹	+ 13,1	- 3,1	- 2,3	+ 40,2	...	- 1,5	+ 0,8	+ 4,6	- 1,8	+ 4,0 ¹⁰
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,4	+ 24,0	- 7,7	+ 6,4	+ 0,3	- 1,9	+ 12,1	+ 4,7	- 3,3	+ 3,9	+ 7,8	- 2,0	+ 3,7
3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,3	- 1,0	+ 6,6
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 20,0	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 14,8	- 1,9	- 8,0	- 0,5	- 2,1	+ 2,4
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	p+ 17,0	+ 3,3	- 2,8	- 8,2	p+ 18,9	p+ 0,9	p- 1,4	- 5,0	p+ 12,4	- 2,1	p+ 0,4
2 ^e trimestre	+ 54,6	+ 1,9	+ 56,5	p+ 7,9	+ 16,1	- 1,0	+ 9,7	p+ 24,7	p+ 3,1	p- 0,6	- 2,9	p+ 1,7	- 2,5	p+ 0,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes.

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

6 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la

Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

7 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

8 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 6 et 7 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

9 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

10 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (9) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴)	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Mars	8,4	219,4	222,4	39,4	0,5	58,5	223,5	282,5	321,9	544,3	40,9
Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Septembre	8,9	230,3	233,5	41,6	0,4	57,0	226,7	284,1	325,7	559,2	41,8
Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Mars	8,8	232,8	235,2	51,7	0,6	60,0	248,4	309,0	360,7	595,9	39,5
Juin	9,0	250,6	252,9	44,1	0,5	64,0	259,8	324,3	368,4	621,3	40,7
Août	9,2	246,4	249,7	39,9	0,4	56,8	252,2	309,4	349,3	599,0	41,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	45,6	0,4	60,8	259,7	320,9	366,5	612,5	40,2
Octobre	9,2	243,1	246,1	41,7	0,2	64,1	248,7	313,0	354,7	600,8	41,0
Novembre	9,3	246,1	249,1	46,2	0,2	62,0	250,5	312,7	358,9	608,0	41,0
Décembre	9,5	256,1	258,4	47,6	0,3	61,5	259,9	321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Janvier	9,5	248,7	251,5	42,8	0,4	73,7	251,5	325,6	368,4	619,9	40,6
Février	9,4	251,6	254,7	47,5	0,5	64,5	250,7	315,7	363,2	617,9	41,2
Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Avril	9,6	261,6	264,0	47,7	0,4	79,4	273,9	353,7	401,4	665,4	39,7
Mai	9,7	271,0	273,8	47,2	0,3	70,2	281,3	351,8	399,0	672,8	40,7
Juin	9,8	282,3	283,8	51,3	0,6	70,2	294,2	365,0	416,3	700,1	40,5
Juillet	9,8	275,3	278,2	47,1	0,4	71,3	286,1	357,8	404,9	683,1	40,7
Août	9,9	274,1	277,7	44,4	0,5	68,1	288,6	357,2	401,6	679,3	40,9

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5 — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1973 2 ^e trimestre ..	220,0	-70,4	149,6	+ 8,5	- 5,0	+ 3,5	- 0,5	...	+ 2,0	+ 2,0	- 4,4	- 0,9
3 ^e trimestre ..	226,2	-76,3	149,9	+ 6,2	- 5,9	+ 0,3	- 0,6	...	- 1,4	+ 2,3	+ 8,9	+ 9,2
4 ^e trimestre ..	219,1	-67,2	151,9	+ 3,5 ¹⁰	+ 9,2	+12,7	- 1,3	...	+ 2,5	+11,5	+ 7,6	+20,3
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	-70,7	131,8	-16,4	- 1,6	-18,0	- 1,3	...	- 3,1	-13,6	+25,0	+ 7,0
2 ^e trimestre ..	201,7	-77,5	124,2	- 0,9	- 7,0	- 7,9	- 0,5	...	+ 0,3	- 7,7	+14,2	+ 6,3
3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,5	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	p-95,9	p144,6	+10,1	p+ 3,0	p+13,1	p- 1,1	p ...	- 2,8	p+17,0	p+ 4,8	p+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	p-89,6	p153,1	+ 1,0	p+ 5,3	p+ 6,3	p- 0,6	p ...	- 1,0	p+ 7,9	p- 7,7	p- 1,4

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B. résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

¹⁰ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (8) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	- Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	40,7	43,1	2,3	86,1	316,2
1971	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	44,6	57,7	3,2	105,5	370,4
1972	33,9	20,0	34,4	27,2	201,7	317,2	52,1	60,4	2,6	115,1	432,3
1973 Mars ⁵	35,9	21,0	35,4 37,1 ⁷	22,7	209,2 207,5 ⁷	324,2	50,3	57,5	3,7	111,5	435,7
Juin ⁵	38,8	23,3	37,3	21,4	220,3	341,1	51,7	59,9	1,3	112,9	454,0
Septembre ⁵	39,9	25,1	42,5	21,4	228,7	357,6	54,1	69,5	0,9	124,5	482,1
Décembre	43,0	26,6	41,6	22,1	241,4	374,7	57,0	75,9	2,0	134,9	509,6
1974 Mars ⁵	45,5	28,6	41,7	25,7	247,3	388,8	62,6	77,9	2,0	142,5	531,3
Juin ⁵	45,8	31,1	42,6	21,7	255,1	396,3	65,7	86,6	0,4	152,7	549,0
Septembre	46,4	32,1	47,3	21,6	252,2	399,6	62,4	99,2	2,7	164,3	563,9
Décembre	47,7	34,9	45,2	23,7	267,0	418,5	70,9	98,8	1,7	171,4	589,9
1975 Mars ⁵	49,3	36,6	43,3	23,1	269,7	422,0	72,6	112,2	0,9	185,7	607,7
Juin	50,0	41,0	43,4	24,0	281,1	439,5	70,3	121,4	2,4	194,1	633,6

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1960 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (jusqu'à 1968) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (jusqu'à 1968) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série.

⁷ Nouvelle série après rectification apportée par une banque importante. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XI.IIe année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	...
1966 ^s	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ^s	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972	23,0	119,8	174,4	317,2	13,9	13,7	27,6	9,1	106,1	174,4	289,6	0,1
1973 Mars ^s	18,9	120,4	184,9	324,2	8,2	9,9	18,1	10,7	110,5	184,9	306,1	...
Juin ^s	17,7	123,4	200,0	341,1	6,8	12,5	19,3	10,9	110,9	200,0	321,8	...
Septembre ^s	18,3	126,4	212,9	357,6	11,0	13,2	24,2	7,3	113,2	212,9	333,4	0,1
Décembre	19,0	133,0	222,7	374,7	13,1	16,6	29,7	5,9	116,4	222,7	345,0	0,1
1974 Mars ^s	21,2	143,2	224,4	388,8	12,0	17,2	29,2	9,2	126,0	224,4	359,6	...
Juin ^s	19,4	144,1	232,8	396,3	10,0	17,8	27,8	9,4	126,3	232,8	368,5	0,1
Septembre	18,1	136,6	244,9	399,6	9,5	18,1	27,6	8,6	118,5	244,9	372,0	0,2
Décembre	19,6	143,3	255,6	418,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,7	255,6	380,2	0,3
1975 Mars ^s	19,8	144,1	258,1	422,0	9,7	24,5	34,2	10,1	119,6	258,1	387,8	0,1
Juin	22,4	137,4	279,7	439,5	6,0	13,6	19,6	16,4	123,8	279,7	419,9	...

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ^s	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ^s	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	...
1973 Mars ^s	22,2	31,0	58,3	111,5	9,4	12,0	21,4	12,8	19,0	58,3	90,1	...
Juin ^s	23,2	30,7	59,0	112,9	10,8	12,2	23,0	12,4	18,5	59,0	89,9	...
Septembre ^s	25,2	29,9	69,4	124,5	14,3	13,2	27,5	10,9	16,7	69,4	97,0	...
Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	...
1974 Mars ^s	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	...
Juin ^s	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	...
Septembre	28,4	34,6	101,3	164,3	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	101,3	137,1	...
Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	101,4	142,1	...
1975 Mars ^s	34,5	36,2	115,0	185,7	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	115,0	159,6	...
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	125,8	172,6	...

C. Total

1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ^s	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ^s	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972	48,3	148,6	235,4	432,3	27,4	26,8	54,2	20,9	121,8	235,4	378,1	0,1
1973 Mars ^s	41,1	151,4	243,2	435,7	17,6	21,9	39,5	23,5	129,5	243,2	396,2	...
Juin ^s	40,9	154,1	259,0	454,0	17,6	24,7	42,3	23,3	129,4	259,0	411,7	...
Septembre ^s	43,5	156,3	282,3	482,1	25,3	26,4	51,7	18,2	129,9	282,3	430,4	0,1
Décembre	45,9	164,3	299,4	509,6	28,9	23,7	57,6	17,0	135,6	299,4	452,0	0,1
1974 Mars ^s	51,4	176,9	303,0	531,3	28,5	29,9	58,4	22,9	147,0	303,0	472,9	...
Juin ^s	50,5	178,5	320,0	549,0	26,8	32,2	59,0	23,7	146,3	320,0	490,0	0,1
Septembre	46,5	171,2	346,2	563,9	23,0	31,8	54,8	23,5	139,4	346,2	509,1	0,2
Décembre	52,2	180,7	357,0	589,9	27,0	40,6	67,6	25,2	140,1	357,0	522,3	0,3
1975 Mars ^s	54,3	180,3	373,1	607,7	23,8	36,5	60,3	30,5	143,8	373,1	547,4	0,1
Juin	53,9	174,2	405,5	633,6	16,8	24,3	41,1	37,1	149,9	405,5	592,5	...

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.
² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédite directe)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (9)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,8
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	2,2	2,4	4,6	2,2	5,5	...	7,7
Juin ¹	2,0	...	2,0	3,8	4,3	8,1	3,8	6,3	...	10,1
Septembre ¹	1,5	...	1,5	4,6	5,7	10,3	4,6	7,2	...	11,8
Décembre	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2
Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7
Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2
1975 Mars ¹	2,8	...	2,8	1,6	0,5	2,1	1,6	3,3	...	4,9
Juin	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5

B. Crédits à l'étranger

1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5
1973 Mars ¹	...	...	...	3,7	1,5	5,2	3,7	1,5	...	5,2
Juin ¹	...	...	...	6,8	4,0	10,8	6,8	4,0	...	10,8
Septembre ¹	...	...	...	8,1	2,9	11,0	8,1	2,9	...	11,0
Décembre	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9
1974 Mars ¹	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2
Juin ¹	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4
Septembre	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2
Décembre	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0
1975 Mars ¹	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6
Juin	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7

C. Total

1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	5,9	3,9	9,8	5,9	7,0	...	12,9
Juin ¹	2,0	...	2,0	10,6	8,3	18,9	10,6	10,3	...	20,9
Septembre ¹	1,5	...	1,5	12,7	8,6	21,3	12,7	10,1	...	22,8
Décembre	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0
Juin ¹	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6
Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9
Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2
1975 Mars ¹	2,8	...	2,8	5,8	0,9	6,7	5,8	3,7	...	9,5
Juin	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	...
1966	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972	23,0	123,1	174,5	320,6	7,4	6,6	14,0	15,6	116,5	174,5	306,6	0,8
1973 Mars	18,9	123,5	184,9	327,3	5,0	6,1	11,1	13,9	117,4	184,9	316,2	...
1973 Juin	17,7	125,4	200,0	343,1	3,0	6,1	9,1	14,7	119,3	200,0	334,0	...
1973 Septembre	18,3	127,9	212,9	359,1	5,8	3,8	9,6	12,5	124,1	212,9	349,5	1,0
1973 Décembre	19,0	136,2	223,1	378,3	5,2	2,2	7,4	13,8	134,0	223,1	370,9	0,6
1974 Mars	21,2	145,8	224,4	391,4	4,3	5,0	9,3	16,9	140,8	224,4	382,1	0,1
1974 Juin	19,4	145,5	232,8	397,7	3,9	7,6	11,5	15,5	137,9	232,8	386,2	0,5
1974 Septembre	18,1	137,6	245,0	400,7	4,3	6,7	11,0	13,8	130,9	245,0	389,7	1,5
1974 Décembre	19,6	145,8	256,1	421,5	5,8	13,2	19,0	13,8	132,6	256,1	402,5	1,7
1975 Mars	19,8	146,9	258,1	424,8	7,6	18,2	25,8	12,2	128,7	258,1	399,0	0,3
1975 Juin	22,4	138,8	279,7	440,9	5,9	9,9	15,8	16,5	128,9	279,7	425,1	...

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	...
1973 Mars	22,2	31,0	58,3	111,5	4,7	9,4	14,1	17,5	21,6	58,3	97,4	...
1973 Juin	23,2	30,7	59,0	112,9	4,0	8,2	12,2	19,2	22,5	59,0	100,7	...
1973 Septembre	25,2	29,9	69,4	124,5	4,5	9,0	13,5	20,7	20,9	69,4	111,0	...
1973 Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	...
1974 Mars	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	...
1974 Juin	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	...
1974 Septembre	28,4	34,6	101,3	164,3	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	101,3	149,5	...
1974 Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	101,4	154,5	...
1975 Mars	34,5	36,2	115,0	185,7	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	115,0	166,0	...
1975 Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	125,8	173,4	...

C. Total

1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972	48,3	151,9	235,5	435,7	9,3	14,8	24,1	39,0	137,1	235,5	411,6	0,8
1973 Mars	41,1	154,5	243,2	438,8	9,7	15,5	25,2	31,4	139,0	243,2	413,6	...
1973 Juin	40,9	156,1	259,0	456,0	7,0	14,3	21,3	33,9	141,8	259,0	434,7	...
1973 Septembre	43,5	157,8	282,3	483,6	10,3	12,8	23,1	33,2	145,0	282,3	460,5	1,0
1973 Décembre	45,9	167,5	299,8	513,2	8,3	10,1	18,4	37,6	157,4	299,8	494,8	0,6
1974 Mars	51,4	179,6	303,0	534,0	9,2	14,2	23,4	42,2	165,4	303,0	510,6	0,1
1974 Juin	50,5	179,9	320,0	550,4	7,9	17,4	25,3	42,6	162,5	320,0	525,1	0,5
1974 Septembre	46,5	172,2	346,3	565,0	8,4	17,4	25,8	38,1	154,8	346,3	539,2	1,5
1974 Décembre	52,2	183,2	357,5	592,9	11,3	24,6	35,9	40,9	158,6	357,5	557,0	1,7
1975 Mars	54,3	183,1	373,1	610,5	16,3	29,2	45,5	38,0	153,9	373,1	565,0	0,3
1975 Juin	53,9	175,6	405,5	635,0	16,2	20,3	36,5	37,7	155,3	405,5	598,5	...

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la B.N.B. [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation				7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9
Prêts .....				...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....				...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1
Monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6
Monnaies étrangères et or à recevoir	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des paiements	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	15,2	14,7	10,3	—	—	—	—	—	—
Prêts ²	3,4	1,9	5,0	—	—	—	—	—	—
Autres accords .....	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	3,5	...
Débiteurs pour change et or, à terme	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5
Effets de commerce	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2
Avances sur nantisements	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6
Effets publics :									
Effets publics belges	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1
Effets publics luxembourgeois	—	—	0,2	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4
Fonds publics	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8
Immeubles, matériel et mobilier	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8
<i>Compte d'ordre :</i>	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8
PASSIF									
Billets en circulation	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1
Comptes courants :									
Trésor public									
compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liquidation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6
Autres accords	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7		
<i>Total des engagements à vue</i> ...	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0
Monnaies étrangères et or à livrer	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8
<i>Compte d'ordre :</i>	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1969. Convention du 1-2-1969).

³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1974 8 juillet	1975 7 juillet	1974 5 août	1975 4 août	1974 9 septembre	1975 8 septembre	1974 7 octobre	1975 6 octobre
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,5	25,6	25,9	26,6	24,6	26,4	24,9	26,4
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	26,7	29,9	26,9	29,9	27,1	30,0	27,9	30,0
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	121,0	127,3	124,6	128,3	123,5	128,2	124,6	128,2
Monnaies étrangères	66,9	107,2	71,4	107,9	75,3	110,0	83,3	106,4
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux :								
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,5	3,0	3,4	...	8,2	...	4,1	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	6,5	—	6,5	—	6,5	—	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	17,9	13,0	15,8	13,0	13,5	13,0	13,4	13,0
Effets de commerce	31,2	4,0	32,2	9,7	27,1	3,8	28,2	17,5
Avances sur nantissement	19,3	...	8,7	...	3,3	...	2,3	2,3
Effets publics :								
Effets publics belges	15,8	20,4	...	5,9	4,4	10,1	3,6	...
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3
Immeubles, matériel, et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0
Divers	3,1	2,6	3,4	3,1	3,4	3,3	3,4	3,3
Compte d'ordre :	328,2	336,3	312,0	326,7	311,3	327,2	315,6	331,9
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	2,5	8,9	2,0	8,5	1,5	8,0	3,1	7,4
PASSIF								
Billets en circulation	255,2	286,4	246,3	277,0	246,3	275,8	246,6	280,1
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1
{ taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,4	0,7
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,6	1,3	1,9	1,4	1,4	1,6	1,4	1,1
Accords internationaux	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	1,9	2,1	2,3
<i>Total des engagements à vue</i> ...	258,5	289,9	250,1	280,6	250,0	280,0	250,5	284,3
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire :								
Belgique	25,6	...	18,6	...	19,4	...	22,2	...
Grand-Duché de Luxembourg	0,3	...	0,3	...	0,3	...	0,3	...
Monnaies étrangères et or à livrer	15,5	10,6	13,5	10,6	11,1	10,6	11,0	10,6
Caisse de Pensions du Personnel	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0
Divers	8,3	14,3	9,5	14,1	10,5	15,1	11,6	15,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,4	4,9	4,4	4,8	4,4	4,9	4,4	4,9
Compte d'ordre :	328,2	336,3	312,0	326,7	311,3	327,2	315,6	331,9
Ministres de l'Education nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	2,5	8,9	2,0	8,5	1,5	8,0	3,1	7,4

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoir des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)					
				(milliards de francs)					
1967	1.004	60,6	41,8	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1973 3 ^e trimestre	1.088	102,9	58,6	192,8	317,3	196,4	317,3	1.023,9	94
4 ^e trimestre	1.092	100,8	58,1	201,9	327,6	195,8	327,6	1.052,9	95
1974 1 ^{er} trimestre	1.095	129,7	64,0	206,8	381,1	207,4	381,1	1.176,4	95
2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
3 ^e trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.107	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
1974 Septembre	1.099	102,7	55,4	205,1	375,7	190,0	375,7	1.146,5	96
Octobre	1.100	126,0	60,5	236,0	425,4	239,7	425,4	1.326,6	95
Novembre	1.101	110,9	60,8	207,5	370,3	209,5	370,3	1.157,6	95
Décembre	1.101	127,0	63,0	243,5	401,2	210,9	401,2	1.256,7	95
1975 Janvier	1.101	150,3	61,5	248,5	463,8	229,2	463,8	1.405,3	95
Février	1.102	151,4	61,9	236,8	467,7	270,0	467,7	1.442,2	96
Mars	1.102	127,0	64,3	223,6	427,5	228,8	427,5	1.307,4	94
Avril	1.102	138,4	65,4	270,4	482,6	259,6	482,6	1.495,2	95
Mai	1.102	132,7	71,8	261,3	459,3	265,9	459,3	1.445,9	95
Juin	1.102	136,2	66,9	252,2	424,3	253,4	424,3	1.354,2	93
Juillet	1.104	146,7	66,6	263,3	456,7	264,8	456,7	1.441,4	95
Août	1.106	125,5	66,8	207,1	385,8	214,5	385,8	1.193,3	95
Septembre	1.111	125,9	66,2	230,1	415,1	225,4	415,1	1.285,8	95

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.
² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-8).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 juillet	1975 31 juillet	1974 31 août	1975 31 août
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	11,8	18,4	31,3	25,5	21,3	9,3	22,2	8,3
Prêts au jour le jour	9,9	14,4	11,4	26,9	22,6	21,1	17,9	14,5
Banquiers	163,8	245,2	341,4	338,3	369,2	384,0	367,2	382,0
Maison-mère, succursales et filiales	55,5	48,4	71,8	143,4	116,5	143,3	119,6	137,0
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	27,1	21,9	23,4	26,7	24,8	25,4	23,9	25,0
Portefeuille-effets	147,4	149,4	158,9	183,1	171,8	190,3	185,2	215,3
a) Effets publics	25,2	16,7	21,0	32,0	24,1	28,9	36,1	44,1
b) Effets commerciaux *	122,2	132,7	137,9	151,1	147,7	161,4	149,1	171,2
Reports et avances sur titres	1,9	2,7	2,5	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4
Débiteurs par acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	49,2	56,9	47,1	58,1
Débiteurs divers	198,0	232,7	296,8	355,7	333,1	419,0	334,7	422,9
Valeurs mobilières	224,4	280,0	343,8	386,0	378,3	412,3	376,7	411,1
a) Fonds publics belges	197,4	240,6	285,8	320,4	310,1	358,0	310,2	356,7
b) Autres titres d'emprunt	26,7	38,9	56,9	64,8	67,3	53,2	65,6	53,4
c) Actions et parts de sociétés	0,1	0,3	0,9	0,6	0,7	0,9	0,7	0,8
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Participations	8,4	9,1	11,0	12,6	12,0	12,4	11,8	12,5
a) Filiales	2,7	3,0	4,1	5,0	4,9	4,8	4,8	4,9
b) Autres participations	5,7	6,1	6,9	7,6	7,1	7,6	7,0	7,6
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	0,1	0,3
Immeubles	5,9	7,4	9,3	11,2	10,4	13,8	10,5	13,9
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,4	0,5	0,7	0,4	0,7	0,4	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,9	1,1	1,3	1,6	1,6	2,2	1,6	2,2
Divers	12,6	16,1	26,1	49,6	29,7	34,4	29,1	34,3
Total de l'actif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.544,1	1.728,5	1.551,1	1.741,1
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	21,3	28,8	31,9	42,9	39,5	30,9	36,8	30,5
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	—	2,3	—	3,2	1,0	2,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

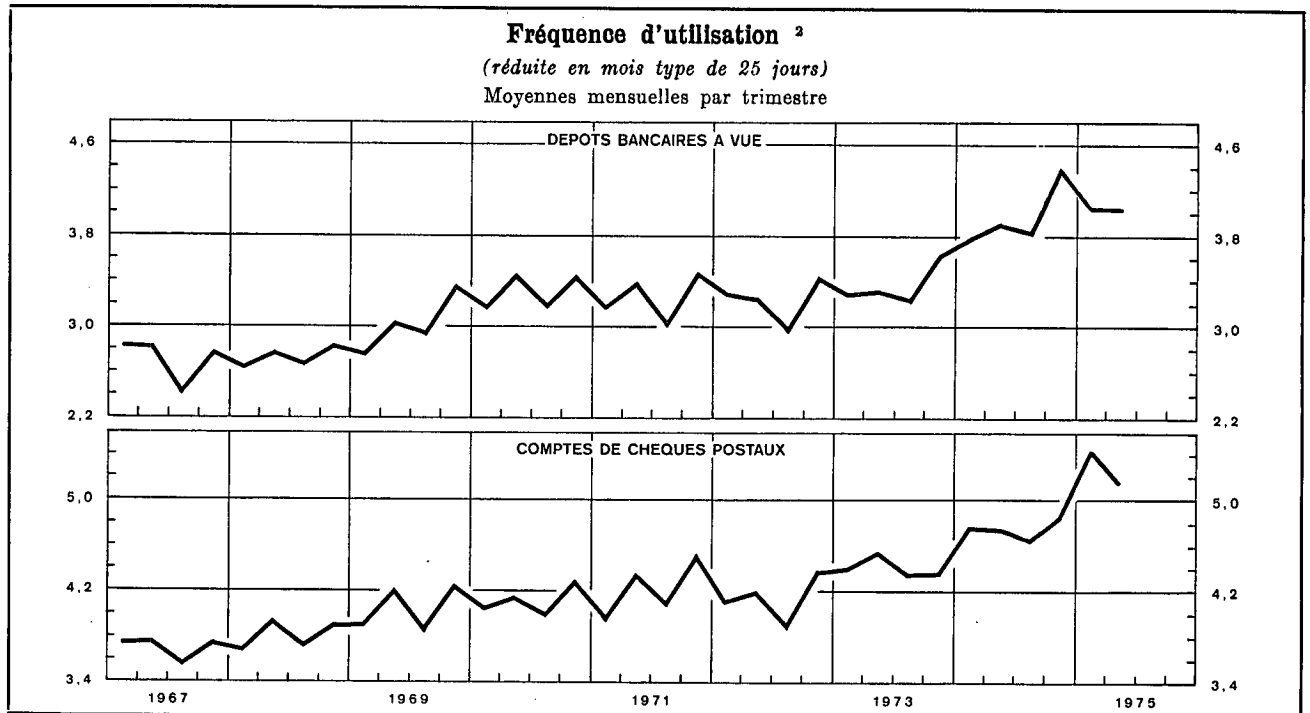
Passif

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 juillet	1975 31 juillet	1974 31 août	1975 31 août
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	2,1	3,9	2,4	2,1	1,9	2,7	1,7
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,9	1,0	1,3	1,9	1,1	1,5	1,0	1,3
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,1	2,6	0,5	1,0	0,4	1,7	0,4
Emprunts au jour le jour	13,2	20,9	22,1	43,9	25,4	30,5	31,0	34,9
a) Couverts par des sûretés réelles	2,6	2,9	4,4	8,5	2,5	3,1	3,6	7,9
b) Non couverts par des sûretés réelles	10,6	18,0	17,7	35,4	22,9	27,4	27,4	27,0
Banquiers	286,4	371,9	511,0	599,5	595,8	632,6	591,5	636,7
Maison-mère, succursales et filiales	34,1	37,4	49,5	86,7	69,0	98,4	73,2	95,4
Acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	49,2	56,9	47,1	58,1
Autres valeurs à payer à court terme ²	17,0	8,9	10,2	9,3	11,0	12,0	8,9	11,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,7	1,6	2,5	6,3	2,1	2,5	2,2	3,0
Dépôts et comptes courants	422,7	501,9	605,1	665,8	647,6	729,5	653,5	738,5
a) A vue	164,0	193,5	208,0	221,2	218,7	251,8	214,7	251,7
b) A un mois au plus	36,8	36,2	51,4	74,3	65,5	77,6	70,6	73,2
c) A plus d'un mois	96,9	105,2	151,1	169,0	167,5	166,7	171,1	170,6
d) A plus d'un an	15,0	19,1	17,5	13,9	15,9	15,6	15,7	15,8
e) A plus de deux ans	11,2	13,1	17,3	14,9	16,9	16,2	16,9	16,4
f) Carnets de dépôts	96,6	132,4	157,6	170,5	161,1	199,4	162,4	203,5
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,2	2,4	2,2	2,0	2,0	2,2	2,1	2,3
Obligations et bons de caisse	28,4	33,9	40,2	47,2	44,9	52,4	45,2	52,7
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,4	1,4	1,7	1,8	1,6	1,8	1,6
Divers	23,3	26,5	37,8	49,9	45,0	55,6	43,8	52,2
Total de l'exigible ...	875,2	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.493,9	1.673,9	1.500,9	1.686,5
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	3,7	3,6	3,3	3,6	3,7	6,7	3,7	6,7
<i>Non exigible :</i>								
Capital	21,7	22,8	25,4	27,2	26,5	27,0	26,5	27,0
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,1	4,2	5,6	5,7	5,6	5,5	5,6	5,5
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Réserve disponible	8,4	9,7	11,1	12,2	12,3	13,1	12,3	13,1
Provisions	0,7	0,6	0,6	1,6	0,6	0,8	0,6	0,8
Total du non exigible ...	36,1	38,6	44,1	48,2	46,5	47,9	46,5	47,9
Total du passif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.544,1	1.728,5	1.551,1	1.741,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduite en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		réduite en mois type de 25 jours
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³		avoirs à l'O.C.P. ^{4}
(milliards de francs)						
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1973 2 ^e trimestre	528,7	308,9	837,6	3,28	3,33	4,54
3 ^e trimestre	515,7	282,5	798,2	3,30	3,26	4,35
4 ^e trimestre	562,7	290,5	853,2	3,68	3,64	4,36
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
3 ^e trimestre	636,7	339,9	976,6	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	e 5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	e 5,15
1974 Août	566,3	326,4	892,7	3,65	3,51	e 4,50
Septembre	642,8	347,0	989,8	3,90	3,90	e 5,00
Octobre	693,0	355,7	1.048,6	4,64	4,29	e 4,74
Novembre	654,6	356,2	1.010,8	4,03	4,20	e 4,85
Décembre	776,4	383,7	1.160,1	4,68	4,68	e 5,03
1975 Janvier	709,4	366,0	1.075,4	4,43	4,26	e 4,91
Février	662,9	483,2	1.146,1	3,88	4,05	6,43
Mars	649,5	398,0	1.047,5	3,82	3,82	5,00
Avril	759,6	423,3	1.182,9	4,40	4,23	5,23
Mai	722,8	461,8	1.184,6	3,85	4,01	5,33
Juin	732,0	407,5	1.139,5	3,86	3,86	4,90
Juillet	708,7	389,2	1.097,9	3,83	3,68	4,69
Août	605,6	353,5	959,1	3,21	3,21	4,36

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1960, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XIe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Mars	15,7	8,7	...	...	0,9	21,6	...	...
Juin	13,8	9,1	...	...	2,5	17,0	1,9	2,5
Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Janvier	15,9	9,1	...	...	...	11,5	4,1	4,9
Février	16,1	9,1	...	...	...	12,0	5,2	3,7
Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Avril	16,2	9,1	...	...	...	12,1	0,2	8,4
Mai	15,9	9,1	14,3	...	...	9,5	7,3	17,9
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Juillet	14,7	7,2	...	...	...	7,0	1,2	9,5
Août	15,1	9,1	...	...	...	11,7	1,2	6,6
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Octobre	13,0	4,2	...	...	9,4	22,3	...	...
Novembre	12,5	0,2	...	...	13,3	21,4	...	...
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

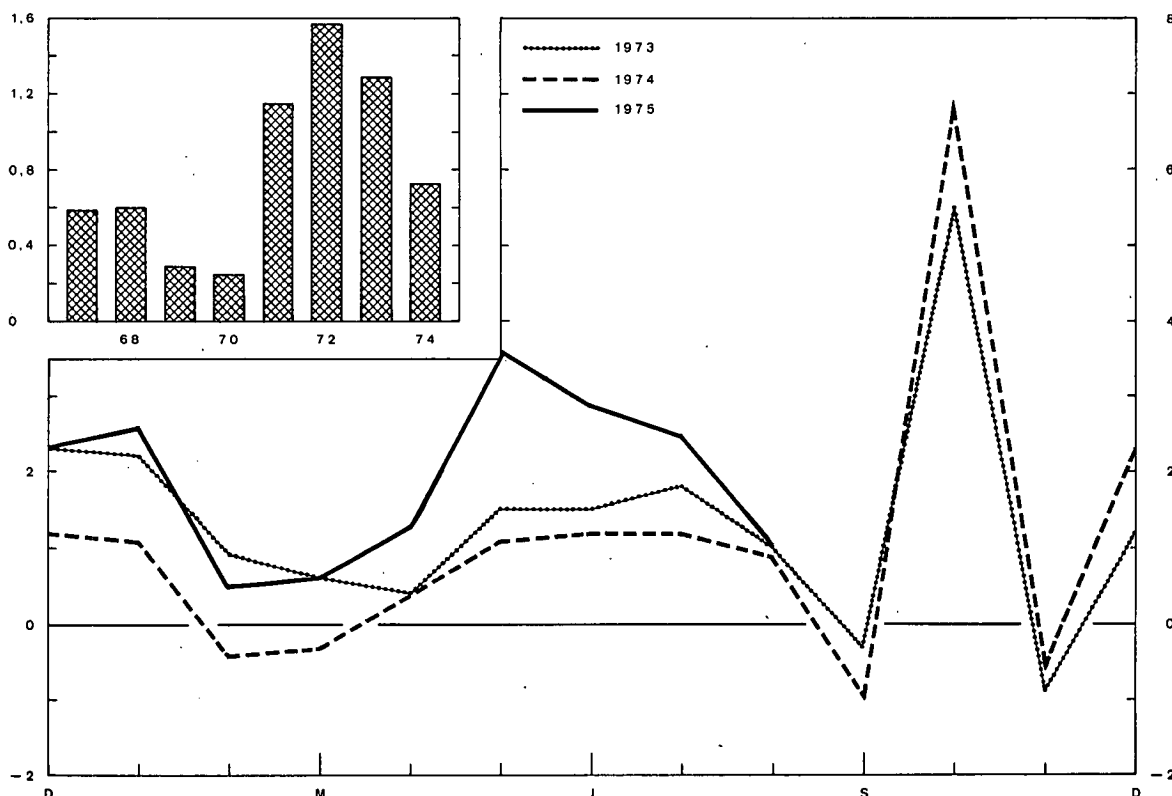
Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements

(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts 1				Bons d'épargne 2	Total
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (8) = (1) - (2)	Solde 4	Montant en circulation	
(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—	131,1
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1973 2 ^e trimestre	38,0	34,6	3,4	210,0	16,7	226,7
3 ^e trimestre	35,5	33,0	2,5	212,5	18,1	230,6
4 ^e trimestre	43,9	38,1	5,8	225,4	20,1	245,5
1974 1 ^{er} trimestre	43,0	42,6	0,4	225,8	23,1	248,9
2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	223,5	24,9	253,4
3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,1	3,7	252,3	35,2	287,7
2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
1974 Août	14,5	13,6	0,9	230,6	26,7	257,3
Septembre	14,8	15,7	- 0,9	229,7	26,2	255,9
Octobre	25,3	18,4	6,9	236,6	28,0	264,6
Novembre	15,0	15,4	- 0,4	236,2	29,0	265,2
Décembre	17,5	15,2	2,3	248,5	29,8	278,3
1975 Janvier	19,1	16,5	2,6	251,2	31,3	282,5
Février	17,2	16,7	0,5	251,7	33,1	284,8
Mars	17,5	16,9	0,6	252,3	35,2	287,7
Avril	19,1	17,8	1,3	253,6	36,4	290,0
Mai	20,0	16,4	3,6	257,2	37,0	294,2
Juin	21,5	18,6	2,9	260,1	37,8	297,9
Juillet	20,9	18,4	2,5	262,6	38,3	300,9
Août	16,3	15,2	1,0	263,6	38,8	302,4

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1974, les intérêts capitalisés s'élèvent à 10,0 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4
Avances à l'industrie	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3
Crédit agricole .....	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1
Acceptations bancaires	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5
Prêts au jour le jour	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2
Total ...	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0
Placements définitifs ² :									
Dette directe de l'Etat	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2
Crédit agricole	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9
Total ...	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9
Valeurs échues du portefeuille	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	1,8	5,1
Divers	0,9	0,3	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1
Total de l'actif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ³ :									
Particuliers	112,2	120,3	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6
Etablissements publics et autres	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0
Total ...	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6
Dépôts en comptes courants ³	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6
<i>Non exigible ²</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5
Divers	1,9	1,2	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2
Total du passif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour

dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

³ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...
Total ...	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1
Réserves mathématiques ²	12,8	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		1,0	1,0
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0
Total ...	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1

¹ Le fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements

pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Obligations de sociétés belges	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1
Total ...	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1
Fonds de réserve et de répartition	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5
Total ...	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9
2° garantis par banques et organismes financiers .	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1
3° dont le risque est à charge de l'Institution	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0
Placements divers à court terme	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0
Divers	5,3	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9
Total de l'actif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

PASSIF

Obligations	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1
Bons de caisse	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5
Divers	10,6	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3
Total du passif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 30 juin	1975 30 juin	1974 31 juillet	1975 31 juillet
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	2,0	4,3	3,0	2,7	1,5	2,2	0,8
2. Prêts au jour le jour	0,7	0,2	0,4	0,4	0,6	0,3	0,1	0,2
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	5,6	6,4	7,8	7,7	9,1	9,8	9,2	8,2
4. Créances à court terme	1,1	1,2	1,6	1,7	2,2	1,9	1,8	1,5
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,9	1,3	1,4	3,5	1,6	2,1	2,7	2,1
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	8,2	9,3	12,1	16,3	14,3	17,7	14,6	18,0
7. Portefeuille-titres et participations	63,8	82,8	93,1	103,0	97,7	123,0	98,4	128,8
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(0,4)	(1,5)	(0,8)	(2,2)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(24,2)	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(37,1)	(42,9)	(36,9)	(46,4)
2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(32,4)	(40,9)	(47,1)	(51,3)	(47,8)	(62,4)	(47,9)	(63,0)
c) Obligations de sociétés belges	(3,6)	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(8,3)	(10,7)	(8,2)	(11,6)
d) Actions de sociétés belges	(1,2)	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(1,9)	(2,8)	(2,2)	(2,8)
e) Autres titres et participations	(1,6)	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(2,2)	(2,7)	(2,4)	(2,8)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	83,5	93,6	109,8	126,4	119,4	132,2	120,6	133,1
9. Actionnaires ou sociétaires	1,1	1,4	1,6	1,9	1,6	2,2	1,6	2,2
10. Débiteurs divers	1,5	1,6	1,8	2,0	2,0	2,9	1,8	2,0
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,9)	(0,9)	(1,1)	(0,9)	(0,7)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,1)	(0,2)
autres	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,9)	(0,9)	(1,5)	(0,8)	(1,1)
11. Divers	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles	0,1	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1
2. Terrains et immeubles	2,2	2,5	3,2	3,6	3,4	3,9	3,5	3,9
3. Matériel et mobilier	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
III. Comptes transitoires ¹	2,9	4,3	5,2	6,4	2,6	5,2	2,6	5,6
Total de l'actif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	253,5	304,2	260,4	307,9

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 30 juin	1975 30 juin	1974 31 juillet	1975 31 juillet
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	89,1	113,2	136,7	155,6	142,9	168,4	143,6	171,1
Dépôts à 2 ans et plus	25,2	27,9	30,3	31,8	30,8	33,5	31,0	33,9
Obligations et bons de caisse	41,8	46,0	53,5	64,4	60,3	71,5	61,0	72,3
	156,1	187,1	220,5	251,8	234,0	273,4	235,6	277,3
II. Réserves techniques	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
III. Fonds de reconstitution	2,0	2,1	2,3	2,5	2,4	2,7	2,5	2,7
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3
auprès d'intermédiaires financiers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	...
autres emprunts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I-8 de l'actif	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
4. Autres engagements à court terme	0,4	0,5	0,6	0,5	0,2	0,3	0,2	0,3
5. Créiteurs divers	0,9	1,1	1,0	1,1	1,3	2,1	1,1	1,4
6. Provisions pour charges	0,3	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
7. Divers	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	3,5	4,1	4,1	4,1	3,9	4,7	3,7	4,2
V. Fonds propres :								
1. Capital	4,1	5,0	5,2	5,6	5,3	6,2	5,4	6,2
2. Réserve légale	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
3. Autres réserves	4,1	4,4	5,5	6,2	6,1	6,7	6,1	6,6
	8,5	9,8	11,2	12,3	11,9	13,4	12,0	13,3
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
VII. Comptes transitoires ¹	3,0	3,5	4,1	5,2	4,8	8,4	5,1	8,8
Total du passif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	258,5	304,2	260,4	307,9

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires						Total		
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)					(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)		(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1973 2 ^e trimestre	11,2	5,5	0,7	1,4	7,6	0,2	7,4	7,6	11,2	166,3	21,3	5,7	11,1	26,2	
1973 3 ^e trimestre	11,2	7,1	0,8	1,8	9,7	0,1	8,3	8,4	12,5	172,3	20,2	5,0	13,4	29,5	
1973 4 ^e trimestre	12,5	7,6	1,1	1,7	10,4	0,3	9,5	9,8	13,1	178,6	20,5	6,2	13,6	33,4	
1974 1 ^{er} trimestre	13,1	7,0	1,1	2,2	10,3	0,3	8,8	9,1	14,3	183,2	23,0	8,4	13,6	42,6	
1974 2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2	
1974 3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4	
1974 4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9	
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9	
1975 2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8	
1974 Juillet	15,4	3,1	0,6	0,8	4,5	...	4,3	4,3	15,6	191,9	21,3	6,0	20,8	19,5	
1974 Août	15,6	2,4	0,3	0,6	3,3	...	3,6	3,6	15,3	194,6	21,3	5,2	22,6	9,6	
1974 Septembre	15,3	2,6	0,5	0,7	3,8	...	3,4	3,4	15,7	197,4	20,3	6,5	20,8	8,3	
1974 Octobre	15,7	3,7	0,4	1,1	5,2	0,1	5,0	5,1	15,8	199,0	18,4	6,5	20,7	13,1	
1974 Novembre	15,8	2,5	0,4	0,8	3,7	...	3,4	3,4	16,1	202,1	18,0	7,2	19,8	9,2	
1974 Décembre	16,1	2,1	0,4	1,0	3,5	0,2	3,9	4,1	15,5	204,4	18,0	8,6	18,7	15,6	
1975 Janvier	15,5	2,2	0,4	1,1	3,7	0,1	3,3	3,4	15,8	204,3	18,3	8,5	23,0	26,1	
1975 Février	15,8	2,5	0,4	0,9	3,8	0,1	3,6	3,7	15,9	207,0	17,9	7,0	26,1	13,1	
1975 Mars	15,9	1,9	0,4	0,9	3,2	0,1	3,5	3,6	15,5	209,1	19,0	7,9	22,5	19,7	
1975 Avril	15,5	2,6	0,6	0,7	3,9	...	3,1	3,1	16,3	210,4	19,1	9,2	21,1	17,3	
1975 Mai	16,3	2,6	0,4	0,6	3,6	0,1	3,0	3,1	16,8	213,3	22,0	7,4	22,4	13,1	
1975 Juin	16,8	4,8	0,2	1,1	6,1	0,1	5,2	5,3	17,6	217,1	22,6	7,5	24,2	13,4	
1975 Juillet	17,6	3,3	0,4	0,5	4,2	...	4,1	4,1	17,7	218,5	23,7	6,6	28,1	24,2	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978
ACTIF									
Immeubles	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9
Prêts hypothécaires	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2
Prêts sur polices	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5	} 26,7
Titres des organismes parastataux de crédit	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2				
Titres des autres organismes parastataux	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5				
Titres des provinces et communes	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9				
Valeurs étrangères	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0
Obligations de sociétés belges	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9
Actions de sociétés belges	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5
Total des valeurs mobilières ...	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9
Réserves mathématiques ¹	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0

Sociétés étrangères

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978
ACTIF									
Immeubles	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5
Prêts hypothécaires	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2	} 9,3
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5				
Titres des autres organismes parastataux	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1				
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4				
Valeurs étrangères	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7
Actions de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Total des valeurs mobilières ...	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Réserves mathématiques ¹	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :							
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1
E. <i>Emissions de capitaux</i> :							
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (1) - (2) (3)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	—	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	—	62,7
	p 1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	—	4,4	—	9,3	4,4	4,9	0,5
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	13,5	6,0	7,5	14,6
	1973	—	3,8	—	3,8	—	17,0	10,8	6,2	2,4
	p 1974	—	5,0	—	5,0	—	25,1	14,3	10,8	5,8
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	—	0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8
	1972	...	0,1	—	0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	p 1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	—	0,4
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	—	0,1
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,6	0,1	3,5	30,3
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	p 1974	8,5	5,1	3,4	19,8	23,2	0,9	0,1	0,8	24,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	3,0	1,8	1,2	6,7
	p 1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	3,7	1,3	2,4	9,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,6	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,9	12,8	20,1	134,9
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	32,5	10,9	21,6	140,7
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	27,8	18,6	9,2	129,4
	p 1974	140,5	66,2	74,3	36,0	110,3	42,8	22,4	20,4	130,7

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 8,7; en 1974 : 8,5 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974 : « Intermédiaires financiers publics » : - 0,3, 2,2, - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7 et 0,8 milliards : « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9, 3,7, 3,7 et 4,5 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ³	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7,00	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
							141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Interc. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
							151.200			
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
							139.500			
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 j.	41.100	8,77	—	8,69

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes reprises de la République du Zaïre 3	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)					(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
Septembre	568,4	16,3	50,6	58,5	693,8	5,6	...	5,6	699,4	63,2	762,6	1,0	763,6
Décembre	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
Octobre	621,4	19,7	49,3	65,5	755,9	4,7	...	4,7	760,6	59,8	820,4	0,8	821,2
Novembre	616,8	19,7	58,2	63,9	758,6	4,6	...	4,6	763,2	59,6	822,8	0,8	823,6
Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Janvier	653,3	19,7	42,6	76,2	791,8	4,5	...	4,5	796,3	58,5	854,8	0,8	855,6
Février	647,9	19,7	69,1	66,6	803,3	4,5	...	4,5	807,8	58,1	865,9	0,7	866,6
Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
Avril	674,9	19,7	76,8	80,5	851,9	4,4	...	4,4	856,3	57,5	913,8	0,6	914,4
Mai	671,6	19,5	88,3	71,1	850,5	4,3	...	4,3	854,8	57,7	912,5	0,6	913,1
Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
Juillet	654,8	18,2	82,3	71,9	827,2	4,0	...	4,0	831,2	56,8	888,0	0,6	894,6
Août	652,8	17,7	91,0	69,1	830,6	3,9	...	3,9	834,5	55,8	890,3	0,5	895,8
Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	55,4	903,7	0,5	904,2

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7	
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers					(8) = (3) - (4) à (7)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	+ 22,2	...	+ 22,2	+ 0,8	
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0	
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8	
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...	
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...	
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...	
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	- 1,9 ¹¹	+ 59,3	...	+ 59,3	...
1974 9 premiers mois	+ 59,2	- 0,2	+ 59,0	- 0,8	...	...	...	+ 59,8	...	+ 59,8	...
1975 9 premiers mois	+ 113,1	- 0,3	+ 112,8	- 2,0	...	...	...	+ 114,8	...	+ 114,8	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a.

3 Variations de la colonne (18) du tableau XVI - 3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la

B.N.B. A partir d'octobre 1973 l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du mark allemand.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D.

11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,4	248,8	715,5	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,8
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974 p	611,1	71,2	—	124,9 ⁵	406,4	1.213,6 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970	70,9	19,4	23,0	17,3	39,7	170,3	—
1971	72,2	22,7	25,5	22,0	47,8	190,2	—
1972	78,1	26,2	30,0	21,4	55,8	211,5	—
1973	76,1	27,3	34,1	22,9	59,8	220,2	—
1974 p	80,1	30,0	40,1	27,1	63,0	240,3	—

Total

1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,3
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,0
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	62,9	23,0	79,7	288,5	885,8	10,6
1971	494,5	72,6	25,5	98,6	337,6	1.028,8	10,3
1972	576,3	84,2	30,0	122,8 ⁵	370,9	1.184,2 ⁵	—
1973	636,6	91,0	34,1	143,8 ⁵	412,4	1.317,9 ⁵	—
1974 p	691,2	101,2	40,1	152,0 ⁵	469,4	1.453,9 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur ¹

1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	385,6	4,7	2,9	5,4	128,2	6,0	68,9	95,4	18,4	715,5
1971	428,9	5,1	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	101,7	30,3	838,6
1972 ⁴	471,9	6,2	2,7	7,4	212,0	15,2	110,7	108,0	38,6	972,7
1973 ⁴	520,5	6,6	3,0	8,1	254,1	15,7	129,8	118,0	41,9	1.097,7
1974 ⁴ p	582,8	4,0	3,5	8,3	283,5	12,1	146,9	128,9	43,6	1.213,6

Titres non accessibles à tout placeur

1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	5,8	0,3	0,2	1,3	65,0	—	28,3	50,8	6,5	158,2
1970	9,4	0,4	0,3	1,9	67,8	—	31,0	54,5	5,0	170,3
1971	9,1	0,3	0,3	2,1	72,5	—	40,2	56,8	8,9	190,2
1972	9,0	0,3	0,2	2,1	79,8	—	48,4	59,2	12,5	211,5
1973	8,1	0,2	0,2	2,5	81,5	—	51,6	64,5	11,6	220,2
1974 p	9,6	0,3	0,2	3,1	85,7	—	57,1	70,5	13,8	240,3

Total

1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,0	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,8	142,0	25,2	801,5
1970	395,0	5,1	3,2	7,3	196,0	6,0	99,9	149,9	23,4	885,8
1971	438,0	5,4	2,9	8,4	242,7	8,2	125,5	158,5	39,2	1.028,8
1972 ⁴	480,9	6,5	2,9	9,5	291,8	15,2	159,1	167,2	51,1	1.184,2
1973 ⁴	528,6	6,8	3,2	10,6	335,6	15,7	181,4	182,5	53,5	1.317,9
1974 ⁴ p	592,4	4,3	3,7	11,4	369,2	12,1	204,0	199,4	57,4	1.453,9

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

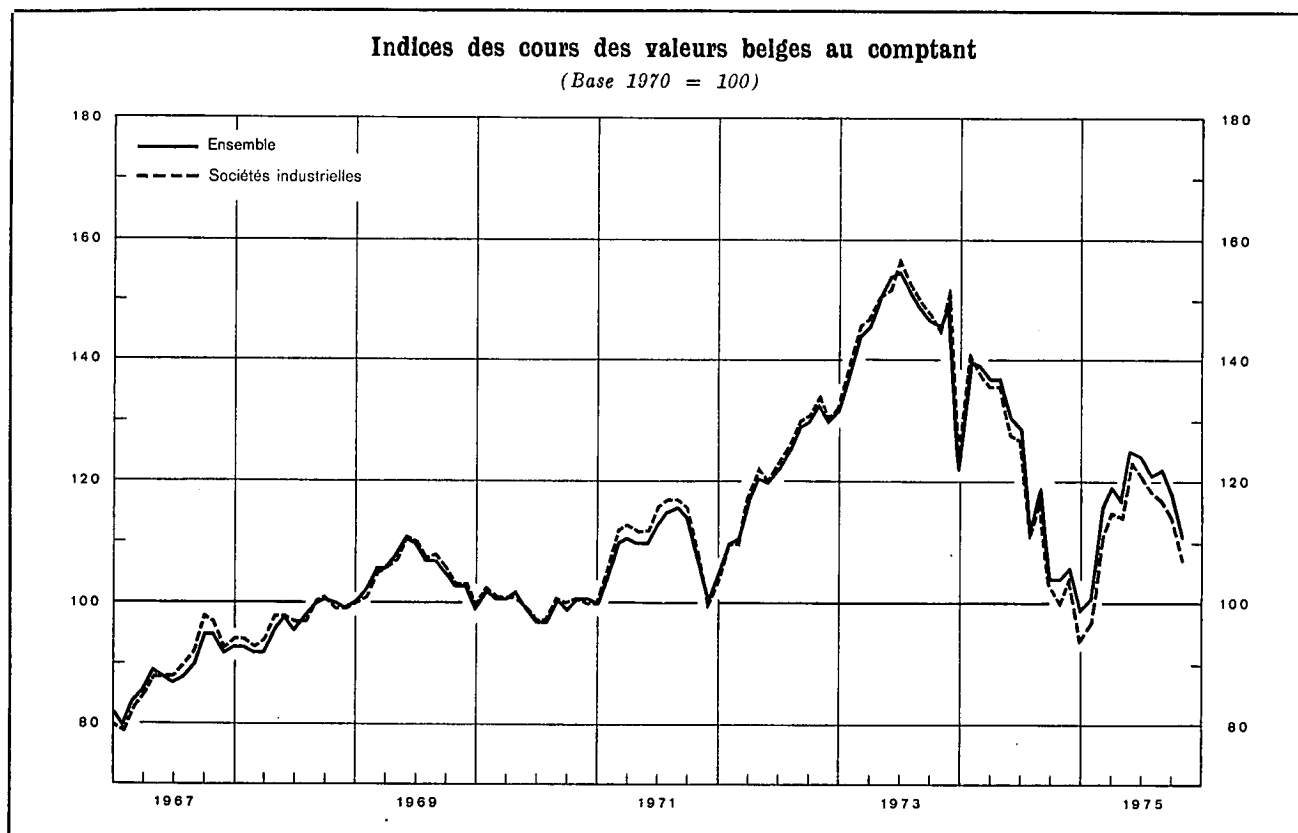
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2						Taux de rendement 3				
		Au comptant				A terme	Ensemble	Sociétés industrielles				
		Ensemble	Sociétés industrielles		et p.c.							
(Base 1970 = 100)												
1967	81	89	90	83	4,2 ⁴	4,0 ⁴						
1968	134	97	97	92	3,8	3,8						
1969	149	105	106	105	3,7	3,4						
1970	112	100	100	100	4,9	5,2						
1971	169	110	111	103	5,2	5,9						
1972	199	123	124	118	4,1	3,9						
1973	276	147	148	144	3,8	3,7						
1974	185	121	119	125	5,3	5,4						
	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975
Janvier	314	165	140	101	141	97	135	104	4,1	5,9	4,0	6,3
Février	276	197	139	116	138	111	142	122	4,2	5,8	4,2	6,3
Mars	231	197	137	119	136	115	144	125	4,2	5,8	4,2	6,3
Avril	212	226	137	117	136	114	144	125	4,5	5,5	4,5	5,8
Mai	189	277	131	125	128	123	137	133	5,0	5,8	5,1	6,6
Juin	164	243	129	124	127	121	133	135	5,3	5,8	5,3	6,4
Juillet	148	229	113	121	112	118	118	130	5,4	5,5	5,5	6,5
Août	128	169	119	122	117	117	125	127	5,9	5,5	5,8	6,7
Septembre	156	185	104	118	103	114	110	122	6,2	5,9	6,1	7,2
Octobre	138		104	111	100	107	110	113	6,3	6,0	6,7	7,3
Novembre	147		106		104		109		6,2		6,7	
Décembre	125		99		94		103		6,5		7,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Ancienne série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	54,4	3,3

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	4,8	0,2

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	23,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...

Notes - voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vic au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3

Electricité

1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	23,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5

Industrie du charbon

1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	148,6	8,5

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	5,1	0,2

C. — Total général ⁶

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	153,7	8,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.
² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).
³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.
⁵ Non compris la S.N.C.I.
⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 1 ^{er} mois	185	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	429	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,2
3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
4 premiers mois	5.281	124,7	83,0	17,4	3,6	7,4	2,5
5 premiers mois	10.492	264,3	149,4	34,1	9,0	14,7	3,0
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
7 premiers mois	14.560	363,0	213,5	47,9	11,4	21,9	4,1
8 premiers mois	14.812	366,0	214,9	48,4	11,5	22,1	4,5
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
10 premiers mois	15.817	380,1	228,4	51,1	12,1	22,9	5,6
11 premiers mois	16.200	386,4	233,4	52,2	12,3	23,4	6,2
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7

Notes voir page suivante.

XVII · 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 1 ^{er} mois	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	32	2,5	0,7	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	84	21,8	11,2	2,6	...	1,9	0,2
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
7 premiers mois	187	41,9	28,5	5,0	0,2	3,5	0,2
8 premiers mois	190	42,3	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
10 premiers mois	209	44,0	29,9	5,2	0,2	3,6	0,2
11 premiers mois	216	45,2	30,7	5,2	0,2	3,7	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2

C. — Total général ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 1 ^{er} mois	186	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	431	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,3
3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
4 premiers mois	5.313	127,2	83,7	17,5	3,6	7,5	2,6
5 premiers mois	10.576	286,2	160,6	36,7	9,0	16,6	3,2
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
7 premiers mois	14.747	404,9	242,0	52,9	11,6	25,4	4,3
8 premiers mois	15.002	408,3	243,8	53,4	11,7	25,6	4,7
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
10 premiers mois	16.026	424,1	258,3	56,3	12,3	26,5	5,8
11 premiers mois	16.416	431,6	264,1	57,4	12,5	27,1	6,4
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)				(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	p 15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	p 28,9	43,2
1972	40,8	.....	p20,3	p 3,7	p16,6	p 4,6	p21,2	.....	p 50,9

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	p 2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	p 1,2	1,2
1972	0,5	.....	p 2,9	p 0,1	p 2,8	p ...	p 2,8	.....	p 2,9

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	p 17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	p 30,1	44,4
1972	41,3	.....	p23,2	p 3,8	p19,4	p 4,6	p24,0	.....	p 53,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement mise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1973 3 premiers mois	5,4	3,4	4,1	7,5	...	...	...	...
6 premiers mois	15,4	6,7	6,9	13,6	1,3	0,2	...	0,2
9 premiers mois	20,8	9,3	9,3	18,6	9,0	0,3	...	0,3
12 mois p	39,1	16,7	12,6	29,3	9,4	0,3	...	0,3
1974 3 premiers mois . p	6,4	3,2	1,0	4,2	...	...	...	...
6 premiers mois . p	21,0	7,2	4,0	11,2	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	31,2	12,8	4,3	17,1	...	...	...	...
12 mois p	49,7	19,2	9,3	28,5	...	...	...	...
1975 3 premiers mois ... p	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
1974 Avril p	2,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...
Mai p	3,3	1,4	...	1,4	...	...	...	...
Juin p	8,9	1,8	1,5	3,3	...	...	...	...
Juillet p	4,8	3,7	0,1	3,8	...	...	...	...
Août p	2,1	0,8	0,2	1,0	...	...	...	...
Septembre p	3,3	1,1	...	1,1	...	...	...	...
Octobre p	3,6	1,5	4,0	5,5	...	...	...	...
Novembre p	3,8	2,4	...	2,4	...	...	...	...
Décembre p	11,1	2,5	1,0	3,5	...	...	...	...
1975 Janvier p	2,2	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Février p	1,8	0,6	0,8	1,4	...	...	...	...
Mars p	2,8	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Avril p	2,8	0,7	2,3	3,0	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4).

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires					Total général
	Banques	B.N.B.	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Total	
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	368,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972	317,2	3,4	320,6	199,5	72,8	166,5	102,6	541,4	862,0
1973 Mars	324,2	3,1	327,3	202,7	75,9	170,5	106,8	555,9	883,2
Juin	341,1	2,0	343,1	209,3	78,5	177,5	111,5	576,8	919,9
Septembre	357,6	1,5	359,1	215,1	80,6	183,2	116,7	595,6	954,7
Décembre	374,7	3,6	378,3	222,9	81,5	193,5	121,4	619,3	997,6
1974 Mars	388,8	2,6	391,4	227,8	84,7	195,7	126,7	634,9	1.026,3
Juin	396,3	1,4	397,7	236,9	87,9	202,4	133,0	660,2	1.057,9
Septembre	399,6	1,1	400,7	248,7	90,8	208,6	137,5	685,6	1.086,3
Décembre	418,5	3,0	421,5	252,3	90,5	216,9	142,0	701,7	1.123,2
1975 Mars	422,0	2,8	424,8	256,6	93,9	217,2	145,1	712,8	1.137,6
Juin	439,5	1,4	440,9	267,1	96,9	222,3	149,2	735,5	1.176,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1967	4,9
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1973 3 ^e trimestre ...	10,3
4 ^e trimestre ...	9,7
1974 1 ^{er} trimestre ...	9,3
2 ^e trimestre ...	10,4
3 ^e trimestre ...	12,0
4 ^e trimestre ...	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ...	7,0
2 ^e trimestre ...	8,0
3 ^e trimestre ...	10,7

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/4 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970* Bulletin mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1973 3 ^e trimestre	7,4	0,2	4,1	2,7	5,8	2,6	0,6	11,7
4 ^e trimestre	5,2	0,3	4,4	3,5	3,2	2,5	0,7	9,9
1974 1 ^{er} trimestre	5,8	...	4,5	2,9	6,1	0,9	0,4	10,3
2 ^e trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
3 ^e trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
4 ^e trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,3	4,1	...	10,4	1,0	15,5
2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
3 ^e trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
1974 Octobre	4,5	2,4	2,7	4,3	0,8	3,8	0,7	9,6
Novembre	3,8	11,0	4,0	5,2	...	13,3	0,3	18,8
Décembre	9,7	3,9	4,9	3,8	...	13,8	0,9	18,5
1975 Janvier	8,6	0,5	3,8	3,0	0,1	9,1	0,7	12,9
Février	3,6	8,5	3,1	6,2	...	8,2	0,8	15,2
Mars	8,0	7,0	3,3	3,1	...	13,7	1,5	18,3
Avril	9,6	1,0	3,2	2,7	...	10,1	1,0	13,8
Mai	4,3	9,0	4,0	6,8	...	9,4	1,1	17,3
Juin	6,9	4,7	3,8	3,5	...	10,7	1,2	15,4
Juillet	8,3	2,9	3,2	3,1	1,3	9,0	1,0	14,4
Août	4,1	6,5	3,4	5,0	...	8,4	0,6	14,0
Septembre	5,0	5,5	3,9	4,2	...	9,4	0,8	14,4
Octobre	4,9	9,7	2,5	5,4	...	10,3	1,4	17,1

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,6	171,7
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1973 2 ^e trimestre	140,7	5,6	22,9	14,6	183,8
3 ^e trimestre	139,8	2,1	22,1	23,7	187,7
4 ^e trimestre	141,8	2,7	22,5	29,7	196,7
1974 1 ^{er} trimestre	153,9	0,8	27,2	29,0	210,9
2 ^e trimestre	164,0	1,4	28,7	27,9	222,0
3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	En pour cent des moyens d'action retenus 1 (1)	Montants		Effets visés 2 (3)	Effets non visés réescomptés 3 (4)	Total (5) = (3) + (4)				
		(2)	(2)				(6) = (2) - (5)			
(milliards de francs)										
1969	12	44,0		29,7	4,2	33,9	10,1			
1970	9	38,0		20,7	6,2	26,9	11,1			
1971	9	43,9		19,0	9,4	28,4	15,5			
1972	8	46,2		20,4	14,6	35,0	11,2			
1973 Juin	7 1/4	45,4 ⁴		16,0 ⁴	12,3 ⁴	28,3 ⁴	17,1 ⁴			
Septembre ...	6 1/2	42,6		17,4	17,0	34,4	8,2			
Décembre ...	5 1/2	37,8		14,4	18,0	32,4	5,4			
1974 Mars	5 1/4	37,4 ⁵		13,8 ⁵	18,5 ⁵	32,3 ⁵	5,1 ⁵			
Juin	4 1/2	32,1 ⁶		2,6 ⁶	25,6 ⁶	28,2 ⁶	3,9 ⁶			
		Sous-plafond A 7 (2a)	Sous-plafond B 7 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 7 (3)	Sous-plafond B 7 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 7 (6a)	Sous-plafond B 7 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)
Septembre ...	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2
Octobre	4	15,3	15,3	30,6	14,2	13,5	27,7	1,1	1,8	2,9
Novembre ...	4	15,3 ⁸	15,3 ⁸	30,6 ⁸	14,6 ⁸	14,2 ⁸	28,8 ⁸	0,7 ⁸	1,1 ⁸	1,8 ⁸
Décembre ...	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1
1975 Janvier	4	15,8	15,8	31,6	14,2	12,0	26,2	1,6	3,8	5,4
Février	4 1/4	24,1	10,3	34,4	17,6	7,1	24,7	6,5	3,2	9,7
Mars	4 1/4	24,1 ⁹	10,3 ⁹	34,4 ⁹	14,8 ⁹	6,3 ⁹	21,1 ⁹	9,3 ⁹	4,0 ⁹	13,3 ⁹
Avril ¹⁰	4 3/4	—	—	38,3	—	—	26,8	—	—	11,5
Mai	4 3/4	—	—	38,4 ¹¹	—	—	25,7 ¹¹	—	—	12,7 ¹¹
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4
Juillet	4 3/4	—	—	39,3	—	—	18,7	—	—	20,6
Août	5 1/4	—	—	39,3 ¹²	—	—	17,5 ¹²	—	—	21,8 ¹²
Septembre ...	5 1/4	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8
Octobre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	29,3	—	—	13,8

1 Formule générale uniquement. Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :

a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);
b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;
c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 Situation au 20 juin 1973.

5 Situation au 20 mars 1974.

6 Situation au 28 juin 1974.

7 Du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

Du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

8 Situation au 20 novembre 1974.

9 Situation au 28 mars 1975.

10 La répartition en sous-plafonds A et B, dont question à la note 7, ayant été supprimée, chaque banque dispose, depuis le 1er avril 1975, d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement auprès de la Banque, aux taux d'escompte officiels de celle-ci, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir; — soit auprès de l'I.R.G. et aux taux et autres conditions fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant maximum un an à courir.

11 Situation au 30 mai 1975.

12 Situation au 20 août 1975.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1969 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin*

de la Banque Nationale de Belgique. XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, n° 8, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le année, tome I, n° 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit 7		
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 1	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 1	autres effets publics 2	Dates des changements	Taux	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque							
Taux en vigueur au 31-12-1968	4,50	4,50	4,00		5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	1974 8 juillet	13,25
			pays de la C.E.E.	autres pays								15 juillet	14,00
												16 juillet	13,75
1969 1 ^{er} janvier	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	17 juillet	13,50
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25	23 juillet	13,00
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00	14 août	13,25
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50	19 août	13,00
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00	22 août	12,75
31 juillet	7,00							9,00	8,50	8,75	9,00	3 septembre ...	12,50
18 septembre ...	7,50							9,50	9,00	9,25	9,50	6 septembre ...	12,00
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 3 ou certifiées 4 représentatives d'opérations de commerce extérieur												
1970 1 ^{er} juin	7,50							9,50	9,00	9,25	9,50	18 septembre ...	11,75
22 octobre	7,00							9,00	8,50	8,75	9,00	10 octobre	11,50
10 décembre	6,50							8,50	8,00	8,25	8,50	21 octobre	11,25
1971 25 mars	6,00							7,50	7,00	7,25	7,50	29 octobre	11,00
23 septembre ...	5,50							7,00	6,50	6,75	7,00	30 octobre	10,75
1972 6 janvier	5,00							6,50	6,00	6,25	6,50	4 novembre ...	10,50
3 février	4,50							6,00	5,50	5,75	6,00	5 novembre ...	10,25
2 mars	4,00							5,00				1975 10 janvier	10,00
23 novembre ...	4,50							5,50				13 janvier	9,75
21 décembre	5,00							6,00				30 janvier	9,25
1973 10 mai	5,50							7,00				13 mars	8,25
5 juillet	6,00							7,50				15 avril	8,00
2 août	6,50							8,00				25 avril	7,75
4 octobre	7,00							8,50				16 mai	7,50
29 novembre ...	7,75							8,50				29 mai	7,00
1974 1 ^{er} février	8,75							9,50				17 juin	6,75
	5							5				9 juillet	7,00
8 juillet	8,75							9,50				21 août	6,50
1975 30 janvier	8,25							9,00					
13 mars	7,50							8,00					
24 avril	7,00							7,50					
29 mai	6,50							6,50					
21 août	6,00							6,00					

1 Quotité maximum : 95 p.c.
 2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 Quotité maximum : 80 p.c.
 3 Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.
 4 La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

5 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).
 6 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.
 7 Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁴											
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6	6 mois	9 mois	12 mois								
	(fin de période)			4	5		6	6 mois	9 mois	12 mois								
1967	3,19																	
1968	2,84																	
1969	5,40																	
1970	6,25																	
1971	3,70																	
1972	2,48																	
1973	4,81																	
1974	9,25																	
1973 3 ^e trimestre	5,77																	
4 ^e trimestre	7,11																	
1974 1 ^{er} trimestre	8,50																	
2 ^e trimestre	9,45																	
3 ^e trimestre	9,86																	
4 ^e trimestre	9,25																	
1975 1 ^{er} trimestre	5,15																	
2 ^e trimestre	4,55																	
3 ^e trimestre	4,79																	
1974 Octobre	9,19																	
Novembre	9,50																	
Décembre	9,04																	
1975 Janvier	6,47																	
Février	5,46																	
Mars	3,92																	
Avril	4,53																	
Mai	4,77																	
Juin	4,30																	
Juillet	4,93																	
Août	5,10																	
Septembre	4,33																	
Octobre	4,50																	
				1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48									
				1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50					
				1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25					
				1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15					
				1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30					
				1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80					
				1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1970 8 déc.	7,45	*	7,75					
				1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15					
				1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85					
				1973 3 ^e trim.	6,75	7,05	7,35	7,65	6,97	1973 12 juin	5,80	6,20	6,50					
				4 ^e trim.	7,05	7,35	7,65	7,95	7,89	11 sept.	*	*	7,30					
				1974 1 ^{er} trim.	8,50	8,75	9,00	9,40	8,55	11 déc.	*	*	8,10					
				2 ^e trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87	1974 11 mars	9,50	*	8,50					
				3 ^e trim.	11,50	11,75	11,75	12,00	11,96	11 juin	*	*	*					
				4 ^e trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	10 sept.	12,00	11,75	9,00					
				1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	8 oct.	11,75	11,50	9,00					
				2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	12 nov.	11,00	11,00	8,80					
				3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	10 déc.	*	*	*					
				1974 Oct.	10,75	11,00	11,25	11,50	11,87	1975 14 janv.	10,75	10,75	*					
				Nov.	10,25	10,50	10,75	11,25	11,25	11 févr.	9,50	9,25	*					
				Déc.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,16	11 mars	8,00	*	*					
				1975 Janv.	9,00	9,25	9,50	10,00	10,68	8 avril	7,75	8,00	*					
				Févr.	8,00	8,25	8,50	9,00	9,40	10 juin	6,50	6,75	*					
				Mars	6,90	7,15	7,30	7,40	7,71	8 juill.	6,50	6,75	*					
				Avril	6,75	7,00	7,15	7,25	7,30	12 août	6,75	7,00	*					
				Mai	6,20	6,40	6,60	6,75	7,10	9 sept.	6,75	7,00	*					
				Juin	5,25	5,50	6,00	6,25	6,37	14 oct.	6,75	6,90	*					
				Juill.	5,75	6,00	6,25	6,50	6,41									
				Août	5,55	5,80	6,05	6,20	6,44									
				Sept.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20									
				Oct.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20									

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par des banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1969	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1967	—	—	6,76	6,81	²	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1973 Avril	6,89	6,94	7,33	7,24	7,69	7,27
Juillet	6,82	6,90	7,21	7,24	7,88	7,20
Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66	8,34
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
Novembre	8,65	9,20	8,92	9,51	11,45	9,09
Décembre	8,79	9,26	9,00	9,42	11,00	9,13
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Février	8,74	9,20	9,24	9,51	10,78	9,26
Mars	8,23	8,74	8,79	9,04	10,27	8,80
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Mai	8,21	8,35	8,42	8,69	9,83	8,48
Juin	7,94	7,91	8,09	8,31	9,84	8,14
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Août	8,00	7,90	8,21	8,29	9,94	8,21
Septembre	8,18	8,20	8,41	8,47	9,98	8,41
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux de rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ...	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placers institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 :

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations »; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Royaume-Uni		Italie 2		Pays-Bas 3		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-70 ...		6,00		5,50		7,00		7,00		7,00		6,00		6,00		3,75
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,00												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ...													24	5,25		
Avril ...	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai ...					13	6,75										
Juillet ...			16	5,00												
Septembre ...							2	5,00			15	5,00				
Octobre ...	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre ...			19	4,75												
Décembre ...	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,00					6	4,50				
Février ...	25	3,00									2	4,00				
Mars ...																
Avril ...					6	5,75			10	5,50						
Juin ...							22	6,00								
Septembre ...											8	3,00				
Octobre ...	9	3,50					13	7,25 ⁴								
Octobre ...							27	7,50								
Novembre ...	3	4,00			2	6,50					6	4,00				
Novembre ...					30	7,50										
Décembre ...	1	4,50					1	7,75								
Décembre ...							8	8,00								
Décembre ...							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00 ⁵	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars ...							23	8,50								
Avril ...							13	8,00					9	5,25		
Avril ...							19	8,25								
Mai ...	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai ...			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin ...	1	7,00	11	6,50			22	7,50					11	6,25		
Juin ...											4	4,50				
Juillet ...			2	7,00	5	8,50	20	9,00			28	5,00				
Juillet ...							27	11,50			18	6,00				
Août ...			14	7,50	2	9,50					8	6,50	7	6,75		
Septembre ...					20	11,00			17	9,50			13	7,25		
Octobre ...									19	11,25			16	7,00		
Novembre ...									13	13,00						
Décembre ...											6	8,00				
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars ...									20	12,00						
Avril ...							5	12,25								
Avril ...			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai ...							24	11,75					13	8,75		
Juin ...					20	13,00										
Juillet ...													24	9,25		
Septembre ...							20	11,50								
Octobre ...	25	6,50									28	7,00				
Novembre ...													18	8,75		
Décembre ...	20	6,00	9	7,75					27	11,00						
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25							13	8,25
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars ...	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars ...							21	10,00								
Avril ...					10	10,00	18	9,75								
Mai ...	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					19	4,50
Juin ...					5	9,50										
Juillet ...							25	11,00								
Août ...	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre ...	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50 ⁶	3	9,00	29	3,50
Octobre ...							3	12,00							29	3,00

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.)

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

3 Le 1er septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1er mars 1974. A partir du 13 décembre 1973, ce taux pénalisateur ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1er mars 1974,

il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

4 En principe, la Bank of England annonce, depuis le 18 octobre 1972, chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

5 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 5,50 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 8 août	1975 7 août	1974 5 septembre	1975 4 septembre
ACTIF				
Or et créances sur l'étranger	39.558	95.474	39.640	96.787
Or	} 34.705	69.183	} 34.712	69.183
Disponibilités à vue à l'étranger		19.407		20.802
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes (1) (2)	4.473	6.693	4.548	6.611
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank	380	191	380	191
Créances sur le Trésor	10.662	25.541	13.015	25.705
Monnaies divisionnaires	172	133	151	82
Comptes courants postaux	290	241	266	161
Concours au Trésor Public (3) (4)	10.200	24.438	12.598	24.736
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M.	—	729	—	726
Créances provenant d'opérations de refinancement	105.919	63.434	97.599	58.444
Effets escomptés (5)	13.482	16.176	13.825	16.639
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations (5)	87.467	42.806	80.580	37.544
Avances sur titres	47	41	47	43
Effets en cours de recouvrement	4.923	4.411	3.147	4.218
Divers	2.568	2.878	2.763	2.981
Total ...	158.707	187.327	153.017	183.917
PASSIF				
Billets en circulation	94.481	103.389	92.510	101.175
Comptes créditeurs extérieurs	3.709	4.419	3.655	4.664
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.015	808	961	1.053
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.411	2.694	2.411
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	—	1.200	—	1.200
Compte courant du Trésor public	1.031	1	...	...
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	52.656	24.719	49.455	22.665
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	51.111	22.991	47.952	21.071
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	1.545	1.728	1.503	1.594
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	49.568	—	49.568
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.021	1.243
Divers	5.809	3.988	6.376	4.602
Total ...	158.707	187.327	153.017	183.917

(1) Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

(2) Concours au Fonds Monétaire	2.413	2.592	2.449	2.589
Acquisition de droits de tirage spéciaux	779	1.061	823	1.061
Autres opérations	1.261	3.040	1.276	2.961

(3) Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

(4) Montant maximum des concours au Trésor public : 23,4 milliards de F, dont 13,4 milliards de F non rémunérés.

(5) Décomposition des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :				
Effets publics	3	3.957	3	4.405
Obligations	21	17	21	17
Bons à moyen terme	5.276	1.047	5.372	590
Crédits à moyen terme	25.523	22.700	25.964	22.421
— Prêts spéciaux à la construction	90	75	91	75
— Crédits à l'exportation	13.482	16.176	13.824	16.639
— Autres crédits	11.951	6.449	12.049	5.707
Crédits à court terme	70.126	31.261	68.045	26.750
— Crédits à l'exportation	9.567	10.145	9.173	7.249
— Autres crédits	60.559	21.116	58.872	19.501

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1971 February 28	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1974 August 7	1975 August 6	1974 September 4	1975 September 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	------------------	------------------	---------------------	----------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.450	3.217	3.486	3.513	4.706	5.258	4.767	5.181
Other Securities	239	497	703	1.076	433	706	372	708
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	5.150	5.975	5.150	5.900

Notes Issued :								
In Circulation	3.662	3.698	4.187	4.573	5.120	5.934	5.125	5.860
In Banking Department	38	27	13	27	30	41	25	40
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	5.150	5.975	5.150	5.900

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	700	419	1.096	1.645	1.248	1.213	1.258	1.294
Advances and Other Accounts	74	27	37	155	240	299	242	276
Premises, Equipment and Other Securities	44	94	88	188	124	87	122	86
Notes	38	27	14	27	30	41	24	40
Coin	2	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.642	1.640	1.646	1.696

Capital	15	15	14	15	14	15	14	14
Rest	3	—	—	—	—	—	—	—
Public Deposits	18	56	60	82	15	22	13	19
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	398	—	714	1.368	902	960	922	985
Bankers Deposits	195	199	177	250	325	295	288	325
Reserves and other Accounts	229	297	270	300	386	348	409	353
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.642	1.640	1.646	1.696

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1971 December 31	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1974 August 7	1975 August 6	1974 September 4	1975 September 10
ASSETS								
Gold certificate account	9.875	10.303	11.460	11.652	11.460	11.608	11.460	11.599
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	400	400	500	400	500
Cash	261	313	271	240	246	339	204	359
Discounts and advances	39	1.981	1.258	298	2.889	117	3.206	1.696
Acceptances :								
Bought outright	80	70	68	579	215	664	274	651
Held under repurchase agreement	181	36	...	420	...	...	261	1
Federal agency obligations :								
Bought outright	485	1.311	1.937	4.702	3.582	5.083	3.804	5.395
Held under repurchase agreement	101	13	42	511	...	...	401	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	30.156	29.664	36.897	36.765	35.900	31.415	38.693	32.158
Certificates .....	...	...	...	...	...	965	...	...
Notes	35.554	36.681	38.412	40.009	39.781	42.886	39.581	42.812
Bonds	3.286	3.463	3.149	3.284	2.858	4.522	3.058	4.869
Total bought outright ...	68.996	69.808	78.458	80.058	78.539	79.788	81.332	79.839
Held under repurchase agreement	1.222	98	58	443	...	...	1.304	...
Total U.S. Government securities ...	70.218	69.906	78.516	80.501	78.539	79.788	82.636	79.839
Total loans and securities	71.104	73.317	81.821	87.011	85.225	85.652	90.582	87.582
Cash items in process of collection	11.887	9.172	7.954	8.312	8.011	7.706	8.928	6.663
Bank premises	150	194	223	263	243	300	247	306
Operating equipment	—	—	—	—	—	—	—	4
Other assets	918	1.066	929	2.932	1.317	2.926	991	2.813
Total assets ...	94.595	94.765	103.058	110.810	106.902	109.033	112.812	109.826
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	53.819	58.757	64.262	70.916	66.356	73.066	66.846	73.430
Deposits :								
Member bank reserves	27.788	25.647	27.060	25.825	29.133	27.001	32.186	26.987
U.S. Treasurer - general account	2.020	1.855	2.542	3.113	1.891	..	2.785	405
Foreign	294	325	251	418	261	259	359	295
Other	999	840	1.419	1.275	675	665	777	1.036
Total deposits :	31.101	28.667	31.272	30.631	31.960	27.925	36.107	28.723
Deferred availability cash items	7.544	5.198	4.855	6.328	5.556	5.147	6.724	4.724
Other liabilities and accrued dividends ...	647	557	981	1.141	1.163	983	1.298	966
Total liabilities ...	93.111	93.179	101.370	109.016	105.035	107.121	110.975	107.843
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	742	793	844	897	880	912	880	916
Surplus	742	793	844	897	844	897	844	897
Other capital accounts .....	...	...	...	...	143	103	113	170
Total liabilities and capital accounts ...	94.595	94.765	103.058	110.810	106.902	109.033	112.812	109.826
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	254	179	581	981	1.064	...	1.194	...

¹ Consolidated statement of condition of twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1974 5 augustus	1975 4 augustus	1974 9 september	1975 8 september
ACTIVA								
Goud	6.875	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.287	4.557	9.339	8.782	6.802	8.063	8.299	8.501
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	1	1	1
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	2.063	2.352	1.595	1.630	1.336	1.642	1.352	1.632
Reservepositie in het I.M.F.	—	—	1.038	1.482	912	1.660	863	2.042
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	17	171	134	62	67	...	33	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.681	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	180	673	1.256	1.258	412	7	333	13
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	37	19	13	13	15	14	15
Belegging van kapitaal en reserves	345	382	424	462	462	514	462	515
Gebouwen en inventaris	179	195	195	235	208	235	208	235
Diverse rekeningen	182	104	140	870	479	82	242	81
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	17.540	19.068	18.656	19.884
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	10.251	11.251	11.873	12.827	12.551	13.948	12.439	13.911
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.080	1.944	3.757	4.971	1.552	1.112	2.727	1.773
's Rijks schatkist	1.001	1.858	3.694	4.890	1.489	10	2.665	1.529
Banken in Nederland	39	47	26	34	12	820	11	179
Andere ingezetenen	40	39	37	47	51	282	51	65
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	152	358	388	150	131	111	130	134
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	128	224	282	84	92	63	84	70
Andere niet-ingezetenen	24	134	106	75	39	48	46	64
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	1.400	1.400	1.400	1.295	1.400	1.400
Krediet van het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	52	1.574	1	2	4	1	3
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	587	856	793	793	793	746	793	741
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	357	404	404	442	442	495	442	495
Diverse rekeningen	386	415	780	1.030	649	1.337	704	1.407
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	17.540	19.068	18.656	19.884
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	14	14	14	13	13	13	13	13

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1971 31. Dez.	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1974 7. August	1975 7. August	1974 7. Sept.	1975 7. Sept.
AKTIVA								
Währungsreserven	57.910	72.908	88.179	71.805	88.189	71.198	89.625	70.780
Gold	14.688	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	5.581	6.712	8.354	8.055	9.454	8.402	9.313	8.841
Devisen und Sorten	37.641	52.225	65.824	49.748	64.733	48.794	68.795	47.937
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.309	4.480	4.279	11.636	5.418	11.054	2.485	11.054
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	18.811	20.178	11.216	15.516	18.235	5.667	19.448	5.222
Inlandswechsel	15.802	17.847	10.435	12.305	11.731	5.009	12.323	3.227
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	8	...	1.502
Auslandswechsel	1.612	1.185	460	877	551	638	573	478
Lombardforderungen	1.397	1.146	321	2.334	5.953	12	6.552	15
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11.149	9.123	11.535	9.915	11.908	12.314	10.577	8.900
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	2.852	1.232	3.225	3.631	1.894	217
Schaltwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	—	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	300	...	...	...	100	...
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	...	...	...	...	...	100	...
Schaltwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	300	...	...	...	...	...
Wertpapiere	588	53	25	469	616	2.348	597	4.200
Deutsche Scheidemünzen	251	344	584	423	464	928	475	980
Postcheckguthaben	367	525	466	647	230	284	176	187
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	4.882	7.115	4.560	4.033	4.144	3.882
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	3.101	10.279	14.004	6.773	8.931	6.773	8.931
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	136.393	116.757	134.400	114.136

PASSIVA

Banknotenumlauf	39.494	44.504	46.247	50.273	48.518	52.661	48.686	53.212
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	51.913	46.504	54.025	41.008	48.975	36.801
auf Girokonten	32.500	46.364	51.892	46.483	54.002	40.983	48.954	36.777
sonstige	19	24	21	21	23	25	21	24
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	10.943	7.083	11.298	11.742	13.070	8.181	14.292	10.031
Bund	69	97	204	139	46	176	37	2.127
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	174	163	560	555	449	351
Länder	510	2.543	2.403	643	1.838	2.399	3.058	2.502
Andere öffentliche Einleger	67	58	51	44	28	31	31	31
Sondereinlagen	10.011	4.188	8.466	10.753	10.598	5.020	10.717	5.020
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.227	3.214	2.932	2.739	2.554	1.929	2.288	1.469
Bundesbahn	5	5	16	5	4	3	4	3
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	1.735	2.703	2.455	2.227	2.186	1.588	1.974	1.117
Sonstige Einleger	487	506	461	507	364	338	310	349
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	—	1.336	244	127	456	114	541	224
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	967	916	918	1.284	1.679	1.154	3.068	583
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	735	1.268	1.651	1.033	3.035	574
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit	—	—	—	—	—	—	—	—
Sonstige	26	18	183	16	28	121	33	9
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1.364	1.855	1.747	1.600	1.746	1.600	1.746	1.600
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobili- sierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	9.860	8.867	8.771	5.095	8.813	4.999
Rückstellungen	2.402	1.296	1.296	1.485	1.485	1.670	1.485	1.670
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	929	929	929	929	929	929
Sonstige Passiva	286	3.289	4.071	5.690	2.870	2.126	3.287	2.328
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	136.393	116.757	134.400	114.136

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 7 août	1975 7 août	1974 6 septembre	1975 5 septembre
ACTIF								
Encaisse or	11.879	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893
Devises	10.323	12.323	12.520	11.571	8.842	9.972	7.909	9.740
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.278	4.613	5.403	5.223	5.403	5.223	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	81	784	898	2.210	710	215	697	225
Bons du Trésor de la Confédération ...	...	152	200	484	...	...	...	...
Avances sur nantissement	29	419	558	700	73	6	45	5
Titres :								
pouvant servir de couverture	6	—	—	...	...	...	...	...
autres	5	—	—	92	...	...	109	...
Correspondants en Suisse	72	142	282	167	109	15	5	12
Correspondants à l'étranger	23	27	—	—	42	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.244	1.243	622	1.244	622	1.243	622
Autres postes de l'actif	50	89	66	94	95	93	90	85
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	28.231	28.219	27.214	27.985

PASSIF

Fonds propres	63	64	65	66	66	67	66	67
Billets en circulation	14.310	16.635	18.296	19.436	16.831	17.273	17.192	17.345
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	10.702	9.313	8.235	9.505	5.107	5.398	4.895	5.863
Autres engagements à vue	1.153	1.708	801	862	1.170	1.686	706	1.414
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	1.449	1.600	...	770	...	581	...
les engagements envers l'étranger	516	580	1.272	348	719	221	702	195
Engagements à terme :								
Restrictions de stérilisation	313	73	121	247	498	490	498	490
Comptes spéciaux	—	2	83	986	615	858	29	329
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	—	26	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	933	1.514	1.774	1.786	2.455	2.226	2.545	2.282
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	28.231	28.219	27.214	27.985

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 juillet	1975 31 juillet	1974 31 août	1975 31 août
I. Or	4.289	4.136	4.313	4.100	4.175	4.105
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	65	143	46	56	62	62
III. Bons du Trésor	8	515	8	488	8	512
IV. Dépôts à terme et avances	22.053	30.034	24.553	30.590	26.121	31.476
a) à 3 mois au maximum	19.515	22.578	19.955	22.668	19.895	23.041
b) à 3 mois au maximum (or)	2	2	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	2.536	7.385	4.527	7.853	6.155	8.366
d) à plus de 3 mois (or)	—	69	71	69	71	69
V. Titres à terme	5.750	8.253	5.166	4.598	4.742	4.110
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	4.734	7.838	4.516	3.784	3.159	3.346
b) à plus de 3 mois	1.016	415	650	813	1.583	764
VI. Divers	3	80	22	173	24	170
<i>Total de l'actif</i> ...	32.168	43.161	34.108	40.005	35.132	40.435

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 juillet	1975 31 juillet	1974 31 août	1975 31 août
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	548	666	666	821	666	821
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	253	309	309	371	309	371
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	190	252	252	345	252	345
III. Dépôts (or)	3.694	3.572	3.726	3.501	3.588	3.504
1. Banques centrales :						
a) à vue	2.573	3.134	2.943	2.941	3.387	2.986
b) à 3 mois au maximum	1.088	199	741	390	159	430
c) à plus de 3 mois	—	206	9	137	9	55
2. Autres déposants :						
a) à vue	7.371	33	33	33	33	33
b) à 3 mois au maximum	25.712	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies)	26.770	37.479	28.554	34.345	29.700	34.746
1. Banques centrales :						
a) à vue	110	193	128	409	210	521
b) à 3 mois au maximum	23.848	29.092	22.354	26.424	22.387	26.889
c) à plus de 3 mois	2.419	7.173	4.744	6.536	5.777	6.278
2. Autres déposants :						
a) à vue	12	22	14	21	16	32
b) à 3 mois au maximum	265	877	1.032	733	1.136	814
c) à plus de 3 mois	116	122	282	222	173	212
V. Effets	521	667	561	625	551	626
a) à 3 mois au maximum	521	667	189	625	184	626
b) à plus de 3 mois	—	—	372	—	367	—
VI. Divers	250	379	210	338	238	363
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
VIII. Provisions	84	97	90	74	88	74
Total du passif ...	32.168	43.161	34.108	40.005	35.132	40.435

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Institut national de Crédit agricole. Plafond des engagements. Relèvement. (Moniteur du 3 octobre 1975, p. 12260).

Par arrêté royal du 17 juillet 1975, le plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole est porté de quinze milliards à seize milliards de francs.

Loi du 23 août 1948

sur le crédit maritime. Article 6. Augmentation du plafond de 7 à 8 milliards de francs (Moniteur du 31 octobre 1975, p. 13659).

Arrêté royal du 9 septembre 1975

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts à lever au cours de l'année 1975 (Moniteur du 30 octobre 1975, p. 13573).

.....
Article 1^{er}. — Sur les tranches d'emprunts à lever par la Société nationale du Logement au cours de l'année 1975, le taux de l'intérêt simple à supporter par ladite Société est fixé à 2,50 p.c. l'an et ce dès la levée des fonds.

A partir du 1^{er} janvier 1977, la Société nationale supportera de ce chef une annuité comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en soixante-six ans.

.....
Arrêté royal du 10 septembre 1975

pris en exécution de l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiant l'encours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu de cette loi (Moniteur du 1^{er} octobre 1975, p. 12126).

.....
Article 1^{er}. — En application de l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, le montant global de l'encours à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée dans le cadre de la loi précitée, est porté de 14 milliards de francs à 15 milliards de francs, par libération d'une cinquième tranche de 1 milliard de francs.

.....
Arrêté royal du 17 septembre 1975

relatif au total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire (Moniteur du 4 octobre 1975, p. 12385). (Voir aussi rubrique 8.)

.....
Article 1^{er}. — En application de l'article 8 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939, le total des garanties prévues à l'article 3, § 2, 1^o et octroyées par l'Office national du Ducroire peut être porté à maximum nonante milliards de francs.

.....
Arrêté royal du 22 septembre 1975

autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de quatre milliards de francs (Moniteur du 3 octobre 1975, p. 12261).

Arrêté royal du 22 septembre 1975

modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1969 relatif au caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne (Moniteur du 8 octobre 1975, p. 12478).

.....

Article 1^{er}. — A l'article 1^{er}, 1^o, a, de l'arrêté royal du 12 novembre 1969 relatif au caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne, les mots « la publication aux annexes du *Moniteur belge* » sont remplacés par les mots « le dépôt au greffe du tribunal de commerce ».

.....

Arrêté royal du 24 septembre 1975

autorisant la société coopérative Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt, d'un montant effectif de 520 millions de francs (Moniteur du 9 octobre 1975, p. 12578). (Voir aussi rubrique 3.)

.....

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée à l'emprunt, d'un montant effectif de 520 millions de francs, à contracter par la société coopérative Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique.

Art. 2. — L'emprunt sera émis par tranches et à des conditions qui seront préalablement approuvées par le Ministre des Finances.

Art. 3. — A titre de quote-part dans les charges d'intérêt, le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique interviendra dans le taux d'intérêt de l'emprunt à concurrence de 4 p.c.

.....

Arrêté royal du 9 octobre 1975

autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 500 millions de francs, destiné au financement de la construction de maisons « sur promesse d'acquisition » (Moniteur du 28 octobre 1975, p. 13481). (Voir aussi rubrique 3.)

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 25 juin 1975

contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 9 octobre 1975, p. 12555).

.....
Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses à charge du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones et afférentes à l'année budgétaire 1975, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	11.271,4	—	—

.....

Loi du 4 juillet 1975

contenant le budget de l'Education nationale — régime français — pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 21 octobre 1975, p. 13067).

.....
Article 1^{er}. — § 1. Il est ouvert, pour les dépenses de l'Education nationale, régime français, afférentes à l'année budgétaire 1975 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	53.801,3	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	1.354,6	554,9	482,0
Total ...	55.155,9	554,9	482,0

.....

Loi du 4 juillet 1975

contenant le budget de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 22 octobre 1975, p. 13164).

.....
Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — afférentes à l'année budgétaire 1975 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	2.226,1	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	9.027,4	330,9	316,2
Total ...	11.253,5	330,9	316,2

.....

Arrêté royal du 24 juillet 1975

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1973 (dépenses extraordinaires) (Moniteur du 14 octobre 1975, p. 12772).

.....

Article 1^{er}. — Sont reconnus sans emploi, à concurrence de 1.396.882.530 francs (...) les crédits d'engagement disponibles au 31 décembre 1973 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Communications pour l'année budgétaire 1973, y compris les reports de crédits opérés par la voie de l'arrêté royal du 8 juillet 1974.

Art. 2. — Sont reconnus sans emploi, à concurrence de 1.162.242.873 francs (...) les crédits d'ordonnement disponibles au 31 décembre 1973 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Communications pour l'année budgétaire 1973, y compris les reports de crédits opérés par la voie de l'arrêté royal du 8 juillet 1974 susvisé.

.....

Arrêté royal du 24 septembre 1975

autorisant la société coopérative Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt, d'un montant effectif de 520 millions de francs (Moniteur du 9 octobre 1975, p. 12578). (Voir texte rubrique 2.)

Arrêté royal du 9 octobre 1975

autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 500 millions de francs, destiné au financement de la construction de maisons « sur promesse d'acquisition » (Moniteur du 28 octobre 1975, p. 13481). (Voir aussi rubrique 2.)

7. — COMMERCE INTERIEUR

Loi du 3 juin 1975

relative à la réglementation temporaire d'implantations d'établissements de commerce de détail dont la surface bâtie brute dépasse 3.000 m² et dont la surface commerciale nette est supérieure à 1.500 m² (Moniteur du 4 octobre 1975, p. 12332).

Loi du 8 juillet 1975

modifiant les lois relatives au registre du commerce, coordonnées par arrêté royal du 20 juillet 1964 (Moniteur du 1^{er} octobre 1975, p. 12059).

Arrêté royal du 23 septembre 1975

modifiant l'arrêté royal du 18 août 1964 relatif à la mise en vigueur et à l'exécution des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964 (Moniteur du 1^{er} octobre 1975, p. 12060).

Arrêté royal du 24 septembre 1975

modifiant l'arrêté royal du 14 avril 1975 relatif aux titres visés à l'article 38, 1 à 3, de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce (Moniteur du 7 octobre 1975, p. 12443).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 17 septembre 1975

relatif au total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire (Moniteur du 4 octobre 1975, p. 12385). (Voir texte rubrique 2.)

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 8 octobre 1975

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 10 octobre 1975, p. 12649).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Loi du 14 mai 1975

portant confirmation des obligations résultant pour la Belgique des règlements relatifs aux emprunts communautaires (Moniteur du 3 octobre 1975, p. 12253).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin d'octobre 1975. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

050. - 338.012. - 338.754.233.
338.731.1 - 382.242.0

313. - 339.325.1

COMMITTEE ON BANKING, CURRENCY AND HOUSING.

The Economics of Energy and Natural Resource Pricing. A Compilation of Reports and Hearings of the ad hoc Committee on the Domestic and International Monetary Effect of Energy and other Natural Resource Pricing. March 1975.

(House of Representatives, 94th Congress, 1st Session.)

Washington, U.S. Government Printing Office, 1975, IV+753 p.

NAYER, A.

La loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence. Quelques réflexions critiques, son incidence sur une conception générale de la sécurité sociale.

(In : *Journal des Tribunaux du Travail, Bruxelles, n° 109, 15 octobre 1975, pp. 225-231.*)

050. - 382.242.0

313. - 339.325.1

COMMITTEE ON FINANCE.

Effect of Petrodollars on Financial Markets. Hearings before the Subcommittee on Financial Markets, January 30, 1975.

(U.S. Senate, 94th Congress, 1st Session.)

Washington, U.S. Government Printing Office, 1975, III+34 p.

ROUARD, P.

La loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence. Quelques problèmes pratiques; délais de recours dans les matières prévues à l'article 704, alinéa 1^{er} du code judiciaire.

(In : *Journal des Tribunaux de Travail, Bruxelles, n° 109, 15 octobre 1975, pp. 232-234.*)

050. - 382.242.0

330.3 - 333.403.0

COMMITTEE ON GOVERNMENT OPERATIONS.

Recycling of Petrodollars. Hearings before the Permanent Subcommittee on Investigations Pursuant to Section 4, Senate Resolution 269, 93rd Congress, October 16, 1974.

(U.S. Senate, 93rd Congress, 2nd Session.)

Washington, U.S. Government Printing Office, 1974, III+97 p.

BROCK, W.A.

A Simple Perfect Foresight Monetary Model.

(In : *Journal of Monetary Economics, Amsterdam, 2, April 1975, pp. 133-150.*)

GEN. 10 C

050. - 333.432.8 - 333.481.
382.257. - 382.250. - 333.825.

330.52

NATIONS UNIES.

Monnaie, financement et développement : études sur la réforme monétaire internationale.

(Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.)

New York, Nations Unies, 1974, V+56 p.

MOUREAUX, Ph.

La crise du Capitalisme.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 130, août 1975, pp. 335-345.*)

BELG. 155 C

CHAMBRE DE COMMERCE DE BRUXELLES.

Bruxelles et son avenir économique; une prise de conscience; 100^e anniversaire.

(Bruxelles, C.C.B., 1975, 146 p.

SPITAEELS, G.

La crise indolore ou la crise inconsciente ?

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 130, août 1975, pp. 285-299*).

BELG. 155 C

331.19

331.31 - 93

STEENHOUDT, Chr.

Les Usines Emile Henricot.

(In : *Fabrimétal, Bruxelles, n° 7, septembre 1975, pp. 57-59*).

BELG. 69

Principales mesures de politique économique, financière et sociale. (Septembre 1974 - août 1975.)

(In : *Ministère des Affaires Economiques - Aperçu de l'Evolution Economique, Bruxelles, annexe au n° 9, fin août 1975, pp. 1-37*).

BELG. 98 C

331.30 - 331.31 - 339.21

332:20 - 332.27 - 332.71
334.151.

EWALENKO, R.

La crise économique : origines et implications.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 130, août 1975, pp. 271-284*).

BELG. 155 C

SULLEROT, E.

L'égalité de rémunération entre hommes et femmes dans les Etats d'Europe membres de la CEE.

(In : *Revue Internationale du Travail, Genève, nos 2-3, août-septembre 1975, pp. 99-123*).

B.I.T. 10

331.30

332.221.

LOEWENTHAL, P.

Conditions d'une reprise conjoncturelle.

(In : *Service de Conjoncture de Louvain, Louvain, septembre 1975, pp. 1-30*).

BELG. 87

VRANCKX, W.

L'indexation des salaires en Europe.

(In : *Fabrimétal, Bruxelles, n° 7, septembre 1975, pp. 65-67*).

BELG. 69

Emploi et chômage des diplômés universitaires.
26^e journée d'étude d'Universitas Belgica.

(In : *Universitas Belgica - Communication, Bruxelles,*
n° 60, 1^{er} août 1975, pp. 3-42).

BELG. 177

UHLIG, J.

Multinationale Banken im Wandel.

(In : *Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frank-*
furt/Main, Nr 18, 15 September 1975, S. 856-858).

ALL. 35

332.691. - 307.21

333.103. - 333.106. - 333.50

VERRIJKEN, E.

Evolution de l'emploi en Belgique de 1960 à 1970.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 6-7,*
juin-juillet 1975, pp. 670-709).

BELG. 141

MULLINEAUX, D.J.

Economics of Scale of Financial Institutions : A Com-
ment.

(In : *Journal of Monetary Economics, Amsterdam, 2, April*
1975, pp. 233-240).

GEN. 10 C

332.86

333.110. - 333.820. - 336.61

FEAUX, V.

La loi de promotion sociale du 1^{er} juillet 1963 : dix ans
d'application.

(In : *Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., Bruxelles,*
n° 693-694, 19 septembre 1975, 40 p).

BELG. 28 E

LEVI, M.D.

Effectiveness of Monetary vs. Fiscal Policy as Revealed
by the Behavior of Inventory Stocks : An Empirical
Investigation.

(In : *Journal of Monetary Economics, Amsterdam, 2, April*
1975, pp. 151-170).

GEN. 10 C

333.100. - 333.50 - 333.106.

333.110. - 333.78 - 333.820.
333.403.0

MILLER, M.

A Theory of the Banking Firm. Comment.

(In : *Journal of Monetary Economics, Amsterdam, 1, Ja-*
nuary 1975, pp. 123-128).

GEN. 10 C

SELDEN, R. T.

A Critique of Dutch Monetarism.

Monetary Economics, Amsterdam, 2, April 1975, pp. 221-
232).

GEN. 10 C

TANNER, J.E.

A Wicksellian Indicator of Monetary Policy.

(In : Journal of Monetary Economics, Amsterdam, 2, April 1975, pp. 171-185.)

GEN. 10 C

Les crédits rotatifs.

(In : Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 38, 10 octobre 1975, pp. 1-5.)

BELG. 33

333.111.8 - 333.825. - 333.451.2
333.111.35 - 382.254.333.137. - 333.101. - 333.139.2
347.734. - 339.113.

HOLMES, A.R.

Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations February-July 1975.

(In : Monthly Review - Federal Reserve Bank of New York, New York, No. 9, September 1975, pp. 199-218.)

USA. 32

LEMPEREUR, Cl.

L'implantation en Belgique de banques étrangères.

(In : Droit et Pratique du Commerce International, Paris, n° 3, septembre 1975, pp. 395-408.)

333.130. - 347.734. - 333.139.2

333.138.1

CENTRE D'ETUDES BANCAIRES ET FINANCIERES.

Loi Mammouth, arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935; coordination officieuse 1975.

Bruxelles, C.B.F., Cahiers des conférences, n° 253, septembre 1975, 61 p.

Les fonds communs de placement.

(In : Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 30, 12 septembre 1975, pp. 1-3.)

BELG. 34 A

333.130. - 333.139.2 - 347.734.
333.100. - 343.538.

333.139.2 - 347.734.

ZENNER, A.

Responsabilités des banquiers et gestionnaires d'entreprises dans le droit mouvant de la faillite.

Bruxelles, Centre d'Etudes bancaires et financières, Cahiers des conférences, n° 252, août 1975, 31 p.

Les banques belges et la loi Mammouth.

(In : Bulletin Financier de la Banque Bruxelles-Lambert, Bruxelles, n° 33, 3 octobre 1975, pp. 1-3.)

BELG. 34 A

333.401. - 333.428.

333.432.0 - 334.3 - 334.152.

BLACK, H.

The relative Importance of Determinants of the Money Supply : The British Case.

(In : *Journal of Monetary Economics*, Amsterdam, April 1975, pp. 251-264.)

GEN. 10 C

ISHIYAMA, Y.

The Theory of Optimum Currency Areas : A Survey.

(In : *Staff Papers*, Washington, No. 2, July 1975, pp. 344-383.)

F.M.I. 4

333.401. - 333.111.42 - 333.407.

333.110. - 333.820. - 333.825.

333.846.7 - 333.450.

333.432.7 - 382.257.

PARKIN, M. a.o.

The Determination and Control of the World Money Supply Under Fixed Exchange Rates 1961-1971.

(In : *The Manchester School*, Manchester, No. 3, September 1975, pp. 293-316.)

G.B. 34

KARLIK, J.R.

The Views of the Joint Economic Committee on International Monetary Reform.

(In : *Journal of Monetary Economics*, Amsterdam, 1, January 1975, pp. 93-108.)

GEN. 10 C

333.405. - 333.427.

333.432.7

VAN BELLINGHEN, P.

Vergelijkende analyse van de omloopsnelheid van de girale tegoeden aangehouden bij de ASLK, de private spaarkassen, de banken en de postgiro.

(In : *Revue de la Banque*, Bruxelles, n° 5, juillet 1975, pp. 405-418.)

BELG. 134

OORT, C.J.

Progressi verso l'ordine monetario internazionale. Il futuro regime dei tassi di cambio.

(In : *Bancaria*, Roma, N. 7, Luglio 1975, pp. 687-710.)

ITAL. 16

333.423. - 333.452.1

333.432.7 - 333.451.6 - 333.841.

FALLON, P.

Why the Gold Price May Have Further to Fall.

(In : *Euromoney*, London, October 1975, pp. 22-27.)

G.B. 20 A

ROCKEFELLER, D.

Why the Present Monetary System is Inflationary.

(In : *Euromoney*, London, September 1975, pp. 38-39.)

G.B. 20 A

333.432.7

333.451.0 - 333.451.3 - 333.451.5
333.825. - 333.454.1 - 382.253.

UNGPYAKORN, P.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Progressi verso l'ordine monetario internazionale.

Le change.

(In : *Bancaria*, Roma, N. 7, Luglio 1975, pp. 711-724.)

Bruxelles, A.B.B., 1975, 137 p.

ITAL. 16

333.432.8 - 333.432.7

333.451.0 - 333.451.5

BARBER, A.

CHEN, C.

The SDR and the Need for Monetary Reform.

Fixed Versus Flexible Exchange Rates.

(In : *Euromoney*, London, September 1975, pp. 41-44.)

(In : *Journal of Monetary Economics*, Amsterdam, 2, April 1975, pp. 265-271.)

G.B. 20 A

GEN. 10 C

333.432.8

333.451.0 - 333.451.6

CAMU, L.

de STRYCKER, C.

Impressions of This Year's IMF Annual Meeting.

Fixed or Flexible Exchange Rates ?

(In : *Euromoney*, London, October 1975, pp. 36-43.)

(In : *Journal of the Belgian Chamber of Commerce in Great Britain*, London, July-September 1975, pp. 15-21.)

G.B. 20 A

G.B. 2 A

333.432.8

333.451.3

DREYER, J.S.

VERWILST, H.C.

The Mechanics of Alternative Valuations of the Special Drawing Right.

Illegale arbitrage in het dubbele wisselmarktsysteem.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro-Quarterly Review*, Rome, No. 114, September 1975, pp. 268-283.)

(In : *Economisch Statistische Berichten*, Rotterdam, n^r 3018, 10 september 1975, blz. 876-877.)

ITAL. 4

NED. 10

VERWILST, H.C.

Government Intervention in a Dual Exchange Rate Mechanism.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 67, 1^{er} trimestre 1975, pp. 353-359.*)

BELG. 44 E

MENDELSON, S.

What has Happened to the Gold Price ?

(In : *The Banker, London, No. 596, October 1975, pp. 1177-1179.*)

G.B. 3

333.451.6 - 382.257.

333.453. - 334.152.

FLEMING, J. M.

Floating Exchange Rates, Asymmetrical Intervention, and the Management of International Liquidity.

(In : *Staff Papers, Washington, No. 2, July 1975, pp. 263-283.*)

F.M.I. 4

DE GRAUWE, P.

L'évolution du marché des euro-monnaies.

(In : *Finances et Développement, Washington, n° 3, septembre 1975, pp. 14-16.*)

F.M.I. 5

333.451.6

333.453. - 334.152.

JOHNSON, H.G.

The Denigration of Floating Exchange Rates.

(In : *Euromoney, London, September 1975, pp. 48-50.*)

G.B. 20 A

GRJEBINE, A.

Le marché des euro-devises: Risques de crise et perspectives de développement.

(In : *Banque, Paris, n° 343, septembre 1975, pp. 805-817.*)

FR. 6

333.451.6

333.453. - 334.152. - 382.253.

382.257. - 333.432.7

ROSSOLA, R.

The Collective Management of Floating Rates.

(In : *Euromoney, London, September 1975, pp. 46-47.*)

G.B. 20 A

HEWSON, J. and SAKAKIBARA, E.

The Eurocurrency Markets and their Implications. A « New » View of International Monetary Problems and Monetary Reform.

Lexington, Lexington Books, 1975, XIX+167 p.

333.453. - 334.152. - 333.407.
333.427.

333.453. - 334.152.

HEWSON, J. and SAKAKIBARA, E.

The Euro-Dollar Deposit Multiplier : A Note.

(In : *Staff Papers, Washington, No. 2, July 1975,*
p. 565-568.)

F.M.I. 4

SAKAKIBARA, E.

Le véritable rôle du marché des euro-monnaies.

(In : *Finances et Développement, Washington, n° 3, septembre 1975, pp. 11-13/41.*)

F.M.I. 5

333.453. - 334.152.

333.453. - 334.152.

ATOUR, P.

Euromarkets Wait for LDCs' Credits to be Repaid.

(In : *Euromoney, London, October 1975, pp. 4-10.*)

G.B. 20 A

VAN DEN ADEL, M.

Trends in the Euromarkets in 1975.

(In : *Euromoney, London, September 1975, pp. 81-87.*)

G.B. 20 A

333.453. - 334.152.

333.482.

O'BRIEN.

The Prospects for the Euromarkets.

(In : *Euromoney, London, September 1975, pp. 66-69.*)

G.B. 20 A

GENILLARD, R.L.

Currency Indexation Arrives in the Capital Markets.

(In : *Euromoney, London, September 1975, pp. 76-78.*)

G.B. 20 A

333.453. - 334.152.

333.70 - 333.18 - 333.730.
347.768. - 368.611. - 333.720.
347.728.1 - 347.28

RIBOUD, J.

Why Rueff is Wrong Over the Euromarkets.

(In : *Euromoney, London, September 1975, pp. 94-99.*)

G.B. 20 A

BROUW, R.

De techniek van de kredietonderhandeling; onderhandelen met het oog op het toestaan of het verkrijgen van een bankkrediet.

Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1975,
402 blz.

333.741. - 333.110. - 333.78
333.820.

333.825.

EDGAR, S.M.

Testing the Importance of Money Market Pressure.

(In : *Journal of Monetary Economics*, Amsterdam, 1, January 1975, pp. 79-92.)

GEN. 10 C

HEREMANS, D.

Welk wisselkoersbeleid kan België voeren ?

(In : *Beleid*, Antwerpen, n° 3, september 1975, blz. 5-9.)

BELG. 179

333.771.1 - 347.743.0 - 333.744.
333.100.

333.841.

VASSEUR, M.

La lettre de change-relevé. De l'influence de l'informatique sur le droit.

(In : *Revue Trimestrielle de Droit Commercial*, Paris, n° 2, avril-juin 1975, pp. 203-263.)

CUSTOT, F.

Comment la baisse de la qualité peut contribuer à l'inflation.

(In : *Problèmes Economiques*, Paris, n° 1440, 1^{er} octobre 1975, pp. 11-14.)

FR. 51 A

333.81 - 333.614. - 382.242.1
333.453. - 334.152.

333.841. - 332.620. - 332.630.
332.635.

BAYOT, M.

Les marchés internationaux d'obligations.

(In : *Revue de la Banque*, Bruxelles, n° 5, juillet 1975, pp. 365-379.)

BELG. 134

DEBUNNE, O.

Inflation ou chômage ? Un faux dilemme.

(In : *Socialisme*, Bruxelles, n° 130, août 1975, pp. 301-323.)

BELG. 155 C

333.81 - 333.66 - 333.614.
382.242.1

333.841. - 333.482.

URCIUOLI, J.A.

Foreign Issues and the U.S. Capital Markets.

(In : *Euromoney*, London, September 1975, pp. 90-93.)

G.B. 20 A

FELDSIEPER, M.

Indexklauseln und Inflation : eine Kontroverse im Rückblick.

(In : *Jahrbuch für Sozialwissenschaft*, Göttingen, 2, 1975, S. 175-188.)

ALL. 15 F

333.841.

334.150. - 334.152. - 334.154.
334.159.

MACHLUP, F.

How Inflation is Transmitted and Imported.

(In : *Euromoney*, London, September 1975, pp. 58-63.)

G.B. 20 A

BALASSA, B. e.a.

European Economic Integration.

Amsterdam, North-Holland Publishing Co, 1975,
XXVIII + 416 p.

333.841.

334.150.

VAN DER BIEST, A.

Notes sur l'inflation rampante et l'inflation critique.

(In : *Socialisme*, Bruxelles, n° 130, août 1975, pp. 329-333.)

BELG. 155 C

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SOCIO-POLITIQUES.

La Belgique dans la Communauté européenne.
(Dossiers du CRISP, 8.)

Bruxelles, CRISP, 1975, div. pp.

333.841.

334.150.

VANDERKAMP, J.

Inflation : a Simple Friedman Theory With a Phillips
Twist.

(In : *Journal of Monetary Economics*, Amsterdam, 1,
January 1975, pp. 117-122.)

GEN. 10 C

HENIG, S.

Europe After the Referendum.

(In : *International Affairs*, London, No. 4, October 1975,
pp. 487-498.)

G.B. 26 A

333.841. - 657.33

334.150.

WILLEAUME, E.

Répercussions de l'inflation sur les comptes des entre-
prises.

(In : *Meunerie Belge*, Bruxelles, n° 94, août 1975,
pp. 19-21.)

BELG. 96 A

LERAT, E.

Plaidoyer pour l'intégration de l'Europe.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège,
n° 265, juillet-août-septembre 1975, pp. 425-434.)

BELG. 157

334.150.

RAUX, J. et FLAESCH-MOUGIN, C.

Les accords externes de la C.E.E. (1^{er} janvier 1973-31 décembre 1974.)

(In : *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, Paris, n° 2, avril-juin 1975, pp. 227-279.)

HELLMANN, R.

Politique et technocratie dans une union économique et monétaire.

(In : *Eurépargne*, Luxembourg, n° 10, octobre 1975, pp. 6-9.)

LUX. 4

334.152.

334.150.

SCHUMANN, M.

La relance politique de l'Europe.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 265, juillet-août-septembre 1975, pp. 437-448.)

BELG. 157

HOFFMEYER, E.

Monetary Co-operation and the Euromarkets.

(In : *Euromoney*, London, September 1975, pp. 70-74.)

G.B. 20 A

334.152.

334.150.

VON DER GROEBEN, H.

Vorschläge zur Europäischen Union.

(In : *Wirtschaftsdienst*, Hamburg, Nr. 9, September 1975, S. 459-462.)

ALL. 30 A

RIBOUD, J.

Une expérience de monnaie bancaire européenne : l'Eurostable.

(In : *Banque*, Paris, n° 343, septembre 1975, pp. 833-835.)

FR. 6

334.152. - 333.453.

334.152.

BARATTIERI, V. and THOMAS, A.

Monetary and Economic Co-operation in the EEC.

(In : *International Affairs*, London, No. 4, October 1975, pp. 499-517.)

G.B. 26 A

STEINHAUSER, J.R.

Coördinatie van het Bankrecht in de EEG.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf*, Amsterdam, n° 181, september 1975, blz. 335-340.)

P.B. 3 A

334.152. - 341.242. - 347.734.

STEINHAUSER, J.R.

Vrijheid van vestiging en dienstverlening in de EEG en het effectenbedrijf.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 181, september 1975, blz. 325-330.*)

P.B. 3 A

VERDOORN, P.J.

Economische gevolgen der handelspolitieke integratie binnen de E.E.G., 1956-1970.

(Centraal Planbureau, Overdrukken, 150.)

's-Gravenhage, Centraal Planbureau, 1974, 8 blz.

334.153.

336.208. - 336.201.

BUZELAY, A.

Le budget communautaire : ses fonctions de péréquation financière et de régulation économique.

(In : *Revue de Science Financière, Paris, n° 1, janvier-mars 1975, pp. 73-125.*)

FR. 53

FRANK, M.

Non-taxation, budget des réductions d'impôts et réforme fiscale.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1975, pp. 25-44.*)

BELG. 99

334.153.

338.012.

TRETTER, B.

Steuermentalität und Steuerharmonisierung in der EG.

(In : *Intertax, Deventer, No. 4, 1975, pp. 145-148.*)

CEE 14

DUPRIÉZ, L.H. et PRADES, F.

Les précédents de la crise énergétique.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 2, mars-avril 1975, pp. 171-177.*)

FR. 52

334.153.

338.012. - 334.155.

WAGENBAUR, R.

Les fondements juridiques d'une politique fiscale des Communautés européennes.

(In : *Revue de Science Financière, Paris, n° 1, janvier-mars 1975, pp. 5-22.*)

FR. 53

SPAACK, F.

La crise de l'énergie et l'Europe.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 2, mars-avril 1975, pp. 178-187.*)

FR. 52

338.013.

338.046.1

RAY, G.F.

L'approvisionnement en matières premières. Pénurie artificielle et pénurie authentique.

(In : SEDEIS-Chronique d'Actualité, Paris, n° 15, 15 septembre 1975, pp. 426-441.)

FR. 10 B

Les 350 premières entreprises.

(In : Belgian Business, Bruxelles, n° 86, septembre 1975, pp. 6-33.)

BELG. 14 B

338.013.

338.046.1 - 334.155.

RAY, G.F.

L'approvisionnement en matières premières.

(In : SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 16, 30 septembre 1975, pp. 462-479.)

FR. 10 B

Les 500 premières sociétés industrielles européennes.

(In : Vision, Paris, n° 59, octobre 1975, pp. 41-64.)

FR. 64

338.013.

338.046.2 - 338.43

VARON, B.

Les ressources naturelles sont-elles limitées ?

(In : Finances et Développement, Washington, n° 3, septembre 1975, pp. 17-20.)

F.M.I. 5

CARPAY, J.

Les petites et moyennes entreprises de Wallonie face à leur destin économique.

(In : Wallonie 75, Namur, n° 5, 1975, pp. 314-321.)

BELG. 186

338.043. - 654. - 333.100.

338.046.2

CRABBE, M.

L'ordinateur et la fraude.

(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 5, juillet 1975, pp. 351-362.)

BELG. 134

DE CLERCQ, W.

Les perspectives conjoncturelles à court et à moyen terme des petites et moyennes entreprises. Discours prononcé le 23-4-1975 devant l'Assemblée générale du Comité Central de l'industrie belge du tricot.

(In : Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1975, pp. 13-23.)

BELG. 99

338.340.

338.43

MYRDAL, G.

Le transfert de technologies vers les pays en voie de développement.

(In : *Economie et Humanisme*, Paris, n° 225, septembre-octobre 1975, pp. 19-30.)

FR. 25

SIEBERTS, J. et HAIDON, M.

Le Sud-Luxembourg. (II)

(In : *Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P.*, Bruxelles, n° 696, 10 octobre 1975, 34 p.)

BELG. 28 E

338.43 - 331.30

338.722.8

BUREAU ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE NAMUR.

La conjoncture économique dans la province de Namur.

(In : *Namur, B.E.P.*, 1975, 128 p.)

SIMANTOV, A.

Peut-on rééquilibrer la consommation alimentaire mondiale ?

(In : *Economie et Humanisme*, Paris, n° 225, septembre-octobre 1975, pp. 4-18.)

FR. 25

338.43

338.725.2 - 338.43

MERENNE-SCHOUMAKER, B.

Les implantations industrielles nouvelles de la province de Liège.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 265, juillet-août-septembre 1975, pp. 369-385.)

BELG. 157

SCHORKOPS, H.C.

Quelques propos sur l'économie forestière wallonne.

(In : *Wallonie 75*, Namur, n° 5, 1975, pp. 322-340.)

BELG. 186

338.43

338.731.1 - 338.754.233. - 333.453.
382.242.0

SIEBERTS, J. et HAIDON, M.

Le Sud-Luxembourg. (I)

(In : *Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P.*, Bruxelles, n° 695, 3 octobre 1975, 32 p.)

BELG. 28 E

DEUTSCHE BANK.

OPEC : Organization of the Petroleum Exporting Countries; Facts, Figures, and Analyses.

Frankfurt/Main, Deutsche Bank, 1975, 86 p.

JACKSON, H. a.o.

Dialogue on World Oil; Highlights of a Conference on World Oil Problems.

Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1974, 32 p.

PIRE, E.

Le charbon dans la couverture des besoins énergétiques de l'industrie.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 265, juillet-août-septembre 1975, pp. 488-498.)

BELG. 157

338.731.1

338.751.1

La production en net déclin.

In : *The Petroleum Economist*, London, No. 9, September 1975, pp. 326-327.)

G.B. 47

Crise dans l'industrie sidérurgique européenne.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, n° 34, 12 septembre 1975, pp. 1-5.)

BELG. 33

338.731.1 - 331.30

338.752.0

SID-AHMED, A.

L'économie arabe à l'heure des surplus pétroliers.

In : *Cahiers de l'I.S.M.E.A.-Economies et Sociétés*, Paris, n° 3, mars 1975, 522 p.

FR. 14

GRYSPEERDT, E.

De 1969 à 1973 - Croissance des entreprises dans l'industrie des fabrications métalliques.

(In : *Fabrimétal*, Bruxelles, n° 7, septembre 1975, pp. 28-30.)

BELG. 69

338.732.3 - 338.754.232.

338.754.233.

KNOOPS, E.

La gazéification souterraine du charbon peut-elle rendre à l'Europe son indépendance énergétique ?

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 265, juillet-août-septembre 1975, pp. 409-422.)

BELG. 157

Perspectives incertaines pour le raffinage.

(In : *The Petroleum Economist*, London; No. 9, September 1975, pp. 345-349.)

G.B. 47

338.754.32

339.112.10 - 339.113.

la bière reste la boisson nationale.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 33, 5 septembre 1975, pp. 1-5.)

BELG. 33

VINCENT, A.

Les promoteurs immobiliers britanniques à Bruxelles.

(In : *Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., Bruxelles*, n° 691-692, 12 septembre 1975, 40 p.)

BELG. 28 E

338.755.3

339.20 - 339.21 - 339.230.

L'industrie des panneaux de particules : vers un ralentissement de l'expansion.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 39, 17 octobre 1975, pp. 1-4.)

BELG. 33

DEKEYSER-MEULDERS, D. et TOLLET, R.

L'inégalité et la structure des revenus en Belgique.
Exercice d'imposition 1970.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles*, n° 67, 3^e trimestre 1975, pp. 317-352.)

BELG. 44 E

339.0

339.325.1

Les comptes nationaux de la Belgique 1966-1974.

(In : *Bulletin de Statistique - I.N.S., Bruxelles*; n° 7-8, juillet-août 1975, pp. 869-933.)

BELG. 44

L'enquête sur les budgets des ménages 1973-1974 (II).

(In : *Bulletin de Statistique - I.N.S., Bruxelles*, n° 7-8, juillet-août 1975, pp. 729-870.)

BELG. 44

339.312.3

339.325.5 - 336.024.

WALLICH, H.C.

The Threat of a Capital Shortage.

(In : *Euromoney, London, September 1975*, pp. 110-114.)

G.B. 20 A

PRIMS, A. et QUAETHOVEN, P.

Le coût des soins médicaux et paramédicaux.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles*, n° 6-7, juin-juillet 1975, pp. 595-655.)

BELG. 141

DERMINE, L.

L'arbitrage commercial en Belgique.
(Séminaire de droit de l'arbitrage national et international, Université Catholique de Louvain.)
Bruxelles, Larcier, 1975, VIII+132 p.

NEELS, L.

Belgisch « anti-trust »-recht in actie.
(In : *S.E.W.-Tijdschrift voor Europees en Economisch Recht*, Gent, n° 9, september 1975, blz. 481-498.)

347.720.1 - 336.214.

347.734. - 339.139.2 - 333.24
333.78

DAVIES, A.G.

Some Taxation Problems of Large Multinational Firms.
(In : *Intertax*, Deventer, No. 5, 1975, pp. 161-168.)
C.E.E. 14

DE CLERCQ, W.

Loi relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers.
(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 9-10, septembre-octobre 1975, pp. 3-11.)
BELG. 99

347.720.1

347.734. - 333.139.2

NEGHANDI, A. R. and PRASARD, S.B.

The Frightening Angels; a Study of U.S. Multinationals in Developing Nations.
Kent, Kent State University Press, 1975, XIX+249 p.

New Belgian Banking Legislation.
(In : *Report from Brussels*, Brussels, No. 20, Oktober 1975, pp. 1-2.)
BELG. 34 D

347.720.1

347.736.

ZENOFF, D.B.

The Future of the Multinational Corporation.
(In : *Euromoney*, London, September 1975, pp. 146-155.)
G.B. 20 A

LEMONTEY, J.

Perspectives d'unification du droit dans le projet de convention C.E.E. relative à la faillite.
(In : *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, Paris, n° 2, avril-juin 1975, pp. 172-180.)

347.736.

382.240.

NOEL, J.

Lignes directrices du projet de convention C.E.E. relative à la faillite.

(In : *Revue Trimestrielle de Droit Européen, Paris, n° 2, avril-juin 1975, pp. 159-171.*)

CROCKETT, A.D. and RIPLEY, D.

Sharing the Oil Deficit.

(In : *Staff Papers, Washington, No. 2, July 1975, pp. 284-312.*)

F.M.I. 4

347.753.6 - 658.2

382.242.0

Le leasing.

(In : *Bulletin Economique et Financier-CGER, Bruxelles, n° 3, 1975, pp. 1-5.*)

BELG. 27 E

AUBERT de la RUE, P.

Le « Recyclage » des excédents pétroliers.

(In : *Politique Etrangère, Paris, n° 4, 1975, pp. 405-416.*)

FR. 50 A

347.753.6 - 658.2

382.257.

Le leasing et la comptabilité.

(In : *Bulletin Economique et Financier-CGER, Bruxelles, n° 3, 1975, pp. 6-8.*)

BELG 27 E

MIKESELL, R.F.

The Prospects for a Return to Fixed Exchange Rates.

(In : *Euromoney, London, September 1975, pp. 53-56.*)

G.B. 20 A

368.40

382.30 - 382.40

La sécurité sociale des travailleurs.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 37, 3 octobre 1975, pp. 1-6.*)

BELG. 33

Les Etats généraux du commerce extérieur.

(In : *Informations du Commerce Extérieur, Bruxelles, n° 75, 3 octobre 1975, pp. 1+3-4.*)

BELG. 27

382.30 - 382.40

657-40 - 347.718.

les Etats généraux du commerce extérieur.

(In : *Informations du Commerce Extérieur, Bruxelles, n° 76, octobre 1975, pp. 1+3-4.*)

BELG. 27

OLIVIER, H.

La nouvelle loi sur la comptabilité des entreprises.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 5, juillet 1975, pp. 382-402.*)

BELG. 134

385.21 - 338.43

LEMAIRE, J.

Pour sortir d'un labyrinthe : une ossature routière dans la Basse-Sambre.

(In : *Wallonie 75, Namur, n° 5, 1975, pp. 341-345.*)

BELG. 186

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Paiement par virement bancaire ou postal (C.C.P. n° 000-0000500-15) à la Banque Nationale de Belgique, 1000 Bruxelles, avec la mention « Bulletin de la B.N.B. », en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise ».
